

INDEX ANALYTIQUE – SUPPLÉMENT

– A –

Abolition de poste

Abolition de fonctions (fédéral), 42.1.58

Ancienneté, 18.2.47

Changements opérationnels et/ou technologiques, 18.2.5

Congédiement déguisé, 16.3.29

Intérêt du salarié pour être replacé dans un poste disponible, 18.2.74

Licenciement, 18.2.23, 18.2.29, 18.2.70, 18.2.74, 18.2.75

Motifs économiques ou organisationnels, 18.2.5

Réintégration du salarié, 19.2.13

Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel

Accident du travail ou maladie professionnelle, 44.1.5

Congé de maladie monnayable

- Calcul des dommages contractuels, 20.4.25

Congédiement, 46.0.2

- Analyse sérieuse de la situation, 18.2.103
- Conditions pour conclure au bien-fondé du congédiement, 18.2.102
- Décision prise avant l'absence pour maladie, 47.0.1
- Demandes nombreuses, 50.1.18

– Incident culminant, 50.1.17

– Information à l'employeur, 18.2.107

– Obligation d'accommodement, 18.2.102, 18.2.104

– Perceptions sur l'état de santé du salarié, 18.2.103

– Refus de soumettre des certificats médicaux, 18.2.107, 18.4.19

Congédiement déguisé, 18.2.103

Congédiement illégal

– Réintégration, 19.2.12

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)

– Délai d'imposition, 18.4.24

Démission, 18.3.8, 46.2.1

Déplacement, 46.3.1

Droit de s'absenter pendant 26 semaines ou moins au cours d'une période de 12 mois (art. 79.1 L.N.T.), 44.1.5, 46.0.2

Durée

- Bloc de sept jours consécutifs, 48.0.3
- Prolongée, 46.2.5

Injustifiée, 50.1.15

Juridiction, 44.1.6

Licenciement, 46.1.1

Obligations du salarié, 50.1.15

Plainte, 44.1.6, 44.1.9

– Délai de rigueur ou de déchéance, 44.1.6

– Juridiction de la CNESST, 44.1.6

- Plainte en vertu de l'article 122 L.N.T., 44.1.6, 44.1.8, 44.1.9, 44.1.11
- Plainte soumise au T.A.T. dans le délai imparti (défaut non opposable au plaignant), 44.1.6
- Rejet, 44.1.6, 44.1.7
- Retrait, 44.1.10

Présomption

- Absence de congédiement, 46.2.6

Recours en vertu de l'article 79.1 L.N.T. (ancien article 122.2), 46.2.1, 46.3.1, 50.1.15

Refus de revenir au travail, 18.3.8

Réintégration, 44.1.9, 46.2.5, 50.1.6

Représailles envers le salarié, 42.1.3, 46.4.1

Restructuration économique, 50.1.2

Salarié régi par une convention collective, 44.1.8

Suspension, 46.3.1

Transaction, 44.1.7

Absence pour cause de préjudice corporel grave à l'occasion ou résultant d'un acte criminel

Droit de s'absenter pour une période maximale de 104 semaines (art. 79.1 L.N.T.), 48.0.4

Absentéisme

Absentéisme excessif

- Refus d'accorder un poste, 18.3.27

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 50.1.15, 50.1.16

Abus de confiance

Employé cadre, 18.4.13

Abus de droit

Conduite de mauvaise foi (employeur), 43.4.25

Abus du droit de congédier

Congédiement administratif, 18.2.105

Suspension sans solde de longue durée ou pour une durée indéterminée, 18.3.60, 18.4.16

Acceptation d'un autre emploi

Salarié régi par le *Code canadien du travail*

- Indemnité ou préavis, 41.0.15

Accident du travail et maladie professionnelle

Recours, 44.1.5

- Congédiement sans cause juste et suffisante
 - Chose jugée, 16.5.11, 16.5.17, 16.5.18

Acte criminel

Congédiement administratif

- Condamnation criminelle, 18.2.109

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)

- Conduite assimilable à un acte criminel, 18.4.6

Administrateur, actionnaire et dirigeant

Cadre supérieur, 16.1.38

Notion de salarié (art. 124 L.N.T.), 16.1.21

Agent immobilier

Lien de subordination, 16.1.10

Statut de salarié, 16.1.10

- Stage d'observation, 16.1.10

Alcoolisme

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 50.1.16

Congédiement sans cause juste et suffisante, 18.4.8

Aliénation de l'entreprise

Compétence du Tribunal administratif du Québec, 16.3.37

Congédiement déguisé, 16.3.38

- Imposition d'une clause restrictive, 16.3.28, 18.3.34

Service continu (plainte en vertu de l'art. 124 L.N.T.)

- Changement de compétence législative des activités de l'entreprise, 16.2.5
- Exécution de la décision de la Commission relativement au versement d'indemnités, 16.3.37
- Interruption du service continu, 16.3.17
- Responsabilité de l'acquéreur, 16.3.22

Signature d'un contrat de travail, 16.3.28, 18.3.33, 18.3.34

Allocation de repas, 20.4.29

Allocation de retraite

Résiliation d'un contrat de travail à durée indéterminée

- Dommages, 20.1.31

Ancienneté

Discrimination, 18.2.49

Interprétation lors d'un licenciement ou d'une mise à pied, 18.2.47

Notion de service continu, 16.2.6, 18.2.50

Pouvoir de l'arbitre, 18.2.53

Valeur du critère, 18.2.52

Arbitre (fédéral)

Décision (dépôt), 43.4.40

Associé

Notion de salarié (art. 124 L.N.T.), 16.1.19

Assurance collective, 20.4.11

Assurance-emploi

Prestation, 20.4.34, 20.5.25, 20.5.26

Assurance salaire, 18.3.57

Prestation, 20.5.26

Assurance-vie, 20.4.28

Automobile

Allocation, 18.3.51

Automobile fournie et défrayée par l'employeur, 20.4.9

- Calcul de l'indemnité (art. 128(2) L.N.T.), 20.1.23

Refus de se procurer un véhicule automobile, 18.2.106

Avantages sociaux, 20.4.11

Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)

- Effet sur la prescription du recours, 16.6.11

Avis

Congédiement

- Avis du risque de congédiement, à défaut de s'amender, 18.2.105, 18.3.49

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)

- Avis du manquement reproché, 18.4.9, 18.4.10

Avis de cessation d'emploi

Champ d'application, 22.2.5

Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)

- Effet sur le calcul de la prescription du recours, 16.6.5

– B –

Bénévole, 16.1.20

Boni, 20.1.23

Congédiement déguisé

- Abolition des bonis discrétionnaires pour tous les représentants, 18.3.21

Modification du programme, 18.3.57

– C –

Cadre

Abus de confiance, 18.4.13

Congédiement pour cause juste et suffisante, 18.4.7, 18.4.9, 18.4.11, 18.4.24

- Progression des sanctions, 18.4.11

Définition, 16.1.26

Intermédiaire ou supérieur, 16.1.29

Pouvoirs, 16.1.37

Recours (art. 124 L.N.T.), 16.1.21

- Depuis le 1^{er} janvier 1991, 16.1.22, 16.1.35
- Examen du statut au moment de la fin d'emploi, 16.1.24

Réintégration, 19.2.25

Cadre supérieur, 16.1.38

Congédiement sans cause juste et suffisante, 16.1.23

Critères d'identification, 16.1.29

Définition, 16.1.26

Recours (art. 83 L.N.T.), 16.1.36

Recours (art. 124 L.N.T.), 16.1.23, 16.1.24, 16.1.25

Calcul des dommages contractuels

Allocation pour téléphone cellulaire, 20.4.32

Assurance collective, 20.4.11

Assurance-vie ou invalidité, 20.4.28

Augmentation de salaire, 20.1.23, 20.4.13

Automobile, 20.4.9

Avantages sociaux, 20.4.11

Boni, 20.1.23

Commissions, 20.1.23

Compte de dépenses, 20.4.10

Congé de maladie monnayable, 20.4.25

Démission, 20.1.23

Frais d'actuaire, 20.4.8

Frais d'expert, 20.4.21

Frais de congrès, 20.4.30

Frais de déménagement, 20.4.20

Frais de déplacement, 20.4.18

Frais de psychothérapie, 20.4.27

Frais de stationnement, 20.1.23

Frais de téléphonie, Internet et câblodistribution, 20.1.23

Impôt sur le revenu, 20.1.23, 20.4.16

Indemnité de logement, 20.4.15

Indemnité de repas, 20.4.29

Intérêt sur la somme due, 20.4.12

Ordonnance non-monétaire, 20.4.33

Perte d'un bijou, 20.4.24

Perte d'un voyage, 20.4.24

Perte d'usage de la maison fournie par l'employeur, 20.4.15

Perte de revenus d'actions, 20.4.22

Pourboires, 20.1.23, 20.4.26

Préjudice fiscal, 20.1.23, 20.4.16

Prestations perdues d'assurance-emploi, 20.4.23

Régime d'assurance collective de l'employeur, 20.4.11

Régime d'options d'achat d'actions, 20.4.22

Régime de participation aux profits, 20.4.17

Temps supplémentaire, 20.4.19

Vente de la maison, 20.4.14

Cessation d'emploi

Choix des personnes licenciées (critères de sélection), 18.2.42

- Juridiction du juge administratif, 18.2.44

Définition, 18.2.6

Changement d'horaire, 46.3.1

Chargé de cours

Caractère saisonnier, intermittent ou périodique de l'emploi, 16.2.15

Chose jugée

Congédiement sans cause juste et suffisante

- Accident du travail et maladie professionnelle, 16.5.11, 16.5.17, 16.5.18

- Grief, 16.5.15

- Licenciement, 16.5.11

- Plainte, 16.5.11

- Recours, 16.5.6, 44.1.11

Harcèlement physique et verbal, 16.5.14

Salarié régi par le *Code canadien du travail*

- Absence d'inconduite du plaignant, 42.2.12

- Rejet de la plainte, 42.1.79

Clause de non-concurrence

Congédiement déguisé, 18.3.59

Étendue territoriale de la restriction

- Aucune limite, 18.3.59

- Caractère déraisonnable, 18.3.59

- Lettre d'embauche, 18.3.59

Imposition par l'employeur, 18.3.59

Clause restrictive

Aliénation de l'entreprise, 16.3.28, 18.3.34

Commission canadienne des droits de la personne, 42.1.74

Autre recours, 42.1.78

Refus d'entendre la plainte (arbitre), 42.1.79

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)

Plainte pour congédiement pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus à des fins de greffe ou d'accident, 44.1.6

Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)

- Absence de pouvoir discrétionnaire de rejeter la plainte (statut de cadre supérieur), 16.1.25

- Plainte déferée au T.A.T., 17.1.9

Commissions, 18.3.53, 20.1.23, 20.4.2

Diminution importante du taux

- Congédiement déguisé, 18.3.52, 18.3.53

Notion de salarié, 16.1.10

Comportement du salarié

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 18.4.15

Obligation d'avoir un comportement exemplaire, 18.4.12

Progression des sanctions, 18.4.15

Compte de dépenses, 20.4.10

Conciliation

Accord écrit et signé par les parties, 17.2.7

Compétence du T.A.T., 17.2.7

Demande d'approbation, 17.2.7

- Délai de soumission, 17.2.7

Demande d'homologation, 17.2.6, 17.2.7

Distinction entre le pouvoir d'entériner un accord et celui de conclure une transaction, 17.2.7

Modifications législatives en 2006

- Suppression des mots « de conciliation » (art. 118 al. 1(7) du *Code du travail*), 17.2.7

- Ordonnance de se conformer à l'accord, 17.2.7
- Privilège de confidentialité, 17.2.8
- Cas d'exception, 17.2.9
- Signature du conciliateur, 17.2.7
- Conduite de mauvaise foi (employeur)**, 43.4.25
- Conflit d'intérêts**
- Tolérance de l'employeur, 18.4.20
- Congé non autorisé**
- Démission, 18.3.9
- Congé parental et familial**, 1.3.11
- Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)
- Délai d'imposition, 18.4.24
- Congé sans solde**, 18.3.37
- Congédiement**
- Administratif, 18.2.43, 18.2.94, 42.1.54, 42.2.17
- Application jurisprudentielle, 18.2.106
 - Compétence ou rendement d'un employé, 18.2.105, 18.2.111
 - Condamnation criminelle, 18.2.109
 - Congédiement (notion), 42.1.51
 - Critères devant guider l'employeur (« test d'Edith Cavell »), 18.2.105
 - Incapacité de s'adapter à son environnement de travail, 18.2.112, 18.2.113
 - Insubordination et incivilité, 18.2.113
 - Limites au pouvoir d'intervention du juge administratif, 18.2.94
 - Maladie ou handicap, 18.2.102, 18.2.104, 18.2.105, 18.2.107
 - Manque d'intérêt, 18.2.43, 18.2.68, 18.2.110
- Ancienneté, 18.2.47
- Avis du risque de congédiement, à défaut de s'amender, 18.2.105, 18.3.49
- Calcul de l'indemnité (art. 128(2) L.N.T.), 20.1.23
- Base de calcul, 20.1.23
 - Chefs de réclamation autres que de la rémunération, 20.1.23
 - Faits postérieurs au congédiement, 20.1.23
 - Inaptitude au travail, 20.1.25
 - Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 20.1.23
 - Période de calcul de l'indemnité, 20.1.23
 - Régime de compensation, 20.1.23
 - Réintégration à la suite du défaut de l'employeur d'offrir un accommodement raisonnable, 20.1.24
 - Remboursement de salaire, de vacances ou de congés, 20.1.25
 - Revenus indépendants, 20.1.25
- Contrat de travail à durée déterminée
- Non-renouvellement, 18.2.84, 46.0.2
- Définition
- Distinction avec mise à la retraite, 18.2.80
 - Distinction avec mise à pied, 18.2.32
- Définition (fédéral), 42.1.48
- Disciplinaire, 18.2.94
- Droit de gérance, 18.2.58, 18.2.73
- Fin du contrat, 50.1.2
- Nature administrative ou disciplinaire
- Compétence du juge administratif, 18.2.94, 18.2.99
 - Critère d'intervention, 18.2.114
 - Distinction retrouvée en droit arbitral, 18.2.94

- Effets quant aux pouvoirs du décideur, 18.2.98
- État du droit, 18.2.98
- Faits permettant de déterminer la nature de la mesure, 18.2.100, 18.2.101
- Fardeau de la preuve, 18.2.99
- Importance de la qualification, 18.2.97
- Marge de manœuvre du décideur, 18.2.95, 18.2.96, 18.2.97
- Mixte, 18.2.105
- Test applicable, 18.2.97
- Volonté de l'employeur, 18.2.100
- Notion, 46.0.2, 46.1.1
- Probation, 18.2.108
- Qualification de la rupture de fin d'emploi, 18.2.23
 - Contrôle judiciaire, 18.2.9
 - Question juridictionnelle, 18.2.9
- Répartition des tâches effectuées par le salarié licencié, 18.2.23
- Restructuration administrative, 50.1.2
- Salarié congédié dont le Tribunal ordonne la réintégration
 - Avis de cessation d'emploi, 22.2.12
- Suspension à des fins d'enquête, 18.2.115, 18.4.16
- Suspension administrative, 18.2.115
- Tâches transférées et effectuées par des outils et appareils informatiques, 18.2.23
- Congédiement déguisé**, 42.1.55, 42.1.60, 42.1.86, 46.2.5
- Aliénation de l'entreprise, 16.3.38
 - Imposition d'une clause restrictive, 16.3.28, 18.3.34
 - Signature d'un contrat de travail, 16.3.28, 18.3.33, 18.3.34
- Compétence limitée du T.A.T., 18.3.36
- Comportement de l'employeur ou de ses représentants, 18.2.75, 18.3.4, 18.3.61, 42.1.55
- Congédiement (notion), 42.1.51
- Contrat de travail à durée déterminée
 - Non-renouvellement, 18.2.84, 46.0.2
 - Attente légitime, 18.2.89
 - Contrats successifs, 18.2.90
 - Fardeau de preuve, 18.2.88, 18.2.89
 - Indemnité de perte de salaire, 18.2.93
 - Interprétation de la preuve, 18.2.87, 18.2.89
 - Rupture unilatérale, 18.2.92
 - Service continu, 18.2.91
 - Test à appliquer, 18.2.88
- Critères de sélection de l'employeur, 18.2.21, 18.2.42
- Démission, 16.3.38, 42.1.55
- Fardeau de la preuve, 18.3.19
- Mise à pied, 18.2.36, 18.2.37, 18.2.38, 18.3.65
- Modifications apportées au contrat de travail
 - Absence pour cause de maladie, 18.2.103
- Modifications apportées aux conditions de travail, 18.3.32, 18.3.66, 42.1.55
 - Abolition des bonis discrétionnaires pour tous les représentants, 18.3.21
 - Affectation du salarié, 18.3.33
 - Refus assimilé à une démission volontaire, 18.3.65
 - Arrêt *Farber*, 18.3.21
 - Caractère définitif, 18.3.21
 - Clause de non-concurrence, 18.3.34, 18.3.59
 - Clause restrictive, 16.3.28

- Comportement de l’employeur ou de ses représentants, 18.2.75, 18.3.4, 18.3.61, 42.1.55
 - Défaut de versement de salaire, 18.3.58
 - Diminution du rôle et des responsabilités, 18.3.45
 - Diminution du salaire, 18.2.76, 18.3.33, 18.3.35, 18.3.45
 - Fonctions et responsabilités, 18.3.33, 18.3.34
 - Fusion d’entreprises, 18.3.34
 - Harcèlement psychologique, 18.3.61
 - Horaire de travail, 18.3.33, 18.3.35, 18.3.41
 - Modification au programme de bonis, 18.3.57
 - Modification au sein de la clientèle, 18.3.54
 - Modification du mode de rémunération, 18.3.50, 18.3.56
 - Modifications substantielles, 16.3.28, 18.2.118, 18.3.21, 18.3.33
 - Motifs économiques ou organisationnels, 18.2.107, 18.2.118, 18.3.21, 18.3.33, 18.3.34, 18.3.35, 18.3.36, 42.1.53
 - Nouveau cadre de cheminement de carrière, 18.3.43
 - Obligation de vaccination contre la COVID-19, 18.2.119
 - Obligation de suivre et de réussir une formation, 18.3.43
 - Probation, 18.3.21
 - Réduction de la durée du congé annuel et de l’indemnité, 18.3.35
 - Réduction des jours ou heures de travail, 18.3.33, 18.3.35
 - Rémunération, 18.3.20, 18.3.49
 - Retraite progressive, 18.3.33
 - Rétrogradation, 18.3.21, 18.3.28
 - Surveillance, 18.3.44
 - Non-rappel à la suite d’une mise à pied, 18.2.77
 - Perception erronée des demandes patronales, 18.3.24
 - Performance et attitude du salarié
 - Avis écrit indiquant certains aspects à améliorer, 18.3.60
 - Pigiste, 18.3.62
 - Prescription du recours (art. 124 L.N.T.)
 - Action civile pour congédiement déguisé durant une période de suspension d’enquête, 16.6.8
 - Recours du salarié, 18.3.21, 18.3.66
 - Retrait du statut d’employé privilégié, 42.1.55
 - Salariée enceinte, 18.3.61
 - Suspension administrative avec solde, 18.2.117, 18.2.118
 - Suspension administrative sans solde, 18.2.115, 18.2.116, 18.2.117
 - Suspension à des fins d’enquête sans solde, 18.4.16
 - Suspension sans solde de longue durée ou pour une durée indéterminée, 18.2.116, 18.2.118, 18.3.60, 18.4.16
 - Suspension suivie d’un déplacement, 18.3.60
- Congédiement injuste**
- Salarié régi par le *Code canadien du travail*
 - Absence sans autorisation, 42.1.23
 - Autre recours prévu par le Code ou une autre loi fédérale, 42.1.72
 - Arbitrage par le Conseil (ou arbitre désigné), 42.1.88
 - Changement d’attribution de compétence, 42.1.2, 42.1.94
 - Compétence de l’arbitre, 42.1.13
 - Élection de for, 42.1.14
 - Congédiement (notion), 42.1.48

- Conseil canadien des relations industrielles
 - Arbitrage, *42.1.88*
 - Compétence, *42.1.2*, *42.1.88*, *42.1.94*
 - Enquête et audition, *42.1.92*
 - Nomination d'un arbitre externe, *42.1.7*, *42.1.89*
 - Pouvoirs, *42.1.94*
 - Programme du travail d'emploi et Développement social Canada, *42.1.4*
 - Rejet de la plainte, *42.1.5*, *42.1.93*, *42.1.94*
 - Débat jurisprudentiel, *41.0.20*, *42.1.50*
 - Directeur (exclusion), *42.1.36*
 - Directeur (interprétation restrictive), *42.1.37*, *42.1.40*, *42.1.42*, *42.1.43*
 - Dispositions dont les employés ne peuvent se prévaloir, *41.0.21*
 - Distinction entre un « congédiement sans cause » et un « congédiement injuste », *41.0.20*, *42.1.50*
 - Domaine bancaire, *42.2.5*
 - Droit de contester son congédiement, *42.1.50*
 - Droit de mettre fin à l'emploi, *41.0.20*
 - Fardeau de la preuve, *42.2.9*
 - Frais d'arbitrage, *43.4.10*
 - Manque de travail ou suppression d'un poste, *42.1.58*
 - Norme de contrôle de la décision arbitrale, *42.1.21*, *42.1.32*, *42.1.49*, *42.1.50*, *42.1.60*, *42.1.73*, *42.2.19*, *42.2.20*
 - Notion, *42.1.50*
 - Préavis raisonnable ou indemnité en tenant lieu, *41.0.20*, *42.1.50*
 - Prescription, *42.1.80*
 - Preuve
 - Chose jugée, *42.2.12*
 - Découverte après le congédiement, *42.2.11*
 - Procédure pour déposer une plainte, *42.1.4*, *42.1.6*, *42.1.90*
 - Programme du travail et de l'emploi, *42.1.4*
 - Progression des sanctions, *42.2.3*, *42.2.13*
 - Salarié non syndiqué, *42.1.11*, *42.1.50*
 - Salarié régi par une convention collective, *42.1.70*, *42.1.71*
 - Service continu, *42.1.11*, *42.1.20*
 - Statut d'employé, *42.1.32*
- Congédiement pour motifs économiques**
- Interprétation, *50.1.3*
- Preuve, *18.2.24*, *50.1.5*
- Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)**
- Absence injustifiée, *50.1.15*, *50.1.16*
- Alcoolisme, *50.1.16*
- Avis du manquement reproché, *18.4.9*, *18.4.10*
- Devoir de l'employeur d'agir rapidement après le manquement du salarié, *18.4.9*
- Code de conduite, *50.1.16*
- Comportement menaçant, humiliant ou harcelant, *18.4.6*, *18.4.7*, *18.4.9*
- Harcèlement psychologique et de nature sexuelle, *18.4.6*, *18.4.7*
- Conduite assimilable à un acte criminel, *18.4.6*
- Critique de l'employeur, *18.4.9*
- Défaut de produire un certificat médical pour justifier une absence pour cause de maladie, *18.4.19*
- Définition, *42.1.50*

- Délai d'imposition, 18.4.24
- Arrêt de travail pour « raisons médicales », 18.4.24
 - Congé de maladie, 18.4.24
 - Congé parental, 18.4.24
 - Date de connaissance des faits, 18.4.24
 - Délai raisonnable, 18.4.24
 - Suspension pour fins d'enquête, 18.4.24
 - Trouble de santé mentale, 18.4.24
- Devoir de loyauté, 50.1.16
- Devoir de surveillance, 50.1.16
- Double sanction, 18.4.16
- Employé cadre, 18.4.7, 18.4.9, 18.4.11, 18.4.24
- Enquête interne chez l'ex-employeur, 18.4.24
- Enseignant, 18.4.12
- Expertise médicale, 50.1.15
- Facteurs aggravants, 18.4.24
- Facteurs atténuants, 18.4.20
- Fraude ou activités incompatibles, 50.1.14
- Geste provoqué par l'employeur, 18.4.24
- Gravité des gestes, 18.4.6, 18.4.8, 18.4.9, 18.4.24
- Harcèlement sexuel, 18.4.24
- Impolitesse, 50.1.16
- Incompétence, 50.1.12
- Insubordination, 18.4.9, 18.4.14, 18.4.19, 50.1.15
- Ivresse, 50.1.15
- Motifs, 50.1.15
- Obligation d'avoir un comportement exemplaire, 18.4.12
- Perte d'assurabilité, 18.4.24
- Politiques et directives de l'entreprise, 18.4.17, 18.4.18, 18.4.19, 50.1.16
- Refus d'exécuter une obligation résultant du contrat de travail, 18.4.9
- Refus de donner suite à un ordre de l'employeur au retour d'une suspension, 18.4.16
- Refus de soumettre des certificats médicaux, 50.1.15, 50.1.16
- Règles de santé et sécurité au travail, 50.1.16
- Relation tendue entre deux salariés, 18.4.7
- Rendement de l'employé, 50.1.9
- Rupture du lien de confiance, 18.4.6, 18.4.8, 18.4.9
- Salarié régi par le *Code canadien du travail*, 41.0.6, 41.0.12, 41.0.20, 41.0.21, 42.1.50
- Sévérité de l'employeur, 18.4.21
- Suspension à des fins d'enquête, 18.4.16
- Téléchargement de matériel pornographique, 18.4.18
- Tolérance de l'employeur, 18.4.9, 18.4.20
- Utilisation répétée des systèmes de l'employeur (téléphone, ordinateur et télécopieur), 18.4.18
- Vol, 18.4.6, 18.4.9, 50.1.16
- Congédiement sans cause juste et suffisante**
- Alcoolisme, 18.4.8
- Indemnité de délai de congé, 20.1.22
- Interdiction de double emploi, 18.3.41
- Mise à la retraite
- Période de transition, 18.3.14
- Recours (art. 124 L.N.T.)
- Autres procédures de réparation, 16.4.18
 - Norme applicable en matière d'irrecevabilité, 16.4.32, 16.4.33
 - Obstacle pour que la procédure soit jugée équivalente, 16.4.8
 - Procédure de réparation équivalente, 16.4.9

- Recours en vertu de la *Loi sur la fonction publique* (art. 33(3)), 16.4.29
- Recours en vertu du *Code du travail* (art. 15), 16.4.13
- Recours en vertu du *Code du travail* (art. 59), 16.4.25
- Recours prévu dans une convention collective, 16.4.12
- Chose jugée, 16.5.6, 44.1.11
- Dommages moraux, 19.4.7
- Prescription du recours, 16.6.1
 - Action civile pour congédiement déguisé durant une période de suspension d'enquête, 16.6.8
 - Date du refus de la demande d'être réintégré, 16.6.12
 - Date effective du congédiement, 16.6.2
 - Décision ferme de rompre le lien d'emploi, 16.6.7
 - Effet d'une erreur de destinataire, 16.6.1
 - Effet de l'avis de cessation d'emploi, 16.6.5
 - Effet de l'indemnité de départ, 16.6.9
 - Effet du refus de recevoir la plainte, 16.6.1
 - Effet du paiement des avantages sociaux, 16.6.11
 - Erreur dans la désignation de l'employeur (amendement), 16.6.17, 16.6.18
 - Erreur de l'enquêteur de la CNESST, 16.6.1
 - Erreur du procureur, 16.6.1
 - Erreur manifestement déraisonnable, 16.6.1
 - Être relevé du défaut, 16.6.1
 - Modifications substantielles aux conditions de travail assimila-
- bles à un congédiement déguisé, 16.6.4
 - Motif raisonnable, 16.6.1
 - Point de départ du calcul à l'égard d'un salarié suspendu indéfiniment (cure de désintoxication), 16.6.12
 - Plainte réputée soumise au T.A.T., 16.6.1
 - Réclamation pour lésion professionnelle, 16.6.1
 - Suspension pour enquête avec solde, 16.6.13
- Procédure de grief, 16.5.15
- Recours en vertu des articles 122 et 124 L.N.T., 16.5.11
- Recours en vertu du droit commun, 16.5.6
- Renonciation invalide, 16.4.9
- Salarié ou employé (notion)
 - Actionnaire, 16.1.34
 - Administrateur, 16.1.18, 16.1.34
 - Agent immobilier, 16.1.10
 - Cadre, 16.1.21, 16.1.35, 16.1.37
 - Cadre supérieur, 16.1.22
 - Conseiller financier, 16.1.10
 - Constitution en personne morale, 16.1.14, 16.1.15
 - Déductions à la source, 16.1.17
 - Détenteur d'une franchise, 16.1.16
 - Entrepreneur dépendant, 16.1.11
 - Fardeau de la preuve, 16.1.25
 - Juge administratif, 16.1.12
 - Notion, 16.1.34
 - Qualification, 16.1.39
 - Représentant syndical régional, 16.1.13
 - Société servant de paravent, 16.1.15

- Travailleur autonome, 16.1.17
 - Travailleur bénévole, 16.1.20
 - Service continu
 - Ancienneté, 16.2.6
 - Contrat temporaire successif, non sujet à renouvellement et sans priorité de rappel, 16.2.24
 - Critères d'évaluation, 16.2.10
 - Emploi à caractère saisonnier, intermittent ou périodique, 16.2.13
 - Entente entre les parties, 16.2.7
 - Impact de l'aliénation ou de la concession de l'entreprise
 - Arrêt *Pédro-Canada*, 16.3.25
 - Changement de compétence législative des activités de l'entreprise, 16.2.5
 - Disposition du *Code civil du Québec* (art. 2097), 16.3.21
 - Exécution de la décision de la Commission relativement au versement d'indemnités, 16.3.37
 - Interruption du service continu, 16.3.17
 - Obligation du nouvel employeur d'engager les salariés de l'employeur précédent, 16.3.22
 - Offre de conditions de travail jugée raisonnable, 16.3.28, 16.3.35
 - Relativité des contrats, 16.3.23, 16.3.24
 - Responsabilité de l'acquéreur, 16.3.22
 - Incidence de l'article 122(5) L.N.T., 16.2.8, 16.2.9
 - Interprétation, 16.2.10
 - Interruption causée par des congés de nature diverse, 16.2.16
 - Interruption de l'exécution du travail, 16.2.10
 - Interruption de la relation de travail, 16.2.10, 16.2.19
 - Mise à pied saisonnière, 16.2.15
 - Présomption légale, 16.2.9
 - Preuve, 16.2.9
 - Principes, 16.2.10
 - Remplacement ou suppléance, 16.2.17, 16.2.20
 - Rétablissement du lien d'emploi par voie de règlement entre les parties, 16.2.18
 - Rupture, 16.2.24
- Conseil canadien des relations industrielles**
- Appel en matière de recouvrement de salaire, 41.0.11
 - Arbitrage, 42.1.88
 - Compétence, 41.0.11, 42.1.2, 42.1.88
 - Changement d'attribution de compétence, 42.1.2, 42.1.94
 - Enquête et audition, 42.1.92
 - Décision rendue sans tenue d'audience, 42.1.6
 - Nomination d'un arbitre externe, 42.1.7, 42.1.89
 - Procédure, 42.1.4, 42.1.6, 42.1.90
 - Demande d'arbitrage, 42.1.4
 - Dépôt de la plainte
 - Programme du travail d'emploi et Développement social Canada, 42.1.4
 - Lettre du Conseil, 42.1.6, 42.1.90
 - Pouvoirs, 42.1.5, 42.1.94
 - Pouvoir discrétionnaire en matière de redressement, 43.1.4
 - Programme du travail d'emploi et Développement social Canada, 42.1.4
 - Rejet de la plainte, 42.1.5, 42.1.93, 42.1.94

Représentations écrites des parties,
42.1.6

Conseiller financier

Statut de salarié, 16.1.10

Contrat d'entreprise ou de service,
42.1.35

Constitution en personne morale,
16.1.14, 16.1.15

Contrat de travail

Aliénation ou concession de l'entreprise,
16.3.28, 18.3.34, 18.3.35, 28.2.1

Lien de subordination, 16.1.11

Négociation des conditions de travail
préalablement à la signature, 16.3.28,
18.3.34

Refus de renouveler son contrat d'emploi
annuel

– Évaluation d'une démission, 18.3.5

Résiliation

– Délai de prescription supplémen-
taire (art. 2895 C.c.Q.), 42.1.47

**Contrat de travail à durée
déterminée**

Absence de présomption, 24.1.4

Définition, 24.1.3

Intention des parties, 24.1.3

Interprétation restrictive, 24.1.4

Non-renouvellement, 18.2.84, 46.0.2,
50.1.8

Renouvellement

– Notion de service continu, 16.2.8

Transformation en un contrat à durée
indéterminée, 18.2.69

Contrat de travail à durée fixe,
50.1.7

**Contrat de travail à durée
indéterminée**

Mise à pied temporaire

– Absence d'obligation de rémunérer,
18.2.35

Convention collective

Absence pour cause de maladie, de don
d'organes ou de tissus, d'accident ou
de violence conjugale ou à caractère
sexuel, 44.1.8

Avis de cessation d'emploi, 24.1.4

Employé à l'essai, 18.3.21

– Exclusion, 16.4.12

Plainte en vertu du *Code canadien du
travail*, 42.1.70, 42.1.71

Recours (art. 124 L.N.T.)

– Préséance de la loi, 16.2.15

Cotisation professionnelle, 20.4.31

– D –

Déboursés extrajudiciaires, 20.4.8

Définition

Cadre, 16.1.26

Cadre supérieur, 16.1.26

Congédiement, 42.1.48

Congédiement pour un motif sérieux
(cause juste et suffisante), 42.1.50

Contrat de travail à durée déterminée,
24.1.3

Déplacement, 46.3.1

Directeur (fédéral), 42.1.36

Mise à pied, 18.2.32

Préjudice moral, 19.4.10

Service continu

– Depuis le 1^{er} janvier 1991, 16.3.17

Démission

Abandon du travail, 18.2.107, 18.3.9

- Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, 18.3.8, 46.2.1
- Acceptation d'un autre emploi, 18.3.5
- Salarié régi par le *Code canadien du travail*, 41.0.15
- Appréciation, 18.3.5, 42.1.57, 46.2.4
- Avis de cessation d'emploi, 22.2.8
- Aucun droit au préavis, 22.2.8
 - Droit de recevoir sa rémunération, 22.2.9
 - Droit de renoncer au préavis, 22.2.9
 - Fardeau de la preuve, 22.2.8
 - Faute grave, 22.2.11
 - Intention de démissionner à une date déterminée dans le futur, 22.2.9, 22.2.10
 - Intention de démissionner sur-le-champ, 22.2.10
 - Obligations de l'employeur, 22.2.9
 - Réduction par l'employeur du préavis de démission donné par l'employé, 41.0.17
 - Refus de travailler pendant la période du préavis (renonciation au droit de réclamer l'indemnité), 22.2.8
 - Renversement du courant jurisprudentiel, 22.2.9
- Caractère libre et volontaire, 18.3.16, 22.2.8, 46.2.4
- Conditionnelle, 18.3.5, 18.3.14
- Conduite de l'employé, 18.3.10
- Congé non autorisé, 18.3.9
- Congédiement déguisé, 16.3.38, 42.1.55
- Congédiement par induction, 18.3.10
- Congédiement pendant la période de préavis
- Critères d'appréciation, 18.3.5, 18.3.20
- Déception de ne pas avoir été nommé associé malgré des demandes répétées, 18.3.16
- Démission forcée, 42.1.55
- Appréciation d'un congédiement déguisé, 18.3.20
 - Pression morale induite de l'employeur, 18.3.5
- Évaluation, 18.3.68, 18.3.69
- Fardeau de la preuve, 18.3.18
- Faute grave, 18.3.5
- Harcèlement psychologique (fausse croyance), 18.3.26
- Indemnité, 18.3.10, 41.0.15, 41.0.16, 41.0.17, 41.0.19
- Délai de préavis de démission écourté unilatéralement par l'employeur, 41.0.17
- Interprétation, 18.3.12
- Message texte, 18.3.13
- Offre de réintégration
- Assujettissement au désistement des plaintes, 18.3.11
 - Défaut de donner suite, 18.3.11
- Prestation de retraite, 18.3.10
- Réaffectation d'emploi, 18.3.5
- Refus de l'employé, 18.3.65
 - Indemnité, 41.0.17
- Refus d'accepter un transfert
- Salarié régi par le *Code canadien du travail*, 41.0.16
- Refus d'adhérer à la modification de la structure organisationnelle, 18.3.5
- Refus de renouveler son contrat d'emploi annuel, 18.3.5
- Refus de travailler à mi-temps ou en soirée, 18.3.33, 18.3.35
- Refus de travailler la fin de semaine, 18.3.33
- Refus des mesures contre la COVID-19, 18.3.16

Relevé d'emploi, 18.3.10

Rétractation

- Consentement de l'employeur, 16.2.18, 18.3.6

Rétrogradation, 18.3.31

Salarié régi par le *Code canadien du travail*

- Acceptation d'un autre emploi, 41.0.15
- Préavis de démission, 41.0.13
- Refus d'accepter un transfert, 41.0.16

Service continu, 16.2.23

Dépendance économique

Lien de subordination, 16.1.11

Déplacement

Interprétation, 46.3.1

Licenciement, 18.2.73

Salarié régi par le *Code canadien du travail*

- Refus d'accepter un déplacement, 41.0.14

Dépression ou état dépressif

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)

- Délai d'imposition, 18.4.24

Devoir de loyauté

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 50.1.16

Discrimination

Licenciement ou mise à pied

- Critères de sélection, 18.2.71
- Respect de l'ancienneté, 18.2.49

Recours (fédéral), 42.1.72

Domages moraux

Conduite de mauvaise foi (employeur), 43.4.25

Domages non attribuables au congédiement, 19.4.9

Fausse déclaration du salarié, 19.4.9

Impact de la pandémie de COVID-19, 19.4.8

Intérêts, 20.4.12

Interprétation, 19.4.10

Pouvoirs du juge administratif (*Code civil du Québec*), 19.4.7

Preuve, 19.4.7, 19.4.8

Recours (art. 124 L.N.T.)

- Pouvoirs de l'arbitre (fédéral), 43.4.25
- Pouvoirs de l'arbitre ou du juge administratif (art. 128 L.N.T.), 19.4.3, 19.4.13
 - Critères d'octroi, 19.4.5

Réduction, 19.4.7

- Facteurs extérieurs non pertinents avec l'emploi, 19.4.12
- Fin d'emploi, 19.4.12
- Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 19.4.11, 20.5.28

Domages punitifs

Recours (art. 124 L.N.T.)

- Pouvoirs de l'arbitre (fédéral), 43.4.26
- Pouvoirs de l'arbitre ou du juge administratif (art. 128 L.N.T.), 19.4.3, 19.4.13

– E –

Embauche

Lettre d'embauche, 18.3.59

Emploi à caractère saisonnier, intermittent ou périodique, 16.2.13

Employé à l'essai

Congédiement déguisé, 18.3.21

Exclusion en regard de la convention collective, 16.4.12

Progression des sanctions

- Tribunal compétent, 16.5.16

Employeur

Droit de gérance, 18.2.58, 18.2.73, 18.2.105, 18.3.15, 18.3.35, 18.3.37, 18.3.42, 18.4.19, 42.1.70

Licenciement ou mise à pied

- Critères de sélection, 18.2.42

Modification unilatérale des tâches du salarié, 18.3.28

Politiques et directives, 18.4.17, 18.4.18, 18.4.19, 50.1.16

Situation financière et licenciement, 18.2.24

Théorie de l'osmose, 15.0.5

Enseignant(e), 16.2.23, 16.2.24, 18.2.106, 18.4.12

Entrepreneur dépendant, 16.1.11, 42.1.33, 42.1.34

Entrepreneur indépendant, 42.1.32, 42.1.33, 42.1.35

État de santé

Perceptions, 18.2.103

Réintégration impossible, 20.1.29

Expertise médicale, 50.1.15

– F –

Faillite ou liquidation

Ordonnance de paiement contre les administrateurs, 41.0.23

- Sommes reçues en vertu du Programme de protection des salariés (montant à soustraire), 41.0.23

Réintégration du salarié, 19.2.13, 19.2.18

Faute grave, 22.2.11

Fin du contrat

Congédiement, 50.1.2

Formation, 18.3.43

Frais d'arbitrage, 16.4.8

Frais d'expert, 20.4.21

Frais de congrès, 20.4.30

Frais de déménagement, 20.4.20

Frais de déplacement, 20.4.18

Franchise, 16.1.16

Fusion d'entreprises, 18.3.34

– G –

Grève

Congédiement sans préavis, 26.3.13

Grief

Congédiement sans cause juste et suffisante

- Chose jugée, 16.5.15

– H –

Harcèlement

Chose jugée, 16.5.14

Réintégration, 19.2.13

Harcèlement psychologique

Chose jugée, 16.5.14

Congédiement déguisé, 18.3.61

Cumul des recours, 16.5.5

Démission du salarié, 18.3.26

Progression des sanctions, 18.4.15

Ultimatum à l'employeur, 18.3.15

Harcèlement sexuel

Congédiement pour un motif sérieux
(cause juste et suffisante), 18.4.24

Horaire de travail, 18.3.33, 18.3.35,
18.3.41, 18.3.45, 46.3.1

– I –

Ignorance de la loi, 16.6.1

Impôt sur le revenu, 20.1.23, 20.4.16

Inaptitude au travail

Calcul de l'indemnité, 20.1.25

Incompétence

Avis de l'employeur, 18.2.105

Congédiement administratif, 18.2.96,
18.2.105

Congédiement pour un motif sérieux
(cause juste et suffisante), 50.1.12

Plan d'amélioration de la performance,
18.2.105

– Aveuglement volontaire, 18.2.105

Preuve, 18.2.105

Réaffectation d'emploi, 18.2.105

– Test d'Edith Cavell, 18.2.105

Inconduite

Lettre de recommandation, 43.4.34

Indemnité de délai de congé

Congédiement sans cause juste et suffi-
sante, 20.1.22

Incidence de l'article 82 L.N.T., 22.2.20,
22.2.22

Réintégration impossible, 19.2.24

**Indemnité de fin (ou cessation)
d'emploi**

Plainte pour congédiement sans cause
juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)

– Effet sur la prescription du recours,
16.6.9

Salarié régi par le *Code canadien du
travail*, 41.0.5, 41.0.8, 41.0.20, 42.1.50

Insubordination

Congédiement, 18.4.19, 50.1.15

Congédiement pour un motif sérieux
(cause juste et suffisante), 18.4.19,
50.1.15

Défaut d'avoir produit, dans les délais
requis, un certificat médical pour
justifier une absence pour cause de
maladie, 18.4.19

Progression des sanctions, 18.4.14

Intérêts

Capital indemnisé, 20.4.12

Dommages moraux, 20.4.12

Internet

Cause de congédiement, 18.4.18

Ivresse

Calcul des dommages contractuels

– Frais d'Internet, 20.1.23

Congédiement, 50.1.15

– J –

Juge administratif

Congédiement

– Limites au pouvoir d'intervention,
18.2.94

Démission

– Absence de juridiction, 46.2.8

Licenciement ou mise à pied, 18.2.73

– Absence pour cause de maladie, de
don d'organes ou de tissus, d'acci-
dent ou de violence conjugale ou à
caractère sexuel, 46.1.1

– Ancienneté, 18.2.53

– Choix des personnes

• Critères de sélection, 18.2.44

- Droit de regard sur l'application des critères de sélection, 18.2.58, 18.2.59
 - Pouvoirs (art. 128 L.N.T.)
 - Exercice
 - Limites, 19.2.13
 - Réintégration provisoire, 19.2.26
 - Motivation de la décision
 - Contrôle judiciaire, 21.2.8
 - Pouvoir d'émettre des ordonnances de type interlocutoire, 19.2.26
 - Résiliation d'un contrat de travail à durée indéterminée
 - Calcul des dommages, 20.1.26
 - Salarié ou employé (notion), 16.1.12
- L –
- Lettre d'embauche**, 18.3.59
 - Lettre de recommandation**, 43.4.33
 - Licenciement**
 - Abolition de poste, 18.2.23, 18.2.29, 18.2.70, 18.2.74, 18.2.75
 - Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, 46.1.1
 - Ancienneté, 18.2.47
 - Appréciation
 - Rôle du juge administratif, 18.2.73
 - Changements opérationnels et/ou technologiques, 18.2.5
 - Congédiement sans cause juste et suffisante
 - Chose jugée, 16.5.11
 - Conjoncture économique liée à la pandémie de COVID-19, 18.2.25, 18.2.41
 - Controverse jurisprudentielle, 18.2.73
 - Critères de sélection, 18.2.42
 - Absence, 18.2.70
 - Droit de regard du juge administratif, 18.2.44, 18.2.58, 18.2.59
 - Examen, 18.2.21, 18.2.60
 - Fardeau de démontrer le subterfuge, 18.2.71
 - Fardeau de la preuve, 18.2.24, 18.2.73, 18.2.74
 - Intérêt du salarié pour être replacé dans un poste disponible, 18.2.74
 - Manque de besoins en personnel, 16.3.35
 - Manque de travail, 18.2.7
 - Motifs économiques ou organisationnels, 18.2.5, 18.2.28, 18.2.67, 18.3.21
 - Absence de lien logique entre la situation financière et la rupture du lien d'emploi, 18.2.30
 - Ignorance de la situation financière difficile de l'employeur, 18.2.31
 - Recours à la sous-traitance, dans un contexte de rationalisation, 18.2.28
 - Restructuration de l'entreprise, 18.2.28
 - Maximisation de l'efficacité, du rendement ou des profits, 18.2.28
 - Retrait d'une source de financement, 18.2.29
 - Obligation de l'employeur, 18.2.74
 - Offre d'un poste disponible, 18.2.73, 18.2.74
 - Préavis, 18.2.8, 22.2.7
 - Rétrogradation, 18.2.74, 18.2.75
 - Salarié régi par le *Code canadien du travail*, 41.0.5, 42.1.50
 - Choix du salarié, 42.1.68
 - Manque de travail ou suppression d'un poste, 42.1.58
 - Recherche d'autres alternatives, 42.1.69
 - Refus de fournir sa prestation de travail pendant le préavis (aucun motif valable), 41.0.18

- Test applicable, 42.1.59
- Supplantation, 18.2.73, 18.2.74
- Test applicable, 18.2.73
- Transfert ou relocalisation, 18.2.73, 18.3.36
- Licenciement collectif**, 18.2.59, 27.1.8
- Période de transition et de formation, 18.2.74
- Rendement d'un salarié
 - Critère de sélection, 18.2.43
- Salarié régi par le *Code canadien du travail*, 41.0.5
- Lien de subordination**
- Distinction entre la subordination juridique et la dépendance économique, 16.1.11
- Notion de salarié, 16.1.10, 16.1.11, 16.1.15
- Liste de rappel**, 16.2.23, 42.1.28, 42.1.56
- Lock-out**
- Congédiement sans préavis, 26.3.13
- M –
- Maladie professionnelle**, 44.1.5
- Manque d'intérêt**, 18.2.43, 18.2.68, 18.2.110
- Manque de travail ou suppression d'un poste**, 42.1.58
- Choix du salarié, 42.1.68
- Recherche d'autres alternatives, 42.1.69
- Test applicable, 42.1.59
- Mesure disciplinaire**
- Imposition par l'employeur, 18.3.60
- Mise à la retraite**
- Âge normal de la retraite, 33.2.8
- Congédiement
 - Distinction, 18.2.80
- Congédiement sans cause juste et suffisante
 - Période de transition, 18.3.14
- Mise à pied**
- Congédiement déguisé, 18.2.36, 18.2.37, 18.2.38
- Critères de sélection, 18.2.42
 - Droit de regard du juge administratif, 18.2.58, 18.2.59
 - Examen, 18.2.21, 18.2.60
 - Fardeau de démontrer le subterfuge, 18.2.71
- Définition, 18.2.32
- Durée de six mois ou plus
 - Avis de cessation d'emploi, 22.2.7
 - Service continu, 16.2.18
- Mise à pied temporaire, 18.2.38
 - Absence d'obligation de rémunérer, 18.2.35
 - Distinction entre des employés sur la base de leur mode de rémunération, 18.2.36
 - Expectative de retour au travail, 16.2.15
- Motifs économiques, 18.2.35
- Non-rappel, 18.2.77
 - Plainte, 18.2.78, 18.2.79
- Préavis, 18.2.8, 22.2.7
- Rappel suite à une plainte, 18.2.78
- Transfert ou relocalisation, 29.1.8

– O –

Obligation d’accommodement,
18.2.102, 18.2.105, 19.2.12, 20.1.24

**Obligation de réduire (minimiser)
les dommages**, 20.1.23, 20.1.30

Absence de recherche d’emploi, 20.5.14

Considération des effets du confinement
lié à la pandémie de COVID-19,
20.5.17, 20.5.18

Dommages moraux, 19.4.11

Emploi à temps partiel, 20.5.5, 20.5.11

Formation d’une entreprise ou investis-
sment, 20.5.13

Formation du salarié, 20.5.11

Incapacité d’effectuer des recherches
d’emploi

- Incapacité non attribuable au
congédiement, 20.5.15
- Lien suffisant avec le congédiement
ou les événements l’ayant entouré,
20.5.14

Intensité, 20.5.4

Nouvel emploi, 20.5.9

- Réduction des heures de travail,
20.5.11

Recherche d’emploi, 20.5.11, 20.5.13,
20.5.16, 20.5.17, 20.5.18, 20.5.21

- Passivité, 20.5.21

Recours (art. 124 L.N.T.)

- Application des principes, 20.5.19
- Déduction, 20.5.24
- Indemnité de remplacement du
revenu, 20.5.26
- Prestation d’assurance-emploi,
20.5.25, 20.5.26
- Prestation d’assurance-salaire,
20.5.26
- Prestation d’urgence, 20.5.26
- Prestation de relance économique,
20.5.26

Refus d’accepter l’offre de l’employeur,
20.5.5, 20.5.6, 20.5.23

Refus d’accepter un autre poste offert
par l’employeur, 20.5.23

Réorientation de carrière, 20.5.11

Outrage au tribunal, 19.2.17

– P –

Perte de revenus d’actions, 20.4.22

Préavis

Au salarié ou à son mandataire, 22.2.18

- Salarié régi par le *Code canadien
du travail*, 41.0.5, 41.0.8, 41.0.10,
41.0.13

Au syndicat, 22.2.18

Congédiement

- Avis du risque de congédiement, à
défaut de s’amender, 18.2.105,
18.3.49

Contenu, 22.2.13

Date du licenciement ou de la mise à
pied, 22.2.14, 22.2.15, 22.2.16

Démission, 18.3.7

Employé visé, 22.2.19

Formalité, 22.2.13

Indemnité compensatrice (art. 83 et 83.1
L.N.T.)

- Cadre, 16.1.36
- Cadre supérieur, 16.1.36
- Cumul des indemnités, 27.1.8
- Objectif, 22.2.4
- Plainte pour congédiement sans
cause juste et suffisante (art. 124
L.N.T.)
 - Chose jugée, 16.5.11
- Salarié qui reçoit ou bénéficie de
pourboires, 27.1.7

Modification du régime de rémunéra-
tion, 18.3.50

Motifs d'exonération

- Cas de force majeure
 - Conditions climatiques, 26.3.9
 - Décision de l'employeur, 26.3.10, 26.3.12
 - Grève ou lock-out, 26.3.13
 - Incendie, 26.3.8
 - Pandémie de la COVID-19, 26.3.12
 - Participation à la survenance de l'évènement, 26.3.11
 - Type d'industrie, 26.3.10

Obligation de l'employeur, 22.2.14

Ordre public, 22.2.20, 22.2.21

Situation visée

- Cessation d'emploi, 22.2.5
- Congédiement administratif, disciplinaire ou mixte, 18.2.105
- Démission, 22.2.8
- Mise à pied pour plus de six mois, 22.2.7
- Salarié congédié dont le Tribunal ordonne la réintégration, 22.2.12

Préjudice à la réputation

Condamnation criminelle, 18.2.109

Préjudice fiscal, 20.1.23, 20.4.16

Prescription

Recours en vertu du *Code canadien du travail*, 41.0.10, 41.0.11, 42.1.80

Preuve

- Congédiement déguisé, 18.3.19
- Congédiement injuste (fédéral), 42.2.9
- Congédiement pour des motifs économiques, 50.1.5
- Démission, 18.3.18
- Incompétence, 18.2.105
- Licenciement ou mise à pied, 18.2.24
 - Critères de sélection, 18.2.71

Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.), 16.2.8, 16.3.30

- Service continu, 16.2.9

Preuve médicale, 50.1.15, 50.1.16, 51.0.1

Probation, 18.2.105, 18.2.108, 18.3.21, 18.3.45, 42.2.6, 50.1.10

Progression des sanctions

Application aux employés cadres, 18.4.11

Application jurisprudentielle, 18.4.8

Avis requis, 18.4.10

Comportement du salarié, 18.4.15

Congédiement injuste, 42.2.3, 42.2.13

Entreprise de petite taille, 18.4.9

Fardeau de la preuve, 18.4.6

Faute grave, 18.4.6, 18.4.7, 18.4.8, 18.4.9

Harcèlement psychologique, 18.4.6, 18.4.7, 18.4.15

Insubordination, 18.4.9, 18.4.14

Non-application, 18.4.6, 18.4.8, 18.4.9

Objectif, 18.4.6

Période d'essai, 18.4.9

Travailleur autonome, 18.4.9

– R –

Réaffectation d'emploi

Démission, 18.3.5

Incompétence, 18.2.105

Recours en dommages

Congédiement sans cause juste et suffisante

- Chose jugée, 16.5.6

Référence d'emploi

Pouvoir de l'arbitre (fédéral), 43.4.33

Salarié régi par le *Code canadien du travail* (recours), 43.4.33

Refus d’accepter un autre poste offert par l’employeur

Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 20.5.23

Refus d’accepter un déplacement

Salarié régi par le *Code canadien du travail*

- Indemnité ou préavis, 41.0.14, 41.0.16

Refus d’exécuter une obligation résultant du contrat de travail

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)

- Progression des sanctions, 18.4.9

Refus de soumettre des certificats médicaux, 18.2.107, 18.4.19, 50.1.15

Régime d’options d’achat d’actions

Calcul des dommages contractuels, 20.4.22

Régime de participation aux profits, 20.4.17

Régime de retraite, 20.1.25, 43.4.27

Réintégration

Abolition de poste, 19.2.9, 19.2.13

Absence pour cause de maladie, de don d’organes ou de tissus, d’accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, 44.1.9, 50.1.6

- Congédiement illégal, 19.2.12

Accusation de vol non fondée, 19.2.18

Annulation du congédiement par l’employeur, 20.5.23

Cadre, 19.2.25

Comportement de l’employeur, 19.2.18

Congédiement pour motif faux ou discriminatoire, 19.2.18

Défaut de l’employeur d’avoir offert un accommodement raisonnable

- Calcul de la perte de salaire, 20.1.24

Effets négatifs, 19.2.18

Encadrement particulier, 19.2.11

Exceptions

- Application d’une loi particulière, 19.2.23
- Circonstances particulières, 19.2.13, 19.2.18
- Climat de travail, 19.2.19, 19.2.25
- Comportement des parties, 19.2.19
- Craintes relatives à la sécurité, 19.2.22
- Évolution du temps et des circonstances, 19.2.8
- Impossibilité de réintégrer le salarié, 19.2.13, 19.2.19, 19.2.24, 19.2.25
- Nature familiale de l’entreprise, 19.2.21
- Rupture du lien de confiance, 19.2.19, 20.5.23
- Taille de l’entreprise, 19.2.20

Faillite ou liquidation de l’entreprise, 19.2.13, 19.2.18

Forme, 19.2.9

Harcèlement, 19.2.13

Indemnisation, 19.2.7, 19.2.24, 20.1.13

- Indemnité pour perte d’emploi en cas de renonciation à la réintégration, 20.1.29
- Indemnité pour perte d’emploi substituée à la réintégration, 19.2.15, 20.5.9
- Réintégration impossible en raison de l’état de santé du salarié, 20.1.29
- Responsabilité partagée de parties, 19.2.7

Interprétation

- Sens dynamique, 19.2.8

- Juge administratif
 - Pouvoirs (art. 128 L.N.T.), 19.2.26
 - Question théorique, 19.2.8
- Lien familial, 19.2.18
- Limites au pouvoir de réintégration, 19.2.13
- Modification des tâches du salarié, 19.2.13
- Obligation d'accommodement
 - Maladie ou handicap, 19.2.12
- Offre de réintégration
 - Assujettissement au désistement des plaintes, 18.3.11
 - Défaut de donner suite, 18.3.11
- Ordonnance de réintégration, 19.2.13
 - Mécontentement qui subsiste (compétence du juge administratif), 19.2.16
 - Obligation du salarié de collaborer avec l'employeur, 19.2.7
 - Obligations de l'employeur, 19.2.7
 - Requête visant à préciser les modalités d'une ordonnance, 19.2.15
- Période d'adaptation, 19.2.12
- Poste nouvellement syndiqué, 19.2.9
- Refus d'ordonner la réintégration, 19.2.18
- Réintégration conditionnelle, 19.2.10
- Réintégration « dans son emploi »
 - Poste occupé antérieurement dans la même division, 19.2.17
- Réintégration provisoire, 19.2.26
- Renonciation, 19.2.7
- Réorganisation de l'entreprise, 19.2.9
- Restitution intégrale, 19.2.8
- Salarié régi par le *Code canadien du travail*
 - Autre succursale de l'entreprise, 43.2.7
 - Compensation additionnelle, 43.2.6
 - Motifs de non-réintégration, 43.2.3
 - Motifs déraisonnables de réintégration, 43.2.2, 43.2.3
 - Ordonnance de réintégration annulée pour cause de parjure, 42.1.101
 - Réintégration conditionnelle, 43.2.8
 - Relation entre le pouvoir de réintégration et la nature du recours en congédiement injuste, 43.2.3
 - Réparation non possible en vertu du *Code civil du Québec*, 42.1.47
 - Rôle de l'arbitre, 43.2.3
- Source de mécontentement, 19.2.15
- Remplacement**, 16.2.17, 16.2.20
- Rémunération**
- Mise à pied temporaire
 - Absence d'obligation de rémunérer, 18.2.35
- Modification, 18.3.20, 18.3.49
 - Avis du risque de congédiement, à défaut de signer une nouvelle entente de rémunération, 18.3.49
 - Compréhension erronée du salarié, 18.3.57
 - Mode de rémunération (rémunération non garantie), 18.3.56
 - Préavis de l'employeur, 18.3.50
- Rendement d'un employé**
- Analyse, 18.2.60
- Avis de correction, 18.2.105, 18.2.111
- Congédiement, 42.2.18, 50.1.9
- Congédiement administratif, 18.2.105, 18.2.111
- Incompétence, 18.2.60, 50.1.12
- Licenciement collectif
 - Critère de sélection, 18.2.43
- Probation, 50.1.10

Représailles envers un salarié

Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, *46.4.1*

Plainte pour congédiement injuste, *42.1.3*

Représentant syndical régional

Salarié ou employé (notion), *16.1.13*

Reprise de possession

Vente de la maison, *20.4.14*

Réseaux sociaux

Perceptions sur l'état de santé, *18.2.103*

Responsabilité pénale et criminelle

Non-respect des procédures et politiques en matière de santé et sécurité du travail, *18.4.19*

Responsabilités

Modification

- Diminution, *18.3.45*

Restructuration administrative

Ancienneté, *18.2.47*

Congédiement, *50.1.2*

Restructuration de l'entreprise pour motifs économiques

Fin de l'emploi, *50.1.2*

Licenciement

- Choix de l'employé pour être licencié, *50.1.5*

Retrait d'une source de financement, *18.2.29*

Rétrogradation

Changement dans la désignation d'un poste, *18.3.28*

Congédiement déguisé, *18.3.21, 18.3.30, 18.3.31*

Démission forcée, *18.3.28*

Forme de déplacement, *18.3.30*

Licenciement, *18.2.75*

Modification de conditions d'emploi, *18.3.32*

Recours du salarié, *18.3.28, 18.3.29*

– S –

Salaire

Augmentation, *20.4.13*

- Calcul de l'indemnité (art. 128(2) L.N.T.), *20.1.23*

Diminution, *18.2.76, 18.3.35, 18.3.45*

Licenciement au motif que le salarié détient le plus haut salaire

- Absence de proposition alternative de l'employeur, *18.2.76*

Salarié

Constitution en personne morale, *16.1.14, 16.1.15*

- Levée du voile corporatif, *16.1.15*
- Lien de subordination, *16.1.15*

Statut

- Salarié en grève ou en lock-out, *26.3.14*

Ultimatum à l'employeur, *18.3.15*

Salarié régi par le *Code canadien du travail*

Congédiement justifié, *41.0.6, 41.0.12, 41.0.20, 41.0.21, 42.1.50*

Délai de congé additionnel, *41.0.7*

Indemnité de départ, *41.0.5, 41.0.8, 42.1.50*

Licenciement, *41.0.5, 41.0.18, 42.1.50*

Licenciement collectif, *41.0.5*

Norme minimale de licenciement, *41.0.7*

- Ordonnance de paiement contre les administrateurs (société en faillite), 41.0.23
- Sommes reçues en vertu du Programme de protection des salariés (montant à soustraire), 41.0.23
- Ordonnance de rembourser une partie des frais engagés pour se défendre (obstruction délibérée à la preuve), 41.0.22
- Préavis, 41.0.5, 41.0.8, 41.0.10, 41.0.13
- Prescription, 41.0.8
- Recours
- Absence sans autorisation, 42.1.23
 - Affichage de la décision, 43.4.39
 - Audition, 42.1.92
 - Audience publique, 42.1.103
 - Huis clos, 42.1.103
 - Nouvelle preuve, 42.1.100, 42.1.101
 - Preuve contraire, 42.1.102
 - Preuve pertinente, 42.1.98
 - Production de documents, 42.1.94
 - Réouverture d'enquête, 42.1.101
 - Scission d'instance, 42.1.96
 - Suspension des procédures, 42.1.99
 - Arbitrage par le Conseil canadien des relations industrielles, 42.1.88
 - Autre recours prévu, 42.1.72
 - Coexistence des recours, 42.1.75
 - Existence ou non d'un autre recours (courants jurisprudentiels), 42.1.74
 - Interprétation de l'expression « autre recours », 42.1.74
 - Norme de contrôle, 42.1.73
 - Avertissement écrit, 43.4.38
 - Cadre, 42.1.36
 - Clémence de l'arbitre, 42.2.6
 - Compensation pécuniaire
 - Assurance, 43.4.24
 - Impôt supplémentaire, 43.4.31
 - Indemnité, 42.1.13
 - Indemnité additionnelle, 43.4.30
 - Intérêt, 43.4.15
 - Régime de retraite, 43.4.27
 - Congédiement, 42.1.48
 - Congédiement administratif, 42.1.54, 42.2.17
 - Congédiement déguisé ou par induction, 42.1.55, 42.1.60, 42.1.86
 - Congédiement injuste
 - Fardeau de la preuve, 42.2.9
 - Contrat de cessation d'emploi, 42.1.15
 - Validité des ententes écrites, 42.1.15
 - Convention collective, 42.1.70, 42.1.71
 - Défaut de l'employeur de se conformer à la décision, 43.4.40
 - Dépôt de la décision à la Cour fédérale, 43.4.40
 - Défaut de respecter une condition de son offre d'emploi, 42.2.16
 - Directeur, 42.1.36
 - Recours en vertu de l'article 2895 du *Code civil du Québec*, 42.1.47
 - Dommages moraux, 43.4.25
 - Dommages punitifs, 43.4.26
 - Employé d'une agence, 42.1.31
 - Lettre de recommandation, 43.4.33
 - Licenciement, 42.1.63
 - Choix du salarié, 42.1.68
 - Manque de travail ou suppression d'un poste, 42.1.58
 - Recherche d'autres alternatives, 42.1.69
 - Test applicable, 42.1.59
 - Liste de rappel, 42.1.28

- Mention au dossier, 43.4.32
- Non-renouvellement d'un contrat à durée déterminée, 42.1.29
- Norme de contrôle de la décision arbitrale, 42.1.21, 42.1.32, 42.1.49, 42.1.50, 42.1.60, 42.1.73, 42.2.19, 42.2.20
- Obligation de réduire (minimiser) les dommages
 - Frais engagés, 43.4.20
- Ordonnance provisoire, 42.1.97
- Perte du contrat de son employeur (employé embauché, par la suite, par l'entreprise soumissionnaire), 42.1.30
- Plainte
 - Arbitrage par le Conseil canadien des relations industrielles, 42.1.88
 - Changement d'attribution de compétence, 42.1.2, 42.1.94
 - Chose jugée, 42.1.79, 42.2.12
 - Compétence du Conseil canadien des relations industrielles, 41.0.11, 42.1.2
 - Nature de l'interrogatoire et type de questions posées par l'employeur, 42.1.95
 - Nomination d'un arbitre externe, 42.1.7, 42.1.89
 - Pouvoirs du Conseil (ou de l'arbitre désigné), 41.0.11, 42.1.5, 42.1.6, 42.1.7, 42.1.92
 - Procédure, 42.1.4, 42.1.6, 42.1.90
 - Programme du travail d'emploi et Développement social Canada, 42.1.4
 - Recours civil après l'expiration du délai de prescription (art. 2895 C.c.Q.), 42.1.47
 - Refus d'entendre la plainte (arbitre), 42.1.79
 - Rejet de la plainte, 42.1.93
 - Représentations écrites des parties, 42.1.6
 - Retrait, 42.1.104
- Prescription, 41.0.10, 42.1.80
 - Congédiement déguisé, 42.1.86
 - Date de computation du délai, 42.1.81
 - Délai de 90 jours, 42.1.80
 - Délai entre le dépôt de la plainte et la demande de nomination de l'arbitre, 42.1.87
 - Plainte mise à la poste à l'intérieur du délai et reçue quelques jours après son expiration, 42.1.85
 - Prorogation du délai, 42.1.47, 42.1.80
- Problème de rendement (congédiement), 42.2.18
 - Critères, 42.2.18
- Processus de révision d'une ordonnance de paiement rendue par un inspecteur, 41.0.10
- Progression des sanctions, 42.2.3, 42.2.13
- Quittance, 42.1.15
- Règlement d'une plainte, 42.1.15
- Réintégration
 - Autre succursale de l'entreprise, 43.2.7
 - Compensation additionnelle, 43.2.6
 - Motifs de non-réintégration, 43.2.3
 - Motifs déraisonnables de réintégration, 43.2.2, 43.2.3
 - Ordonnance de réintégration annulée pour cause de parjure, 42.1.101
 - Réintégration conditionnelle, 43.2.8

- Relation entre le pouvoir de réintégration et la nature du recours en congédiement injuste, 43.2.3
 - Réparation non possible en vertu du *Code civil du Québec*, 42.1.47
 - Rôle de l'arbitre, 43.2.3
 - Rétrogradation au dernier rang de la liste de rappel, 42.1.56
 - Service continu, 42.1.11, 42.1.20
 - Statut d'employé, 42.1.20, 42.1.55, 42.1.65
- Santé et sécurité du travail**
- Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 50.1.16
- Non-respect des procédures et politiques, 18.4.19
- Service continu**
- Aliénation de l'entreprise, 16.2.5
- Ancienneté, 16.2.6, 18.2.50
- Congédiement injuste, 42.1.11, 42.1.20
- Congédiement sans cause juste et suffisante, 16.2.8, 16.2.10
- Contrat temporaire successif, non sujet à renouvellement et sans priorité de rappel, 16.2.24
- Contrôle judiciaire, 16.2.11
- Définition, 16.3.17
- Démission, 16.2.23
- Durée, 42.1.20
- Entente entre les parties, 16.2.7
- Interruption
- Cas divers, 16.2.24
 - Remplacement ou suppléance, 16.2.20, 16.2.23
- Liste de rappel, 16.2.23, 42.1.28
- Mise à pied plus de 6 mois, 16.2.18
- Preuve, 16.2.9
- Sous-traitance**, 18.2.28, 18.2.75, 42.1.35
- Stress post-traumatique**
- Harcèlement, 16.5.14
- Supplantation**
- Licenciement, 18.2.73, 18.2.74
- Suppléance**, 16.2.17, 16.2.20, 16.2.23
- Suspension administrative**, 18.2.115
- T –
- Télétravail**, 18.3.37
- Temps supplémentaire**, 18.3.33, 20.1.23, 20.4.19
- Théorie de l'osmose**, 15.0.5, 16.3.16
- Transaction**
- Absence d'accord sur les éléments essentiels, 17.1.8
- Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, 44.1.7
- Contrat de travail à durée déterminée, 24.1.4
- Démission, 46.2.8
- Entente de règlement, 17.1.8
- Plainte pour congédiement injuste (salarié régi par le *Code canadien du travail*)
- Concessions et réserves réciproques, 42.1.16
 - Contrat de cessation d'emploi, 42.1.15
 - Entente de règlement, 42.1.15, 42.1.17
 - Exécution du règlement d'une plainte, 42.1.19

- Indemnité et services de réaffectation, 42.1.15
 - Lettre de désistement, 42.1.18
- Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)
- Service continu, 16.2.7

Transfert ou relocalisation

Licenciement, 18.2.73, 18.3.36

Mise à pied, 29.1.8

Refus

- Salarié régi par le *Code canadien du travail*, 41.0.16

Travail à domicile

Fin de l'entente, 18.3.37

Travailleur autonome

Agent immobilier, 16.1.10

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)

- Progression des sanctions, 18.4.9

Modification des conditions de travail (interprétation), 18.3.37

Statut de salarié, 16.1.17, 42.1.32

Tribunal administratif du travail (T.A.T.)

Aliénation de l'entreprise, 16.3.37

Compétences, 15.0.1, 16.3.37

Congédiement déguisé, 18.3.36

Décision appropriée, 16.3.37

Démission

- Évaluation (juridiction), 18.3.68, 18.3.69

Exécution de la décision

- Recours ultérieur (absence de juridiction), 16.3.37

Interprétation de sa loi constitutive ou d'une loi étroitement liée à son mandat

- Déférence judiciaire, 16.4.33

Jonctions des audiences, 14.0.16

Licenciement, 18.2.73

Plainte pour congédiement pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus à des fins de greffe ou d'accident, 44.1.6

Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)

- Licenciement, 18.3.36
- Processus de médiation (art. 123.3 et 125 L.N.T.), 17.1.9

Plainte pour harcèlement psychologique

- Cumul des recours, 16.5.5

Remboursement du salaire dû pour la période antérieure au congédiement (recours civils)

- Absence de juridiction, 20.1.25

Trouble de santé mentale

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)

- Délai d'imposition, 18.4.24

– V –

Vente de la maison, 20.4.14

Vol, 4.2.45

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 18.4.5, 18.4.6, 18.4.9, 50.1.16

- Clause pénale, 4.2.56[6]

Voyage

Perte, 20.4.24

INDEX ANALYTIQUE

Les références renvoient aux numéros de paragraphes. Un chiffre en italique indique le premier d'une suite de paragraphes sur un sujet.

Il n'y a pas d'indexation systématique des causes de jurisprudence rapportées. Les mots clés des chapitres et sections servent au repérage de celles-ci.

Note d'application : nous avons respecté l'utilisation indistincte des termes « employé » et « salarié » et privilégié, dans chacun des cas, le terme ou l'expression retenu par les auteurs. Lorsque les mots clés réfèrent aux dispositions du *Code canadien du travail*, le terme « fédéral » est ajouté.

– A –

Abolition de poste

Abolition de fonctions (fédéral), *42.1.29*

Absence de difficultés économiques *Voir*
Motifs économiques ou organisationnels

Ancienneté, *18.2.42*

Changements opérationnels et/ou technologiques, *18.2.6[1]*

Congédiement déguisé, *16.3.26[2]*

Intérêt du salarié pour être replacé dans un poste disponible, *18.2.62*

Licenciement, *18.2.21, 18.2.24[1], 18.2.59[6], 18.2.62, 18.2.63*

Mise à la retraite, *35.1.9*

Motifs économiques ou organisationnels, *18.2.6[1]*

Réintégration du salarié, *19.2.11*

Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, *46.0.1, 47.0.1*

Absence prolongée, *4.2.66, 4.2.68[1]*

- Défaut de certificat médical, *49.1.6*

Absence temporaire, *4.2.65*

Accident du travail ou maladie professionnelle, *44.1.1, 44.1.6*

Avis, *45.1.3, 45.1.4*

Boni, *6.1.23[1]*

Caractère répétitif des absences (art. 79.4 L.N.T.), *44.1.1, 49.1.1, 49.1.2, 49.1.4*

- Défaut de certificat médical, *49.1.6*

- Droit de gérance, *49.1.5*

- Obligation d'accommodement, *49.1.2, 49.1.4, 49.1.5*

Cause juste, *50.1.1*

Congé de maladie monnayable

- Calcul des dommages contractuels, *20.4.24*

Congédiement, *4.2.69, 44.1.1, 44.1.3, 46.0.1, 46.0.1[1]*

- Absence prolongée, *44.1.1*

- Prestation d'assurance invalidité, *4.2.68[1]*

- Analyse sérieuse de la situation, *18.2.88[4]*

- Conditions pour conclure au bien-fondé du congédiement, *18.2.88[3]*

- Demandes nombreuses, 50.1.14
- Incident culminant, 50.1.13
- Information à l'employeur, 18.2.91[2]
- Obligation d'accommodement, 18.2.88[3], 18.2.88[5]
- Perceptions sur l'état de santé du salarié, 18.2.88[4]
- Refus de soumettre des certificats médicaux, 18.2.91[2], 18.4.9[1]
- Congédiement déguisé, 3.2.31, 3.2.31[1], 18.2.88[4]
- Congédiement illégal
 - Réintégration, 19.2.10
- Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)
 - Délai d'imposition, 18.4.13
- Conséquences de la maladie ou de l'accident (art. 79.4 L.N.T.), 49.1.1
- Démission, 18.3.6, 46.0.3
- Déplacement, 44.1.1, 46.0.10
- Document attestant des motifs d'absence (circonstances justificatrices), 4.2.69, 45.1.3, 45.1.4, 47.0.2
- Don d'organes ou de tissus à des fins de greffe, 44.1.1, 45.1.1, 45.1.3, 47.0.1, 47.0.2, 49.1.1, 49.1.2
- Droit de s'absenter pendant 26 semaines ou moins au cours d'une période de 12 mois (art. 79.1 L.N.T.), 4.2.69, 4.2.70, 44.1.1, 44.1.6, 45.1.1, 45.1.3, 46.0.1[1], 47.0.1, 47.0.2, 48.0.1, 49.1.1, 49.1.2
- Durée, 48.0.1
 - Bloc de sept jours consécutifs, 48.0.4
 - Pour plus de quatre semaines, 49.1.1
 - Prolongée, 44.1.1, 46.0.6
- Fatigue, 47.0.3
- Indemnité de délai de congé, 5.1.7[2], 7.1.11
- Injustifiée, 50.1.11
- Juridiction, 44.1.7, 45.2.1
- Licenciement, 44.1.1, 46.0.2
- Mesure discriminatoire, 44.1.1, 46.0.1
- Obligations du salarié, 50.1.11
 - Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 7.1.11
- Plainte, 44.1.1, 44.1.7, 44.1.10
 - Délai de rigueur ou de déchéance, 44.1.7
 - Juridiction de la CNESST, 44.1.7
 - Plainte en vertu de l'article 122 L.N.T., 44.1.1, 44.1.7, 44.1.9, 44.1.10, 44.1.12, 45.1.1, 45.2.1, 46.0.1, 47.0.1
 - Plainte soumise au T.A.T. dans le délai imparti (défaut non opposable au plaignant), 44.1.7
 - Rejet, 44.1.7, 44.1.8
 - Retrait, 44.1.11
- Présomption, 44.1.1, 45.1.1, 47.0.1
 - Absence de congédiement, 46.0.7
 - Congédiement survenu de façon concomitante avec l'annonce de l'absence pour maladie, 47.0.1
 - Éléments, 45.1.3
 - Ignorance par l'employeur du dépôt de la plainte (non-échec à l'établissement de la présomption), 45.1.5
- Preuve, 47.0.2, 47.0.3
- Recours en vertu de l'article 79.1 L.N.T. (ancien article 122.2), 44.1.1, 45.2.1, 46.0.1, 46.0.3, 46.0.10, 47.0.1, 47.0.2, 48.0.1, 49.1.1, 49.1.3, 50.1.11
- Refus de revenir au travail, 18.3.6
- Réintégration, 44.1.1, 44.1.10, 46.0.6, 49.1.1, 50.1.5
- Représailles envers le salarié, 42.1.1[2], 44.1.1, 46.0.1, 46.0.12, 46.0.13
- Restructuration économique, 50.1.1[1]
- Salarié régi par une convention collective, 44.1.9
- Service continu, 44.1.1

Suspension, 44.1.1, 46.0.10

Transaction, 44.1.8

Voir aussi Absentéisme, Accident du travail et maladie professionnelle, Maladie

Absence pour cause de préjudice corporel grave à l'occasion ou résultant d'un acte criminel

Droit de s'absenter pour une période maximale de 104 semaines (art. 79.1 L.N.T.), 4.2.69, 4.2.70, 44.1.1, 45.1.1, 47.0.1, 48.0.5, 49.1.1, 49.1.2

- Document attestant des motifs d'absence (circonstances justificatrices), 4.2.69

Absentéisme

Absence temporaire et de courte durée, 4.2.64

Absentéisme excessif

- Refus d'accorder un poste, 18.3.16[2]

Accident du travail et maladie professionnelle, 37.7.3

Catégorie d'employés visée (cadre), 4.2.64

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 4.2.64

Congédiement sans préavis, 26.2.9

Contrat de travail à durée déterminée

- Clause de préavis (délai de congé), 5.5.13

Injustifié, 4.2.64

Objectifs clairs, 4.2.31

Retard injustifié, 4.2.64

Abus de confiance

Congédiement sans préavis, 26.2.9

Employé cadre, 18.4.6[2]

Abus de droit

Administrateur, actionnaire et dirigeant, 9.1.13, 9.1.20, 9.1.21, 9.1.28, 9.1.35

Clause de non-concurrence, 2.1.43[10]

Conduite de mauvaise foi (employeur), 43.4.22

Congédiement pour motifs économiques, 4.2.80

Contrat de travail à durée déterminée

- Non-renouvellement, 5.4.27

Démission, 3.3.5

Dommages moraux, 6.2.15

Droit à des prestations d'assurance-emploi, 2.1.33, 2.1.33[2]

Honoraires d'avocats, 6.1.130

Refus de fournir une lettre de recommandation, 13.0.6, 20.4.6

Situation financière précaire connue de l'employeur au moment de l'embauche, 2.1.36[1]

Source contractuelle, 2.1.14, 2.1.16

Abus du droit de congédier, 2.1.16

Application jurisprudentielle, 2.1.27

Atteinte à l'honneur, à la dignité et à l'intégrité professionnelle, 2.1.16, 2.1.30, 2.1.30[3], 6.2.27[3], 6.2.40[2]

Bonne foi, 2.1.15, 2.1.21

Clause de préavis (délai de congé), 2.1.20[1], 2.1.28, 2.1.37, 2.1.37[1], 2.1.42, 5.5.13

- Application, 5.5.14
- Gestes et attitude de l'employeur, 5.5.15
- Période additionnelle, 2.1.42[3]

Conduite déraisonnable de l'employeur, 2.1.20, 2.1.20[1], 2.1.21, 2.1.28

- Communication auprès d'un nouvel employeur, 2.1.34, 2.1.34[1]

Congédiement administratif, 18.2.89

Congédiement injustifié, 2.1.1, 2.1.14

- Congédiement sans cause juste et suffisante, 2.1.21, 2.1.37[1]
- Déboursés extrajudiciaires, 6.2.28[2]
- Demande frivole, 2.2.7[1]
- Dispositions du *Code civil du Québec* (art. 2091 et 2092), 2.1.20[1], 2.1.42[4], 2.1.45
- Dommages, 2.1.17, 2.1.30, 2.1.44, 2.2.1, 6.1.6
- Dommages moraux, 2.1.16, 2.1.20[1], 2.1.21, 2.1.24, 2.1.25, 2.1.26, 2.1.30, 2.1.30[3], 2.1.31, 2.1.31[2], 2.1.31[3], 2.1.35, 2.1.41, 2.1.42[1], 2.1.42[2], 2.1.44, 2.2.1, 6.2.23, 6.2.26[1], 6.2.27[3], 6.2.28, 6.2.28[2], 6.2.34[4]
- Dommages punitifs, 2.1.21, 2.1.43[7], 2.1.44, 6.2.28[2], 6.2.41, 6.2.45
- Atteinte à l'honneur, à la dignité et à l'intégrité professionnelle, 2.1.16, 2.1.30, 6.2.40[2]
- Faute additionnelle ou spécifique, 2.1.20, 2.1.20[1], 2.1.23, 6.2.13
- Faute requise, 2.1.20
- Faux motifs de congédiement, 2.1.37, 2.1.42[1], 2.1.43
- Fondement (arrêt *Houle*), 2.1.14, 2.1.20, 2.1.20[1]
- Formes, 2.1.22
- Geste « contractuel » abusif
- Interprétation erronée, 2.1.24
- Indemnité de délai de congé, 2.1.15, 2.1.20[1], 2.1.21, 2.1.37, 2.1.42
- Arrêt *Bill Sayer Sales Agency*, 2.1.42[1], 2.1.43[8], 5.2.80
 - Arrêt *Domtar*, 2.1.18
- Invitation à quitter les lieux immédiatement après l'annonce du congédiement, 2.1.31[4]
- Négligence, 2.1.37
- Preuve de diffamation, 2.1.34[1]
- Preuve de malice ou de mauvaise foi, 2.1.15
- Quantum des dommages, 2.1.44
- Reconnaissance jurisprudentielle, 2.1.14
- Référence d'emploi, 2.1.34, 2.1.34[1]
- Réserve, 2.1.24, 2.1.25, 2.1.26
- Résiliation sans délai, 2.1.17
- Suspension sans solde de longue durée ou pour une durée indéterminée, 3.2.30[1], 18.3.43, 18.4.7
- Acceptation d'un autre emploi**
- Salarié régi par le *Code canadien du travail*
- Indemnité ou préavis, 41.0.10[1]
- Voir aussi* **Obligation de réduire (minimiser) les dommages**
- Accident**
- Voir* **Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel**
- Accident du travail et maladie professionnelle**
- Recours, 44.1.1, 44.1.6
- Accident survenu avant l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi, 37.1.5
 - Aliénation ou concession de l'entreprise, 39.0.1
 - Établissement de l'employeur, 39.0.3
 - Assignation temporaire, 37.1.7
 - Attestation médicale, 37.1.3
 - Avantages sociaux et régime de retraite, 37.6.11
 - Avis concernant le non-respect des consignes de sécurité, 37.1.11
 - Congédiement sans cause juste et suffisante
 - Chose jugée, 16.5.9, 16.5.13, 16.5.13[1], 37.3.16

- Congédiement survenu avant la production d’une réclamation pour lésion professionnelle, 37.1.3
- Cumul des recours, 37.3.15, 37.3.16, 37.3.17
- Défense de l’employeur fondée sur la convention collective, 37.8.1
- Droit de retour au travail, 37.1.2
 - Modalités d’application, 37.8.22
 - Obligation d’accommodement, 37.8.22
- Entreprise de compétence fédérale, 37.8.25
- État de choc et détresse psychologique, 2.1.31[2]
- Exercice d’un droit prévu à la convention collective, 37.1.9, 37.1.10
- Exercice d’un droit prévu à la Loi, 37.1.3
- Lettre informant le salarié du devoir de se présenter au travail, 37.1.11
- Limitation, 37.2.4
- Mesure administrative, 37.8.12
 - Capacité d’exercer l’emploi, 37.8.21
 - Risque de récurrence ou d’aggravation, 37.8.16
- Mesure disciplinaire, 37.1.3[1]
- Mesures visées, 37.6.1, 37.6.8
 - Assignation à un nouveau poste, 37.6.8, 37.6.14
 - Démission, 37.6.5
 - Discrimination, 37.6.6, 37.6.16
 - Entente contraire à l’ordre public (sanction en cas de défaut de s’y conformer), 37.6.8
 - Évaluation médicale, 37.6.8
 - Exemples, 37.6.8
 - Harcèlement, 37.6.7
 - Interprétation, 37.6.9
 - Mesures d’accommodement, 37.6.14, 37.8.13
 - Contrainte excessive, 37.7.3, 37.8.13
 - Mutation, 37.6.8
 - Rappel, 37.6.8
 - Réprobation quant aux circonstances à l’origine d’un événement accidentel, 37.6.8
 - Traitement de physiothérapie, 37.6.8
- Motifs invoqués par l’employeur, 37.5.6, 37.7, 37.7.3
 - Aggravation de la situation, 37.7.3
 - Caractère disciplinaire ou non disciplinaire, 37.7.3
 - Connaissance de la lésion professionnelle, 37.7.1
 - Contrainte excessive liée à l’accommodement, 37.7.3
 - Employé à l’essai, 37.7.3
 - Évaluation de la sévérité de la sanction, 37.5.11
 - Motifs d’ordre contractuel, 37.7.3
 - Motifs économiques, 37.7.3
- Plainte à la CNESST, 38.1.1
 - Délai de soumission, 37.4.1
 - Calcul, 37.4.2
 - Délai de rigueur, 37.4.6
 - Objection de tardiveté, 37.4.5
- Plainte ou grief, 37.3.1, 37.3.6
 - Choix du recours, 37.3.1, 37.3.3, 37.3.9
 - Coexistence des procédures, 37.3.12, 37.3.16
 - Désistement du grief, 37.3.5, 37.3.6
 - Devoir de l’arbitre, 37.3.14
 - Procédure applicable au travailleur, 37.3.10

- Présomption en faveur du travailleur, 37.5.1
 - Activités personnelles incompatibles avec l'incapacité, 37.5.4
 - Application, 37.5.5
 - Preuve, 37.5.2, 37.5.6, 37.5.16
 - Remise en question de la lésion professionnelle, 37.5.3
- Prohibition législative, 37.1.1
- Recours au ministère du Travail, 37.3.11
- Refus d'offrir des travaux légers, 37.1.7
- Rencontre disciplinaire, 37.1.11
- Retrait d'une mesure disciplinaire, 37.6.15
- Source du recours, 36.0.1
- Titulaire du recours, 37.2.1
 - Groupe de retraités, 37.2.3
 - Notion de travailleur, 37.2.1
 - Travailleur autonome, 37.2.2
- Travailleur qui ne bénéficie pas de la présomption, 37.5.16
- Travailleur retraité, 37.2.3
- Tribunal administratif du travail (T.A.T.)
 - Compétence de la division de la santé et de la sécurité du travail, 14.0.13

Voir aussi **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)**

Acquittement au criminel, 4.2.54[2]

Acte criminel

Congédiement administratif

- Condamnation criminelle, 18.2.91[4]

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)

- Conduite assimilable à un acte criminel, 18.1.2, 18.4.5[1]

Voir aussi **Absence pour cause de préjudice corporel grave à l'occasion ou résultant d'un acte criminel**

Acte de malhonnêteté

Voir **Malhonnêteté**

Action en dommages

Voir **Recours en dommages**

Actionnaire

Voir **Administrateur, actionnaire et dirigeant**

Administrateur, actionnaire et dirigeant

Absence de responsabilité personnelle, 9.1.24

Acte malhonnête, 4.2.45, 4.2.50

Administrateur de droit (*de jure*), 9.2.1

Administrateur de fait, 9.2.1, 9.2.1[1]

Cadre supérieur, 16.1.31

Conflit d'intérêts, 4.2.45, 4.2.50

Congédiement d'un employé, 9.1.11

Cumul du statut de salarié et d'actionnaire minoritaire et/ou d'administrateur, 1.1.9[1]

Déclaration mensongère, 9.1.2

Défense de diligence raisonnable, 9.2.1

Devoir de loyauté, 4.2.45, 11.1.33, 11.5.5

Frais et intérêts découlant d'un jugement rendu contre l'employeur, 9.2.1

Intérêt requis (art. 349 C.p.c.), 9.2.1

Mandataire de la société, 4.2.45, 9.0.1, 9.0.3, 9.1.5, 9.1.33[4]

Mauvaise foi, 9.0.2, 9.1.4, 9.1.5, 9.1.9[1], 9.1.13

- Moyens d'exonération de responsabilité, 9.0.5, 9.2.1
- Notion de salarié (art. 124 L.N.T.), 16.1.18
- Régime de responsabilité sans faute en matière d'indemnité, 9.2.1
- Responsabilité partielle, 9.1.1, 9.1.11
- Responsabilité personnelle, 9.0.1, 9.1.1
- Action dans l'intérêt de la société, 9.1.24
 - Conduite abusive, 9.1.9, 9.1.9[1], 9.1.10
 - Omission d'agir et négligence grossière, 9.1.7, 9.1.10
 - Stratagème pour éluder sa responsabilité, 9.1.9[2]
- Responsabilité totale, 9.1.2
- Conduite abusive, 9.1.9, 9.1.9[1], 9.1.10
 - Méthode employée pour discipliner l'employé, 9.1.8
 - Omission d'agir et négligence grossière, 9.1.7, 9.1.10
- Voir aussi* **Devoir de loyauté**
- Âge normal de la retraite**, 32.0.2, 33.2.1
- Modifications des conditions de travail, 34.0.6, 34.0.13
- Voir aussi* **Mise à la retraite**
- Agence de personnel**, 11.5.13, 15.0.3
- Agence de placement**, 6.1.70, 10.2.157, 37.6.8
- Agence de voyage**
- Voir* **Voyage**
- Agent immobilier**
- Lien de subordination, 1.1.3[2], 16.1.9[1]
- Statut de salarié, 16.1.9[1]
- Stage d'observation, 16.1.9[1]
- Alcoolisme**, 4.2.57, 4.2.58, 4.2.60
- Accident du travail et maladie professionnelle, 37.7.3
- Aide de l'employeur, 4.2.61
- Congédiement sans cause juste et suffisante, 18.4.5[3]
- Congédiement sans préavis, 26.2.9
- Excuse, 4.2.62
- Maladie, 4.2.59
- Préavis, 4.2.63
- Aliénation de l'entreprise**
- Aliénation partielle, 8.2.9, 8.2.10, 8.2.10[1]
- Compétence du Tribunal administratif du Québec, 16.3.31
- Congédiement déguisé, 16.3.31[1], 20.5.3
- Imposition d'une clause restrictive, 16.3.26[1], 18.3.22[1]
- Devoir de loyauté, 11.5.87, 11.5.88
- Effet sur le contrat de travail
- Clause restrictive, 10.1.77
 - Disposition du *Code civil du Québec* (art. 2097), 8.1.1, 8.2.11, 8.3.0, 8.3.11
 - Fin du contrat de travail, 8.1.1, 8.1.2
 - Incidence sur le calcul du délai de congé, 8.3.1, 8.3.2, 8.3.2[1]
 - Maintien du contrat de travail (*Code civil du Québec*), 8.1.1, 8.2.11, 8.3.0, 8.3.11
 - Recours fondé sur la prémisse que le vendeur a résilié le contrat de travail, 8.3.11
 - Relativité des contrats, 8.1.2, 8.3.1, 8.3.12
 - Résiliation, 8.3.3
- Indemnité de préavis (art. 82 L.N.T.)
- Conditions d'application de l'article 96 L.N.T., 28.1.1, 28.1.4, 28.1.6
 - Définition, 28.1.2

- Effet du contrat, 28.1.3
 - Modification de structure juridique, 28.1.5, 28.1.11
 - Protection de la réclamation du salarié, 28.1.1
 - Réclamation formulée avant l'aliénation, 28.1.7
 - Responsabilité du nouvel acquéreur, 28.1.1
 - Service continu, 28.2.1
 - Indemnité tenant lieu de délai de congé, 8.3.10
 - Notion, 8.2.1, 16.3.8, 28.1.2
 - Notion d'aliénation, 8.2.3
 - Notion d'entreprise, 8.2.4
 - Plainte en vertu de l'article 32 L.A.T.M.P., 39.0.1
 - Refus de travailler pour le nouvel employeur, 3.2.22[6], 3.2.31[4], 8.3.15
 - Régime d'options d'achat d'actions, 8.3.0
 - Règle conforme à une pratique suivie par le prédécesseur, 8.3.0
 - Réintégration, 8.3.7
 - Responsabilité de l'acquéreur, 8.1.2
 - À l'égard des obligations inexécutées par le vendeur au moment de l'aliénation, 8.3.8
 - Service continu (plainte en vertu de l'art. 124 L.N.T.), 8.3.17, 16.3.1
 - Changement de compétence législative des activités de l'entreprise, 16.2.4[1]
 - Cumul du service continu, 16.3.12
 - Disposition du *Code civil du Québec*, 16.3.2
 - Distinction avec la notion de concession, 16.3.8
 - Exécution de la décision de la Commission relativement au versement d'indemnités, 16.3.31
 - Interruption du service continu, 16.3.16
 - *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, 28.1.12
 - Notion d'aliénation, 16.3.3
 - Responsabilité de l'acquéreur, 16.3.21
 - Vente faite par le syndic à la faillite, 16.3.9
 - Signature d'un contrat de travail, 16.3.26[1], 18.3.22, 18.3.22[1]
 - Substitution de sociétés, 8.2.3[1]
 - Vente d'un des secteurs d'activité
 - Modifications apportées aux conditions de travail, 3.2.25[3]
 - Vente en justice, 5.5.11[1], 8.2.11
 - Arrêt *Aéro-Photo*, 8.2.12, 8.2.20
 - Clause de « parachute doré », 5.5.11[1]
 - Critère de la nécessité d'une continuité de l'entreprise, 8.2.21
 - Critère du lien de droit, 8.2.22
 - Faillite ou liquidation, 8.2.23, 8.2.25
 - Jurisprudence antérieure à l'arrêt *Aéro-Photo*, 8.2.13
 - Jurisprudence depuis l'arrêt *Aéro-Photo*, 8.2.23
 - Notion de « vente en justice », 8.2.11
 - Réponses contradictoires des tribunaux, 8.2.12
- Allocation de repas**, 6.1.129, 20.4.24[4]
- Allocation de retraite**
- Résiliation d'un contrat de travail à durée indéterminée
- Dommages, 20.1.25
- Transaction, 2.7.6, 18.1.3
- Voir aussi* **Mise à la retraite, Régime de retraite**

Allocation pour automobile

Voir Automobile

Ancienneté, 31.1.6

Calcul des dommages contractuels, 6.1.5

Discrimination, 18.2.44

Interprétation lors d'un licenciement ou d'une mise à pied, 18.2.42

Mise à la retraite, 35.1.4, 35.1.6

Notion de service continu, 16.2.5, 18.2.45

Pouvoir de l'arbitre, 18.2.48

Valeur du critère, 18.2.47

Anxiété, 6.2.10

Voir aussi Trouble psychologique

Arbitre

Accident du travail et maladie professionnelle

– Compétence, 37.3.14

Compétence fédérale ou provinciale d'une entreprise

– Décision révisée par la Cour fédérale, 40.0.1

Voir aussi Juge administratif

Arbitre (fédéral)

Décision (dépôt), 43.4.34

Voir aussi Congédiement injuste, Salarié régi par le Code canadien du travail

Associé

Notion de salarié (art. 124 L.N.T.), 16.1.16

Assurance

Dommages contractuels, 6.1.11

Sollicitation de la clientèle, 11.5.39

Assurance-chômage

Voir Assurance-emploi

Assurance collective, 6.1.11, 20.4.10

Conversion de la protection d'assurance collective sur la vie en une assurance individuelle, 6.1.17

Assurance-emploi

Déduction des sommes reçues, à la suite d'un règlement à l'amiable, 7.3.1, 7.3.2

Faux motifs, 26.2.9

Indemnité versée à la suite d'un jugement ou d'une sentence arbitrale, 7.3.3

Prestation, 2.1.33, 2.1.33[2], 20.4.25, 20.5.18, 20.5.19

Recours en vertu de la *Loi sur l'assurance-emploi*

– Absence d'effet sur la prescription d'un recours fondé sur un contrat de travail, 2.5.5

Assurance-invalidité, 5.1.7[2], 6.1.18, 6.1.20, 6.1.22, 6.1.22[1], 7.1.13[1], 7.2.3, 7.2.10

Assurance-maladie, 6.1.11

Assurance salaire, 18.3.41

Prestation, 20.5.19

Assurance-vie, 6.1.11, 6.1.17, 20.4.24[3]

Conversion de la protection d'assurance collective en une assurance individuelle

– Dispositions applicables, 6.1.17

– Obligation d'informer l'employé de la possibilité de convertir, 6.1.17

– Obligation de maintenir les avantages sociaux durant la période de préavis de cessation d'emploi (provinces de common law), 6.1.19[1]

– Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 6.1.18

Atteinte à l'honneur, à la dignité et à l'intégrité professionnelle

Abus du droit de congédier, 2.1.16,
2.1.30, 2.1.30[3], 6.2.27[3], 6.2.40[2]

Atteinte à la réputation

Voir **Préjudice à la réputation**

Atteinte à la vie privée, 2.2.10

Attitude au travail

Accident du travail et maladie professionnelle, 37.7.3

Attitude de défi envers l'autorité, 4.2.14

Attitude généralement répréhensible, 4.2.14

Généralement répréhensible, 4.2.15

Voir aussi **Insubordination**

Augmentation de salaire

Voir **Salaire**

Automobile

Allocation, 6.1.87, 6.1.90, 6.1.91, 6.1.92,
18.3.35[1]

Automobile fournie et défrayée par l'employeur, 6.1.86, 6.1.87, 20.4.8

- Calcul de l'indemnité (art. 128(2) L.N.T.), 20.1.19
- Utilisation à des fins personnelles, 6.1.88, 6.1.89

Refus de se procurer un véhicule automobile, 18.2.91[1]

Autorité de la chose jugée

Voir **Chose jugée**

Avantages sociaux, 20.4.10

Dommages contractuels, 6.1.11

Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)

- Effet sur la prescription du recours, 16.6.13

Avis

Absence pour cause de maladie, d'accident ou de préjudice corporel grave à l'occasion ou résultant d'un acte criminel, 45.1.3, 45.1.4

Congédiement

- Avis du risque de congédiement, à défaut de s'amender, 18.2.89, 18.3.34

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)

- Avis du manquement reproché, 18.4.4, 18.4.5[4], 18.4.5[5]
- Avis permettant à l'employé de modifier sa conduite, 4.2.2
- Avis relatif aux conséquences du comportement de l'employé, 4.1.9, 4.1.9[1]

Contrat de travail à durée déterminée

- Avis de non-renouvellement, 5.5.33

Démission, 3.3.2

Licenciement collectif, 22.1.5

Avis de cessation d'emploi, 1.2.2, 9.1.6

Champ d'application, 22.1.1, 22.2.4

Congédiement sans préavis (moyen d'exonération), 26.3.1

Contrat de travail à durée déterminée, 24.1.1

Contrat de travail à durée indéterminée, 5.1.2

- Recours en vertu du *Code civil du Québec*, 2.1.2, 2.1.3

Employé à l'essai, 2.6.2

Entreprise déterminée, 24.1.1

Incidence de la *Loi sur les normes du travail* (L.N.T.) (art. 82 et s.), 2.1.4, 2.1.9

- Catégorie d'employés visée (cadre), 2.1.4
- Droit des employés non cadres, 2.1.10, 2.1.11

Interprétation, 23.1.1
 – Disposition d’exception, 23.1.2, 23.1.3
 – Indemnité compensatrice, 23.1.4
 – Large, 23.1.5
 Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)
 – Effet sur le calcul de la prescription du recours, 16.6.6
Voir aussi **Préavis**
 – **B** –
« Ball-park Justice » (théorie), 5.3.1
Bénévole, 16.1.17
Boni, 6.1.23, 20.1.19, 20.4.2
 Absence pour cause de maladie, 6.1.23[1]
 Calcul du délai de congé, 6.1.23[1]
 Clause de limitation, 6.1.24[2], 6.1.27
 Concepts à distinguer, 6.1.23
 Congédiement déguisé
 – Abolition des bonis discrétionnaires pour tous les représentants, 18.3.12
 Congédiement sans motif sérieux (à peine deux mois de service), 6.1.25
 Dommages, 4.2.98
 Durant la période de préavis, 6.1.24[3]
 Indemnité de délai de congé
 – Principes applicables, 6.1.25[3]
 Lettre d’intention préalable, 6.1.26
 Modification du programme, 3.2.38[1], 18.3.41
 Octroi de façon coutumière, 6.1.24, 6.1.25[1]
 Période travaillée préalablement à la cessation d’emploi, 6.1.26
 Prévision explicite au contrat, 6.1.26
 Prime de performance, 6.1.24[2]
 Réduction, 3.2.23

Régime d’intéressement, 2.7.4[2], 6.1.24[1], 6.1.24[4], 6.1.24[5], 6.1.25
 Règle de la proportionnalité, 6.1.27[1], 6.2.15
 Retrait pur et simple, 3.2.23
 Variation d’une année à l’autre
 – Moyenne avantageuse, 6.1.25[2]
Bonne foi
 Abus de droit, 2.1.15, 2.1.16
 Abus du droit de congédier, 2.1.21
 Calcul du délai de congé, 5.2.3
 Devoir de loyauté, 4.2.33, 11.5.5
 Obligation, 2.1.21, 2.1.43
 Obligation de l’employeur, 1.3.5
 – Dommages moraux, 6.2.17, 6.2.25, 6.2.34[1], 6.2.34[2]
 Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 5.4.18
 Présomption, 1.3.2
Bureau du commissaire général du travail
Voir **Tribunal administratif du travail (T.A.T.)**
 – **C** –
Cadre
 Absence sans autorisation, 4.2.64
 Abus de confiance, 18.4.6[2]
 Alcoolisme, 4.2.57
 Avis de cessation d’emploi, 2.1.4
 Congédiement, 3.2.19[1]
 Congédiement pour cause juste et suffisante, 18.4.5[2], 18.4.5[4], 18.4.6, 18.4.13
 – Progression des sanctions, 18.4.6
 Contrat de gré à gré, 1.1.14
 Définition, 16.1.21
 Devoir de loyauté, 4.2.32, 11.2.15, 11.4.1
 Drogue, 4.2.57

- Incompétence, 4.2.25, 4.2.31
- Indemnité de délai de congé, 2.1.5, 2.1.9, 2.1.10
- Indemnité tenant lieu de délai de congé, 5.2.86
- Intermédiaire ou supérieur, 16.1.24
- Manque de jugement, 4.2.31
- Pouvoirs, 16.1.30
- Rachat d'actions, 6.1.137
- Recours (art. 124 L.N.T.), 16.1.18
 - Depuis le 1^{er} janvier 1991, 16.1.19, 16.1.28
 - Examen du statut au moment de la fin d'emploi, 16.1.20[1]
- Réintégration, 19.2.21
- Responsabilité en matière de dommages moraux, 2.2.6
- Voir aussi* **Administrateur, actionnaire et dirigeant, Devoir de loyauté**
- Cadre inférieur et intermédiaire**
Voir **Cadre**
- Cadre supérieur**, 16.1.31
- Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 4.1.4
- Congédiement sans cause juste et suffisante, 16.1.20
- Contrat de travail à durée indéterminée, 5.1.3
- Critères d'identification, 16.1.24
- Définition, 16.1.21
- Délai de congé raisonnable, 2.1.10
- Devoir de loyauté, 11.4.1
- Indemnité tenant lieu de délai de congé, 5.2.86
- Mise à la retraite, 32.0.8
- Recours (art. 83 L.N.T.), 16.1.29
- Recours (art. 124 L.N.T.), 16.1.20, 16.1.20[1], 16.1.20[2]
- Calcul de l'indemnité (préavis de l'article 82 L.N.T.)**
Voir **Préavis**
- Calcul de l'indemnité pour perte d'emploi**
Voir **Calcul des dommages contractuels**
- Calcul de l'indemnité pour perte de salaire**
Voir **Calcul des dommages contractuels**
- Calcul des dommages contractuels**, 6.1.1, 6.1.10
- Absence de faute intentionnelle ou faute lourde, 6.1.5
- Abus de droit contractuel, 6.1.6
- Abus de procédure, 6.1.135[1]
- Abus du droit d'ester en justice, 6.1.133[1], 20.4.7
- Allocation de jours de maladie *Voir* **Jours de maladie**
- Allocation de repas *Voir* **Indemnité de repas**
- Allocation pour téléphone cellulaire, 20.4.24[7]
- Assurance collective, 6.1.11, 20.4.10
- Assurance-maladie, 6.1.11
- Assurance-vie ou invalidité, 6.1.11, 6.1.17, 20.4.24[3]
- Augmentation de salaire, 6.1.60, 20.1.19, 20.4.12
- Automobile, 6.1.86, 20.4.8
 - Allocation pour usage de la voiture personnelle, 6.1.90, 6.1.91, 6.1.92
- Avantages divers, 6.1.8, 6.1.127
- Avantages fiscaux, 6.1.127, 6.1.128
- Avantages sociaux, 6.1.11, 20.4.10
 - Remboursement d'une somme forfaitaire, 6.1.15
- Boni, 6.1.23, 20.1.19, 20.4.2

- Commissions, 6.1.29, 6.1.39, 20.1.19, 20.4.2
- Compte de dépenses, 6.1.67, 7.1.15[1], 20.4.9
- Congé de maladie monnayable, 20.4.24
- Cotisation professionnelle, 6.1.129[1]
- Déboursés extrajudiciaires, 6.1.134[2], 6.1.135, 6.1.135[1], 6.1.135[2], 6.2.28[2], 20.4.7
- Délai d'audition, 20.6.1
– Réduction de l'indemnité, 20.6.1
- Démission, 20.1.19
- Dépenses couvertes par la police d'assurance de l'employeur, 6.1.16
- Dépenses encourues durant l'emploi, 6.1.1
- Domages prévisibles et imprévisibles, 6.1.4
- Droit du salarié, 6.1.1
- Frais d'entreposage des outils, 6.1.129[3]
- Frais d'expert, 20.4.20
- Frais d'hébergement, 6.1.82, 6.1.85[1]
- Frais de congrès, 20.4.24[5]
- Frais de démarrage d'une nouvelle entreprise, 6.1.129[2]
- Frais de déménagement, 6.1.78, 20.4.19
- Frais de déplacement, 20.4.17
- Frais de psychothérapie, 20.4.24[2]
- Frais de réaffectation d'emploi, 6.1.129
- Frais de recherche d'emploi, 6.1.68, 6.1.75, 6.1.75[1], 20.4.5
- Frais de réinscription (certificat professionnel), 6.1.129[1]
- Frais de relocalisation, 6.1.68, 6.1.77
- Frais de stationnement, 20.1.19
- Frais de téléphonie, Internet et câblodistribution, 6.1.82, 20.1.19
- Honoraires d'avocats, 6.1.130, 20.4.7
– Indemnité compensatrice, 20.4.7
- Impôt sur le revenu, 20.1.19, 20.4.15
- Indemnité additionnelle, 6.1.7
- Indemnité de logement, 6.1.85[1], 20.4.14
- Indemnité de repas, 6.1.129, 20.4.24[4]
- Indemnité de vacances, 6.1.54, 20.4.3
- Intérêt sur la somme due, 6.1.7, 20.4.11
- Jours de maladie, 6.1.51, 6.1.52, 6.1.53
- Lettre de recommandation, 20.4.6
- Ordonnance non-monnaire, 20.4.24[8]
- Participation aux profits de l'entreprise
Voir Régime de participation aux profits
- Perte d'ancienneté, 6.1.5
- Perte d'avantages pécuniaires, 6.1.8, 6.1.10
- Perte d'un bijou, 20.4.23
- Perte d'un voyage, 20.4.23
- Perte d'usage de la maison fournie par l'employeur, 20.4.14
- Perte de rémunération, 6.1.129[2]
- Perte de revenus d'actions, 20.1.19, 20.4.21
- Perte du droit à une participation dans l'actionnariat, 6.1.125
- Pourboires, 20.1.19, 20.4.24[1]
- Pouvoirs du juge administratif, 20.1, 20.2, 20.4.1
- Préjudice fiscal, 20.1.19, 20.4.15
- Prestations perdues d'assurance-emploi, 20.4.22
- Prêt avantageux, 6.1.127
- Preuve des dommages, 6.1.9
- Prime d'assurance, 6.1.12
- Produit d'une assurance-vie *Voir Assurance-vie ou invalidité*
- Programme de partage de profits *Voir Régime de participation aux profits*
- Rachat d'actions, 6.1.137
- Régime d'assurance collective de l'employeur, 6.1.11, 20.4.10

- Régime d'options d'achat d'actions, 6.1.97, 20.1.19, 20.4.21
- Durée du droit d'exercice, 6.1.98
 - Modes de calcul retenus par les tribunaux de common law, 6.1.113
 - Nature juridique, 6.1.97[1]
- Régime de participation aux profits, 6.1.93, 20.4.16
- Calcul, 6.1.93
 - Droit du salarié d'obtenir certains profits (limite), 6.1.96
 - Inéligibilité durant la période de délai de congé, 6.1.95[1]
 - Preuve, 6.1.94, 6.1.95[2]
 - Régime discrétionnaire, 6.1.95
 - Règle de la proportionnalité, 6.1.93
- Régime de retraite, 6.1.40, 6.1.50, 20.4.4
- Diminution des bénéfices de retraite, 6.1.46, 6.1.47
- Régime de soins dentaires, 6.1.11
- Remise d'audience, 20.6.1
- Réduction de l'indemnité, 20.6.1
- Rémunération différée, 6.1.136
- Revenus non déclarés par le salarié, 6.1.1
- Temps supplémentaire, 6.1.129[3], 20.4.18
- Vacances annuelles, 6.1.54
- Vente de la maison, 20.4.13
- Voir aussi* **Abus de droit**
- Calcul des dommages (fédéral)**
- Voir* **Salarié régi par le Code canadien du travail**
- Calcul des dommages moraux**
- Voir* **Dommages moraux**
- Calcul du délai de congé**
- Âge, 5.2.2, 5.2.8, 5.2.9, 5.2.19[1], 5.2.108[2]
- Aliénation de l'entreprise, 8.3.1
- Boni, 6.1.23[1]
- Bonne foi de l'employeur, 5.2.3
- Caractère raisonnable, 5.1.8
- Condition médicale, 5.2.7
- Considérations liées à la performance du salarié, 5.2.11[1]
- Contrat de travail à durée déterminée, 5.4.14, 5.4.15
- Reconduction pour une durée indéterminée, 5.2.9[3], 5.4.23
- Contrat de travail à durée indéterminée, 5.1.8, 5.1.9, 5.1.10, 5.1.15
- Congédiement pour motifs économiques, 5.1.11
- Dispositions du *Code civil du Québec*, 5.2.10, 5.2.11
- Employé ayant quitté un emploi certain et rémunérateur, 5.2.19[1], 5.2.20[1], 5.2.24[1]
- Expectative légitime, 5.2.4
- Facteurs à considérer, 5.2.1, 5.2.25, 5.2.35, 5.2.46
- Arrêt *Bardal*, 5.1.15, 5.2.104, 5.2.106, 5.2.109[1]
 - Arrêt *Brito*, 5.2.108[2]
 - Arrêt *Caoutchouc Mondo*, 5.2.30
 - Arrêt *Cunningham*, 5.2.6[1]
 - Arrêt *Guénette*, 5.2.31
 - Arrêt *Hippodrome Blue Bonnets*, 5.2.48
 - Arrêt *HMI Industries inc.*, 5.2.2
 - Arrêt *Hoeckner*, 5.2.32
 - Arrêt *Isidore Garon ltée*, 5.2.2
 - Arrêt *Minott*, 5.2.106, 5.2.108, 5.2.108[1]
 - Arrêt *Moody*, 5.2.7
 - Arrêt *Standard Radio*, 5.2.47
 - Arrêt *Stewart*, 5.2.46
 - Arrêt *Vallières*, 5.2.6

- Importance et nature du poste, *5.2.12*
- Corrélation directe entre l'importance du poste et la durée du délai de congé, *5.2.13*
 - Facteur le plus notable, *5.2.12*
 - Formation du salarié (rareté sur le marché), *5.2.15[1]*
 - Nature particulière du poste, *5.2.11[2]*, *5.2.15*
 - Rareté de l'emploi, *5.2.15[1]*
 - Vérification des fonctions au-delà du titre de l'employé, *5.2.14*
- Indemnité tenant lieu de délai de congé, *5.1.8*, *5.2.2*, *5.2.59*
- Lettre de recommandation
- Refus de l'employeur, *13.0.6[2]*
- Moment où un salarié trouve effectivement un emploi, *5.1.8*, *5.1.10*, *5.2.9[1]*
- Nombre d'années de service, *5.2.2*, *5.2.8*, *5.2.9*, *5.2.9[3]*, *5.2.20[1]*, *5.2.108[2]*
- Nombre de semaines de préavis, *5.1.12*
- Non-disponibilité de l'employé au-delà d'une certaine date, *5.2.9[2]*
- Objectif, *5.1.8*
- Perte de clientèle, *5.2.11[2]*, *5.2.86[1]*
- Possibilité d'obtenir un poste analogue, *5.2.2*
- Poste de fin de carrière, *5.2.2*
- Question de faits, *5.2.9*
- Service de réaffectation d'emploi, *12.0.1*
- Temps nécessaire pour permettre à l'employé de retrouver une occupation lucrative, *5.2.9[1]*
- Travailleur autonome, *5.2.7[1]*
- Voir aussi* **Indemnité de délai de congé**
- Calcul du délai de congé (contrat de travail à durée déterminée)**
- Voir* **Contrat de travail à durée déterminée**
- Cas de force majeure**, *22.1.2*, *22.1.3*, *26.1.1*
- Caractéristiques principales, *26.3.2*
- Congédiement pour motifs économiques, *26.3.3*
- Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), *4.1.3*
- Congédiement sans préavis (moyen d'exonération), *26.3.1*
- Définition, *26.3.1*
- Récession économique, *4.2.83*
- Cas fortuit**
- Voir* **Cas de force majeure**
- Cause juste**, *50.1.1*
- Absence pour cause de maladie, *50.1.1*
- Causes de congédiement, *50.1.1*
- Probation, *50.1.1*
- Rôle du juge administratif dans l'évaluation, *50.1.1*
- Voir aussi* **Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)**, **Congédiement sans cause juste et suffisante**
- Certificat médical**
- Voir* **Refus de soumettre des certificats médicaux**
- Cessation d'emploi**
- Abus de droit, *2.1.15*, *2.1.24*
- Choix des personnes licenciées (critères de sélection), *18.2.35*
- Juridiction du juge administratif, *18.2.39*
- Définition, *18.2.2*, *18.2.7*
- Devoir de loyauté, *11.1.1*
- Domages moraux, *2.1.24*, *2.2.3*
- Obligation de réduire (minimiser) les dommages, *20.5.3*

Régime d'options d'achat d'actions

- Clause restreignant les droits des salariés, 6.1.122
- Délai fixé par un comité pour permettre au salarié de lever les options déjà acquises, 6.1.108
- Réclamation pour perte subie par l'exercice forcé des options déjà acquises, 6.1.123

Voir aussi **Avis de cessation d'emploi, Indemnité de cessation d'emploi**

Changement d'horaire, 46.0.10

Changement technologique

Mise à la retraite, 35.3.1

Chargé de cours

Caractère saisonnier, intermittent ou périodique de l'emploi, 16.2.14

Chose jugée

Congédiement

- Preuve de transaction, 18.1.3

Congédiement sans cause juste et suffisante

- Accident du travail et maladie professionnelle, 16.5.9, 16.5.13, 16.5.13[1], 37.3.16
- Grief, 16.5.12
- Licenciement, 16.5.9
- Plainte, 16.5.9
- Recours, 16.5.5, 44.1.12

Harcèlement physique et verbal, 16.5.11[1]

Plainte pour mise à la retraite, 33.5.3

Salarié régi par le *Code canadien du travail*

- Absence d'inconduite du plaignant, 42.2.7[1]
- Rejet de la plainte, 42.1.42[2]

Civilité

Voir **Salarié**

Clause d'exclusivité

Voir **Devoir de loyauté**

Clause d'indemnité de délai de congé

Voir **Clause de préavis (délai de congé)**

Clause d'indemnité de départ

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 5.5.5[1]

Distinction, 5.5.1, 5.5.6

Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 5.5.1, 5.5.6, 5.5.7[1], 5.5.9[1], 7.1.17

Régime d'options d'achat d'actions, 6.1.108

Voir aussi **Clause pénale, Indemnité de fin (ou cessation) d'emploi**

Clause de confidentialité, 10.1.6, 10.2.12, 10.2.40, 10.2.118[1]

Voir aussi **Clause restrictive**

Clause de non-concurrence, 1.3.7, 10.1.4, 10.2.35

Absence de clause et devoir de loyauté, 10.1.11, 11.5.2, 11.5.5

Abus de droit, 2.1.43[10]

Ambiguïté, 10.1.39[2]

Aucune limite territoriale *Voir* **Étendue territoriale de la restriction**

Caractère raisonnable, 10.2.10, 10.2.19, 10.2.20

- Analyse cas par cas, 10.2.11
- Analyse *in concreto*, 10.2.40[1]

Clause abusive, 10.1.67, 10.1.70

Clause de fin d'emploi en cas de réorganisation de l'entreprise, 10.3.99[2]

- Clause de préavis (délai de congé), 10.3.99[1]
- Clause de type « escalier », « par paliers » ou « entonnoir », 10.1.61, 10.1.62, 10.1.63, 10.1.71
- Clause hybride, 10.2.100[2]
- Clause interdisant de faire affaire avec certains clients identifiés, 10.1.89[2], 10.1.89[3]
- Congédiement déguisé, 10.3.89, 18.3.42
- Congédiement sans cause juste et suffisante, 10.3.84, 10.3.84[1], 10.3.88, 11.5.19
- Contrat d'adhésion, 1.1.15, 10.1.67, 10.1.69, 10.1.70, 10.2.24, 10.2.25, 10.2.27, 10.2.27[1], 10.2.32, 10.2.40
- Contrat de consultation, 10.1.48
- Contrat de formation, 10.2.18[1]
- Contrat de partage des honoraires, 10.1.28[1], 10.2.78[1]
- Contrat de service, 10.1.28[1], 10.1.49, 10.1.68, 10.3.11[2]
- Contrat de travail à durée déterminée, 5.4.11
- Contrat de vente d'actifs, 10.1.29[2], 10.2.79
- Contrat de vente d'actions, 10.1.28, 10.1.28[1], 10.2.19, 10.2.47, 10.3.56
- Convention accessoire
- Loi étrangère, 10.1.51
- Convention d'actionnaires, 10.1.28, 10.1.29[1], 10.1.63[1], 10.2.78 [1]
- Déguisée, 11.5.2
- Dispersion de la clientèle, 10.2.73
- Domaine très pointu d'expertise, 7.1.10[1]
- Durée de la restriction, 10.2.41
- Caractère raisonnable, 10.2.14, 10.2.53, 10.2.57[3], 10.2.57[5]
 - Durée de douze (12) mois et moins, 10.2.41, 10.2.61[1]
 - Durée de plus de douze (12) mois, 10.2.54, 10.2.61, 10.3.11[2]
 - Durée de sept ans, 10.2.51
 - Durée de vingt ans, 10.2.50
 - Durée illimitée, 10.2.49
 - Durée indéterminée, 10.1.63[1]
 - Nature de l'emploi, 10.2.55
 - Secteur d'activités de l'entreprise, 10.2.52, 10.2.54[1], 10.2.56, 10.2.57[6], 10.2.57[7]
 - Validité, 10.2.57, 10.2.57[1]
- En contrepartie d'une préférence d'achat d'actions, 10.2.29[1]
- Entreprise de haute technologie, 10.2.83[2], 10.2.84
- Étendue territoriale de la restriction, 10.2.73, 10.2.88
- Analyse *in concreto*, 10.2.40[1], 10.2.83[2]
 - Aucune limite, 10.1.37, 10.1.38, 10.2.85, 10.2.86, 10.2.86[1], 10.2.87[1], 10.2.89[1], 10.2.90, 10.2.91, 18.3.42
 - Caractère déraisonnable, 10.2.40, 10.2.89, 10.2.89[1], 18.3.42
 - Impact de l'informatique et des télécommunications, 10.2.82[1], 10.2.84
 - Justification, 10.2.83, 10.2.83[1]
 - Lettre d'embauche, 18.3.42
 - Limite territoriale prévue ailleurs dans un document signé par les parties, 10.2.87[2]
 - Nomenclature des concurrents, 10.2.100
 - Rédaction, 10.2.92
 - Secteur d'activités de l'entreprise, 10.2.83[2]
 - Territoire flou et incompréhensible, 10.2.96[1], 10.2.98, 10.2.98[1], 10.2.100[1]

- Territoire très vaste, *10.2.78*,
10.2.87, 10.2.89[1], 10.2.100
- Théorie de la divisibilité fictive,
10.1.39[2]
- Forme écrite, 1.1.18, 10.1.47, 10.1.48
- Imposition par l'employeur, 18.3.42
- Industrie des télécommunications et des
services informatiques, 10.2.82[1],
10.2.84
- Injonction, 10.2.30, 10.2.83[2],
10.2.83[3], 10.2.102[1], 10.2.105,
10.2.112, 10.2.119, 10.3.1[1],
10.3.11[2], 10.3.38, 10.3.47, 10.3.48[2]
- Loi étrangère, 10.1.51[1]
- Interprétation, 10.1.11, 10.1.28,
10.1.28[1], *10.1.31*, 10.1.43, *10.2.14*,
10.2.22, 10.2.78[1], 11.2.4
- Justification, *10.2.37*
- Légitimité, 10.1.16
- Libellé, *10.1.61*
- Modification unilatérale des conditions
de travail, 10.3.88
- Nature des activités interdites, *10.2.101*
 - Absence totale de mention quant à
la nature du travail interdit,
10.2.102[2]
 - Activités effectuées par l'employé
dans le cours de son emploi,
10.2.108
 - Aucune limite fonctionnelle,
10.2.118
 - Expérience et connaissances de
l'employé, 10.2.114
 - Information confidentielle et for-
mation reçues de l'ex-employeur,
10.2.118[1]
 - Investissement dans une entreprise
concurrente, 10.2.119
 - Participation aux profits,
10.2.119[1]
 - Protection d'une clientèle inexis-
tante au moment de la cessation
d'emploi de l'employé, 10.2.108
- Rédaction, *10.2.115*
- Occasion d'affaires (appropriation),
11.5.86[2], 11.5.86[3]
- Ordonnance de sauvegarde, 10.2.82[1],
10.2.83[3], 10.2.102[1], 10.3.26[1],
10.3.48, 10.3.51
- Permis de travail, 10.1.89[1]
- Portée, 10.2.32, 10.2.78, 11.2.1
- Préférence d'achat des actions de
l'entreprise, 10.2.29[1]
- Pression induite, 10.2.30[1]
- Raisonnabilité *Voir* Caractère raison-
nable
- Recours en dommages, 10.3.1[1]
- Réductibilité, *10.1.67*
- Réembauche, 10.1.47, 10.1.49
- Règlement administratif de l'entreprise,
10.1.51
- Remplacement de l'employé démission-
naire, 10.2.57[3], 10.3.7
- Résiliation du contrat sans motif
sérieux, 11.5.19
- Sans portée territoriale *Voir* Étendue
territoriale de la restriction
- Signature, 10.2.21
- Sollicitation de la clientèle, 11.5.50[8]
- Validité, 10.1.49, 10.2.18[1], 10.2.18[2],
10.2.26, 10.2.29, 10.2.30, 10.2.35,
10.2.36, 10.2.40, 10.2.57, 10.2.57[1],
10.3.99[2]
 - Analyse *in concreto*, 10.2.40[1]
- Voir aussi* **Clause restrictive,**
Concurrence déloyale, Devoir de
loyauté
- Clause de non-dénigrement,**
11.6.43[1]
- Clause de non-divulgation**
Voir **Clause de confidentialité**

- Clause de non-sollicitation**, 10.1.5, 10.2.120, 11.5.50[8]
- Ambiguïté, 10.2.157
- Caractère raisonnable, 10.2.20, 10.2.132, 10.2.158
- Clause de type « escalier », « par paliers » ou « entonnoir », 10.1.63
- Clientèle visée, 10.2.124, 10.2.125, 10.2.129, 10.2.145
- Congé sans solde, 10.2.129[1]
- Contexte, 10.2.158
- Contrat de vente d'actifs, 10.1.29[2]
- Contrat de vente d'actions, 10.2.19
- Convention d'actionnaires, 10.1.29[1]
- Durée de la restriction, 10.2.130
 - Aucune limite, 10.2.137
 - Durée de deux ans et plus, 10.2.132, 10.2.158
 - Durée de dix-huit (18) mois, 10.2.131
 - Durée de douze (12) mois et moins, 10.2.130
- Employé de l'ex-employeur, 10.1.5, 10.2.155
- Étendue territoriale de la restriction, 10.2.138
 - Disposition du *Code civil du Québec*, 10.2.141
 - Limite territoriale prévue ailleurs dans un document signé par les parties, 10.2.87[2]
 - Liste de clients, 10.2.143[1]
- Injonction, 10.2.30, 10.2.127, 10.2.135[1], 10.3.38, 10.3.46, 10.3.48[2], 10.3.110
- Interdiction de travailler pour le concurrent, 10.2.129[1]
- Interprétation, 10.1.58, 10.1.59, 10.2.120
- Sollicitation active de l'employé, 10.2.124
 - Preuve, 10.2.127
- Validité, 10.2.30
- Voir aussi* **Clause restrictive, Sollicitation de la clientèle**
- Clause de « parachute doré »**
- Voir* **Clause de préavis (délai de congé)**
- Clause de préavis (délai de congé)**
- Abus du droit de congédier, 2.1.20[1], 2.1.28, 2.1.37, 2.1.42, 2.1.45, 2.1.46, 5.5.13, 5.5.15, 5.5.20, 5.5.26
- Attitude de l'employeur, 5.5.17, 5.5.18
- Calcul de l'indemnité en fonction du « salaire »
 - Notion de « salaire », 5.5.5
- Caractère raisonnable, 5.5.29, 5.5.30
- Clause de « parachute doré », 5.5.8, 5.5.10
 - Aliénation d'entreprise (vente en justice), 5.5.11[1]
 - Cause d'annulation, 5.5.12
 - Changement des administrateurs du conseil d'administration de l'entreprise, 5.5.10
 - Non-application de la clause de changement de contrôle, 5.5.10
 - Obligation de fiduciaire, 5.5.12
 - Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 5.5.11
 - Prise d'effet, 5.5.10
- Contrat de travail, 5.5.1
- Contrat de travail à durée déterminée, 5.5.1, 5.5.19, 5.5.20, 5.5.32
 - Abus de droit, 5.5.13
 - Clause prévoyant s'appliquer en sus du contrat de travail (forme de rémunération à paiement différé), 5.5.9[1]
- Contrat de travail à durée indéterminée, 5.5.2, 5.5.14, 5.5.28, 5.5.34
- Conversion des devises, 5.5.9[3]

- Dispositions de la *Loi sur les normes du travail* (L.N.T.), 5.5.3, 21.1.4
- Dispositions du *Code canadien du travail*, 5.5.3
- Dispositions du *Code civil du Québec*, 5.5.3, 5.5.27, 5.5.33, 5.5.34
- Distinction, 5.5.6
- Dommages moraux, 2.1.42[1], 2.1.42[2]
- Libellé, 5.5.2, 5.5.22, 5.5.23, 5.5.25, 5.5.28[3]
- Mauvaise foi de l'employeur, 5.5.4, 5.5.21
- Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 5.5.1, 5.5.7, 5.5.7[1], 5.5.9, 5.5.9[1], 5.5.9[2], 7.1.5[1]
- Préavis écrit, 5.5.23
- Préavis insuffisant, 5.5.3
- Preuve à fournir par l'employeur, 5.5.3, 5.5.4
- Principes, 5.5.19, 5.5.20
- Recours en dommages, 2.1.42[5]
- Régime d'options d'achat d'actions, 6.1.100, 6.1.100[1], 6.1.123[1]
- Renonciation interdite, 5.5.3[1], 5.5.28[2]
- Salarié non syndiqué
- Employé à l'essai, 2.6.5
- Utilisation, 5.5.16
- Validité, 5.5.3, 5.5.30
- Clause de résiliation**
- Voir* **Clause de préavis (délai de congé)**
- Clause de responsabilité**, 1.1.15[1]
- Clause pénale**
- Clause de liquidation à l'avance des sommes dues au salarié (fin anticipée du contrat), 5.5.1, 5.5.7[1]
- Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 4.2.56[6]
- Dispositions du *Code civil du Québec*, 10.3.52, 10.3.58, 10.3.69, 10.3.70, 10.3.76, 10.3.77[1]
- Dommages-intérêts, 10.3.76
- Indemnité en cas de démission, 3.3.6
- Injonction, 10.3.63, 10.3.69, 10.3.70, 10.3.71
- Interprétation, 10.3.68, 10.3.77, 10.3.77[1], 10.3.78
- Libellé, 10.3.71
- Pénalité monétaire, 10.3.63, 10.3.77[1]
- Réduction, 10.3.58, 11.6.43
- Validité, 10.3.52
- Voir aussi* **Clause d'indemnité de départ**
- Clause restrictive**, 10.1.1
- Aliénation de l'entreprise, 16.3.26[1], 18.3.22[1]
- Ambiguïté, 10.1.30[1]
- Apparence du droit, 10.2.30
- Application refusée, 10.3.85, 10.3.88
- Caractère raisonnable, 10.1.15, 10.2.14
- Clause de reconnaissance, 10.1.29[2], 10.2.34[1]
- Catégories, 10.1.3
- Clause de confidentialité, 10.1.6
 - Clause de non-concurrence, 10.1.4, 10.1.7, 10.1.8, 10.3.88
 - Clause de non-sollicitation, 10.1.5
- Clause assimilable, 10.1.82
- Clause de préavis (délai de congé), 10.3.90
- Clause hybride, 10.1.89[2], 10.1.89[3], 10.2.100[2]
- Clause pénale, 10.3.3, 10.3.4, 10.3.52
- Concurrence déloyale, 11.2.1, 11.5.64[2]
- Congédiement sans cause juste et suffisante, 10.3.79, 10.3.87, 10.3.102
- Caractère déraisonnable, 10.3.90
 - Droit anglais, 10.3.80

- Droit civil, *10.3.81*
- Contrat d'adhésion, *10.2.23*
- Convention collective, *10.1.35*
- Convention d'actionnaires, *10.1.29[1]*
- Démission de l'employé, *10.3.98, 10.3.99*
- Divisibilité, *10.1.53, 10.1.64*
- Durée d'application, *10.3.41*
- Équilibre entre les intérêts, *10.2.33*
- Injonction, *10.1.25, 10.1.26, 10.2.29[1], 10.2.86[1], 10.3.1, 10.3.7, 10.3.9, 10.3.12, 10.3.86*
 - Allégation de préjudice sérieux et irréparable, *10.3.36[1]*
 - Allégation des parties, *10.3.20*
 - Apparence de droit, *10.3.13*
 - Caractère conservatoire ou préventif, *10.3.25, 10.3.33[1]*
 - Caractère raisonnable, *10.3.17[1], 10.3.39, 10.3.40*
 - Clause de non-concurrence. *10.2.30, 10.2.83[2], 10.2.83[3], 10.2.102[1], 10.2.105, 10.2.112, 10.2.119, 10.3.1[1], 10.3.11[2], 10.3.38, 10.3.47, 10.3.48[2]*
 - Clause de non-sollicitation. *10.2.30, 10.2.127, 10.2.135[1], 10.3.38, 10.3.46, 10.3.48[2], 10.3.110*
 - Délai pour intenter le recours (critère de l'urgence), *10.3.49*
 - Difficultés financières de l'employeur, *10.3.36*
 - Durée de la prohibition, *10.3.45*
 - Nature de l'industrie, *10.3.35*
 - Nature du préjudice, *10.3.27, 10.3.38, 10.3.41*
 - Obligation de réduire (minimiser) les dommages, *10.3.51[2]*
 - Perte de clientèle, *10.3.37*
 - Préjudice sérieux ou irréparable, *10.3.23*
 - Prépondérance des inconvénients, *10.3.41*
- Preuve, *10.3.34*
- Simple appréhension de préjudice, *10.3.34*
- Violation ouverte et systématique, *10.3.21*
- Interprétation, *10.1.27, 10.1.35*
- Langue, *10.1.52*
- Libellé, *10.1.27, 10.1.61*
 - Ambiguïté, *10.1.30[1], 10.1.34*
 - Réécriture, *10.1.40, 10.1.72*
- Loi étrangère, *10.1.50, 10.1.51, 10.1.51[1]*
- Modification par le tribunal, *10.1.53, 10.1.72*
- Ordonnance de sauvegarde, *10.3.7, 10.3.12[2], 10.3.12[4], 10.3.17*
- Ordonnance de type *Anton Piller*, *10.3.7, 10.3.12[3]*
- Portée, *10.1.10, 10.1.45, 10.2.31, 10.2.32*
- Protection de l'employeur, *10.1.9*
- Recours contre le nouvel employeur, *10.3.7, 10.3.103*
- Recours en dommages, *10.3.1*
- Rencontre de volontés, *10.2.30*
- Renouvellement du contrat de travail à durée déterminée
 - Non-reconduction des clauses restrictives, *5.4.24, 10.1.48[1]*
- Rôle, *10.1.2*
- Signature, *10.2.21*
- Sollicitation de la clientèle, *11.5.42, 11.5.50[8]*
- Transmissibilité, *10.1.77*
- Validité, *10.1.12, 10.1.17, 10.1.23, 10.2.1, 10.2.29*
 - Analyse *in concreto*, *10.2.18[1]*
 - Appréciation par le tribunal, *10.2.34[1]*
 - Avant le 1^{er} janvier 1994, *10.1.17*
 - Critères, *10.2.1*
 - Depuis le 1^{er} janvier 1994, *10.1.23*

- Droit d'intervention du tribunal, 10.1.72
 - Interprétation en common law, 10.1.19
 - Interprétation en droit civil, 10.1.18, 10.1.23
- Violation, 10.3.1, 10.3.103
- Fardeau de la preuve, 10.3.9
 - Hypothétique, 10.3.10
 - Recours de l'employé, 10.3.11, 10.3.11[1]
 - Recours de l'employeur, 10.3.1
- Voir aussi* **Clause de confidentialité, Clause de non-concurrence, Clause de non-sollicitation, Devoir de loyauté**
- Clientèle (sollicitation)**
Voir **Sollicitation de la clientèle**
- Commissaire**
Voir **Juge administratif, Réintégration, Tribunal administratif du travail (T.A.T.)**
- Commissaire du travail**
Voir **Juge administratif, Tribunal administratif du travail (T.A.T.)**
- Commissaire général du travail**
Voir **Juge administratif, Tribunal administratif du travail (T.A.T.)**
- Commission canadienne des droits de la personne**, 42.1.39
- Autre recours, 42.1.42[1]
- Refus d'entendre la plainte (arbitre), 42.1.42[2]
- Commission de la santé et de la sécurité du travail**
Voir **Accident du travail et maladie professionnelle, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)**
- Commission des lésions professionnelles**
Voir **Tribunal administratif du travail (T.A.T.)**
- Commission des normes du travail**
Voir **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)**
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)**
 Compétence, 14.0.15
 Constitution, 14.0.15
 Mandat, 14.0.15, 16.0.4
 Médiation, 17.1.1, 38.1.1, 38.1.2, 38.1.4
 Plainte en vertu de l'article 32 L.A.T.M.P.
- Décision du médiateur-décideur, 38.1.9, 38.1.13, 38.1.20, 38.1.21, 38.1.23
 - Délai de soumission, 37.4.1
 - Équité procédurale, 38.1.5, 38.1.6
 - Indemnité, 38.1.15
 - Intérêt, 38.1.19
 - Médiateur-décideur, 38.1.1
 - Non-contrainabilité du médiateur-décideur, 38.1.2
 - Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 38.1.18
 - Pouvoir du médiateur-décideur, 38.1.9, 38.1.10, 38.1.11
 - Retour au travail, 37.8.22
 - Traitement en deux étapes, 38.1.3, 38.1.4
- Plainte pour congédiement pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus à des fins de greffe ou d'accident, 44.1.7

- Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)
- Absence de pouvoir discrétionnaire de rejeter la plainte (statut de cadre supérieur), 16.1.20[2]
 - Plainte déferée au T.A.T., 17.1.8
 - Processus de médiation (art. 123.3 et 125 L.N.T.), 17.1.1
- Plainte transmise par courriel à partir du site, 16.0.3
- Recours aux services du contentieux de la Commission (art. 126.1 L.N.T.)
- Honoraires d’avocats, 20.4.7
- Recours devant le T.A.T.
- Pertes et dommages, 16.0.4
 - Refus de déferer une plainte manifestement vouée à l’échec, 16.0.4
- Réorganisation, 14.0.15
- Représentation des plaignants, 14.0.15, 16.0.4
- Commission des relations du travail**
Voir Tribunal administratif du travail (T.A.T.)
- Commissions**, 6.1.29, 18.3.37, 20.1.19, 20.4.2
- Avance de commissions versées en trop, 6.1.39[1]
- Calcul, 6.1.31, 6.1.32
- Démission durant le processus de négociation, 3.2.20[1]
 - Devoir de loyauté, 4.2.44[2]
 - Preuve quant au bien-fondé du calcul, 6.1.30
- Diminution importante du taux, 3.2.23
- Congédiement déguisé, 3.2.23, 18.3.36, 18.3.37
- Échéance après la cessation de l’emploi, 6.1.33
- Clause existante, 6.1.36
 - Clause inapplicable (contrat d’adhésion), 6.1.33[1]
- Mode de calcul *Voir* Calcul
- Notion de salarié, 16.1.9[1]
- Résiliation d’une convention d’aide au transfert de portefeuille d’actifs
- Réclamation pour perte, 6.1.30[1]
- Versement en sus du salaire, 6.1.30
- Compétence fédérale**, 40.0.1
Voir aussi **Entreprise de compétence fédérale, Salarié régi par le Code canadien du travail**
- Comportement du salarié**
- Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 4.1.12, 4.2.20, 18.4.5, 18.4.6[4]
- Insubordination, 4.2.17
- Obligation d’avoir un comportement exemplaire, 18.4.6[1]
- Progression des sanctions, 18.4.6[4]
- Voir aussi* **Attitude au travail**
- Compte de dépenses**, 6.1.67, 7.1.15[1], 20.4.9
- Concession de l’entreprise**, 8.2.6, 16.3.1, 28.1.1, 28.2.1, 39.0.1
Voir aussi **Aliénation de l’entreprise**
- Conciliation**, 17.2.1, 38.2.10
- Absence de formalisme, 17.2.4
- Absence de signature du conciliateur, 17.2.6
- Accord écrit et signé par les parties, 17.2.5, 17.2.6[1]
- Compétence du T.A.T., 17.2.1, 17.2.6[1]
- Demande d’approbation, 17.2.6[1]
- Délai de soumission, 17.2.6[1]
- Demande d’homologation, 17.2.6, 17.2.6[1]
- Distinction entre le pouvoir d’entériner un accord et celui de conclure une transaction, 17.2.5, 17.2.6, 17.2.6[1]

- Modifications législatives en 2006
- Suppression des mots « de conciliation » (art. 118 al. 1(7) du *Code du travail*), 17.2.6[1]
- Nouvelles dispositions du *Code du travail* en 2002, 17.2.1, 17.2.5
- Offre de conciliation soumise aux parties (avis d'audience), 17.2.3
- Ordonnance de se conformer à l'accord, 17.2.6[1]
- Participation non obligatoire, 17.2.3
- Plaintes visées, 17.2.1
- Possibilité d'une conciliation par le T.A.T., 17.2.2
- Privilège de confidentialité, 17.1.3, 17.2.7
- Cas d'exception, 17.2.8
- Service de conciliation, 17.2.4
- Signature du conciliateur, 17.2.6, 17.2.6[1]
- Taux de succès, 17.2.3
- Volonté des parties, 17.2.3
- Concurrence avec l'ancien employeur**, 4.2.33, 4.2.40
- Devoir de loyauté, 4.2.33, 11.5.51
- Durée des prohibitions, 11.6.15
- Interdiction de faire affaire, 11.5.59
- Utilisation des connaissances acquises, 4.2.36, 11.5.58
- Voir aussi Devoir de loyauté*
- Concurrence déloyale**, 1.3.7, 11.1.4, 11.1.27
- Clause restrictive, 11.2.1, 11.5.64[2]
- Commercialisation trompeuse (« passing off »), 11.5.64[3]
- Congédiement sans préavis, 26.2.9
- Démission, 3.3.5[1]
- Devoir de loyauté, 1.3.7, 11.1.28, 11.1.29, 11.2.2, 11.5.10[2], 11.5.14[3]
- Dispositions du *Code civil du Québec*, 11.1.8, 11.1.25, 11.1.28, 11.1.30
- Dommages-intérêts, 11.1.14[1]
- Droit de l'ancien employé, 11.1.23, 11.1.24
- Durée du délai, 11.1.31, 11.5.56[2]
- Fardeau de la preuve, 11.1.24
- Information publique, 11.1.17
- Injonction, 11.1.14, 11.1.15, 11.5.10[2], 11.5.14[3], 11.5.56[2], 11.5.64[1]
- Intérêt général expliquant la divulgation de secret, 11.1.32
- Juridiction de la Cour supérieure, 11.6.1[1]
- Liberté de mouvement de l'employé, 11.1.1, 11.1.2
- Liste de clients, 11.1.7, 11.1.8, 11.1.10, 11.1.18
- Logiciel appartenant à l'ancien employeur (appropriation), 11.1.14[1]
- Obligation de l'administrateur, 11.1.33
- Obligation du mandataire, 11.1.34
- Ordonnance de type *Anton Piller*, 11.1.12
- Portée du concept, 11.1.28, 11.1.35, 11.1.36
- Preuve du préjudice, 11.1.15, 11.1.16, 11.1.20
- Recours de l'ancien employeur, 11.1.3
- Renseignements confidentiels ou privilégiés, 1.3.7, 11.1.6, 11.1.9, 11.1.11, 11.1.13, 11.1.14, 11.1.15
- Saisie avant jugement, 11.1.11
- Saisie-revendication, 11.1.11[1]
- Secret commercial, 11.1.5
- Sollicitation de la clientèle, 11.1.14[1], 11.5.9, 11.5.38, 11.5.39, 11.5.41, 11.5.50[1]
- Sollicitation des employés de l'ancien employeur, 11.5.77[1], 11.5.84[2]

Utilisation des connaissances acquises,
11.1.1

Voir aussi **Clause de non-concurrence, Clause de non-sollicitation, Devoir de loyauté**

Condition physique ou mentale

Voir **État de santé**

Conditions de travail (modifications)

Voir **Congédiement déguisé**

Conduite de mauvaise foi (administrateur, actionnaire et dirigeant), 9.0.2, 9.1.4, 9.1.5, 9.1.9[1], 9.1.13

Conduite de mauvaise foi (employeur), 2.1.21, 2.1.28, 2.1.29, 2.1.30[1], 2.1.30[2], 2.1.30[3], 2.1.33, 2.1.35, 2.1.36, 2.1.43, 2.2.5, 3.2.12, 3.2.31[1], 5.2.109[4], 5.2.109[5], 5.5.4, 5.5.21, 6.1.130, 6.2.11, 6.2.26[1], 6.2.27[1], 6.2.27[2], 6.2.33[1], 6.2.34[1], 6.2.34[5], 13.0.6, 13.0.7, 20.4.6, 20.4.7, 43.4.22

Confidentialité (engagement)

Voir **Clause de confidentialité**

Conflit d'intérêts

Congédiement sans préavis, 26.2.9

Devoir de loyauté, 4.2.33, 4.2.45

Obligation du mandataire, 11.1.34

Tolérance de l'employeur, 18.4.10

Conflit de personnalités, 4.1.4, 4.2.71

Congé de préretraite ou de retraite, 6.1.47[1], 6.1.47[2]

Congé férié et chômé, 1.3.11

Congé non autorisé

Démission, 18.3.6[1]

Congé parental et familial, 1.3.11

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)

– Délai d'imposition, 18.4.13

Congé sans solde, 4.1.3, 10.2.129[1], 18.3.24

Pandémie de COVID-19

– Refus d'adhérer à la politique de l'employeur, 3.2.22[7]

Voir aussi **Congédiement déguisé**

Congédiement

Administratif, 18.2.36, 18.2.83, 37.8.12, 42.1.26, 42.2.8[4]

– Application jurisprudentielle, 18.2.91[1]

– Compétence ou rendement d'un employé, 18.2.89, 18.2.91[6]

– Condamnation criminelle, 18.2.91[4]

– Congédiement (notion), 42.1.24[3]

– Critères devant guider l'employeur (« test d'Edith Cavell »), 18.2.89

– Incapacité de s'adapter à son environnement de travail, 18.2.91[7], 18.2.91[8]

– Insubordination et incivilité, 18.2.91[8]

– Limites au pouvoir d'intervention du juge administratif, 18.2.83

– Maladie ou handicap, 18.2.88[3], 18.2.88[5], 18.2.89, 18.2.91[2]

– Manque d'intérêt, 18.2.36, 18.2.59[4], 18.2.91[5]

Âge de la retraite, 34.0.1

– Présomption, 33.1.1

Ancienneté, 18.2.42

- Appréciation de la preuve, 18.1.3
- Norme de contrôle, 18.1.3
 - Rôle du juge administratif, 18.2.16
- Avis du risque de congédiement, à défaut de s'amender, 18.2.89, 18.3.34
- Calcul de l'indemnité (art. 128(2) L.N.T.), 20.1.19
- Base de calcul, 20.1.19
 - Chefs de réclamation autres que de la rémunération, 20.1.19
 - Faits postérieurs au congédiement, 20.1.19
 - Inaptitude au travail, 20.1.19[2]
 - Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 20.1.19
 - Options d'achat d'actions, 20.1.19
 - Période de calcul de l'indemnité, 20.1.19
 - Régime de compensation, 20.1.19
 - Réintégration à la suite du défaut de l'employeur d'offrir un accommodement raisonnable, 20.1.19[1]
 - Remboursement de salaire, de vacances ou de congés, 20.1.19[2]
 - Revenus indépendants, 20.1.19[2]
- Conduite de mauvaise foi, 2.1.21, 2.1.28, 2.1.29, 2.1.43, 2.2.5
- Contrat de travail à durée déterminée
- Non-renouvellement, 5.4.27, 18.2.71, 46.0.1[1]
- Crédibilité des témoins, 18.1.3
- Définition, 3.1.1, 3.2.2, 18.2.1
- Distinction avec licenciement, 18.2.2
 - Distinction avec mise à la retraite, 18.2.67
 - Distinction avec mise à pied, 18.2.27
- Définition (fédéral), 42.1.24
- Délai de congé, 2.1.28
- Démission forcée, 3.2.2, 3.2.21[1]
- Disciplinaire, 18.2.83
- Droit de congédier
- Exercice abusif, 2.1.45, 2.1.46
- Droit de gérance, 18.2.53, 18.2.61
- Façon cavalière et humiliante de congédier, 2.1.31[1], 2.1.31[2], 2.1.31[3], 6.2.26[1], 6.2.30, 6.2.32, 6.2.34[5], 6.2.34[9]
- Faits postérieurs, 18.1.3
- Fardeau de la preuve, 18.1.1
- Faux motifs, 2.1.37, 2.1.42[1], 2.1.43
- Fin du contrat, 4.1.12[1], 50.1.1[1]
- Formes, 3.2.1, 3.2.2
- Fraude, 4.2.52
- Absence de préavis, 4.2.45, 26.2.9
 - Enquête sérieuse et complète de l'employeur, 4.2.52
 - Preuve d'intention, 4.2.46
 - Preuve incomplète, 4.2.53
- Geste « contractuel » abusif, 2.1.24
- Impact de la couverture médiatique du congédiement sur la réputation, 2.1.35
- Incitation à quitter son emploi, 4.2.54[3]
- Juge administratif
- Pouvoirs, 19.3.1
- Manière appropriée de faire, 2.1.21, 2.1.25, 2.1.45
- Mode de preuve, 18.1.3
- Modifications apportées aux conditions de travail, 1.3.2
- Motifs et raisons explicatives, 2.1.16, 2.1.21, 2.1.25, 18.1.3
- Nature administrative ou disciplinaire
- Compétence du juge administratif, 18.2.83, 18.2.88
 - Critère d'intervention, 18.2.92
 - Distinction retrouvée en droit arbitral, 18.2.83

- Effets quant aux pouvoirs du décideur, 18.2.87
 - État du droit, 18.2.87
 - Faits permettant de déterminer la nature de la mesure, 18.2.88[1], 18.2.88[2]
 - Fardeau de la preuve, 18.2.88
 - Importance de la qualification, 18.2.86
 - Marge de manœuvre du décideur, 18.2.84, 18.2.85, 18.2.86
 - Mixte, 18.2.89
 - Test applicable, 18.2.86
 - Volonté de l'employeur, 18.2.88[1]
- Notion, 34.0.1, 46.0.1[1], 46.0.2
- Pertinence de la preuve, 18.1.3
- Probation, 18.2.91[3]
- Qualification de la rupture de fin d'emploi, 18.2.21
- Compétence juridictionnelle, 18.2.9
- Remplacement, 2.1.30[2], 2.1.32, 2.1.32[1]
- Répartition des tâches effectuées par le salarié licencié, 18.2.21
- Responsabilité des administrateurs et dirigeants, 9.1.11
- Restructuration administrative, 50.1.1[1]
- Salarié congédié dont le Tribunal ordonne la réintégration
- Avis de cessation d'emploi, 22.2.11
- Suspension à des fins d'enquête, 4.2.52, 18.2.93, 18.4.7
- Suspension administrative, 3.2.19, 18.2.93
- Tâches transférées et effectuées par des outils et appareils informatiques, 18.2.21
- Transaction, 17.1.7, 18.1.3
- Vol
- Acquittement au criminel, 4.2.54[2]
 - Délai pour invoquer la rupture du lien de confiance, 4.2.54
 - Enquête sérieuse et complète, 4.2.52
 - Jugement pénal, 4.2.54[2]
- Voir aussi* **Abus du droit de congédier, Cessation d'emploi, Conduite de mauvaise foi (employeur), Employé à l'essai, Juge administratif, Licenciement, Mise à la retraite, Mise à pied**
- Congédiement administratif**
- Voir* **Congédiement**
- Congédiement de l'employé à l'essai**
- Voir* **Employé à l'essai**
- Congédiement déguisé**, 3.2.3, 42.1.27, 42.1.30, 42.1.47, 46.0.6
- Absence, 3.2.18
- Âge normal de la retraite, 34.0.13
- Aliénation de l'entreprise, 16.3.31[1]
- Imposition d'une clause restrictive, 16.3.26[1], 18.3.22[1]
 - Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 20.5.3
 - Refus de travailler pour le nouvel employeur, 3.2.31[4], 8.3.16
 - Signature d'un contrat de travail, 16.3.26[1], 18.3.22, 18.3.22[1]
- Compétence limitée du T.A.T., 18.3.23
- Comportement de l'employeur ou de ses représentants, 18.2.63, 18.3.3[1], 18.3.44, 42.1.27
- Conduite répétée de l'employeur, 3.2.10
- Congédiement (notion), 42.1.24[3]
- Contrat de travail à durée déterminée
- Non-renouvellement, 18.2.71, 46.0.1[1]
 - Attente légitime, 18.2.78
 - Contrats successifs, 18.2.79

- Fardeau de preuve, 18.2.77, 18.2.78
 - Indemnité, 18.2.82
 - Intention du législateur, 18.2.75
 - Interprétation de la preuve, 18.2.75, 18.2.76, 18.2.78
 - Rupture unilatérale, 18.2.81
 - Service continu, 18.2.80
 - Test à appliquer, 18.2.77
- Critères de sélection de l'employeur, 18.2.19[2], 18.2.35
- Démission, 3.2.5, 3.2.6, 3.2.9, 3.2.23, 3.2.30[1], 3.2.31[1], 6.2.27[1], 16.3.31[1], 18.3.1, 20.5.3, 37.1.3, 42.1.27
- Éléments essentiels, 3.2.10
- Enquête pour vol
- Interrogatoire enregistré par vidéoconférence, 3.2.22[2]
- État du droit, 3.2.33
- Fardeau de la preuve, 18.3.10
- Illustrations, 3.2.23
- Intention de l'employeur, 3.2.12
- Intention des parties lors de la formation du contrat de travail, 3.2.9
- Mauvaise foi de l'employeur, 3.2.12
- Mise à pied, 3.1.3[2], 3.1.4, 18.2.31[1], 18.2.32, 18.2.33, 18.3.46[2]
- Modifications apportées au contrat de travail, 3.2.21, 3.2.23, 3.2.28, 3.2.28[1], 3.2.29
- Absence pour cause de maladie, 3.2.31, 3.2.31[1], 18.2.88[4]
 - Computation du délai, 2.5.7
- Modifications apportées aux conditions de travail, 1.3.2, 3.2.7, 3.2.8, 18.3.21, 18.3.47, 42.1.27
- Abolition des bonis discrétionnaires pour tous les représentants, 18.3.12
 - Absence de modifications, 3.2.22[2], 3.2.22[5]
 - Acceptation, 3.2.32, 3.2.39
 - Acceptation sous protêt, 3.2.34
 - Affectation du salarié, 3.2.22, 3.2.22[1], 18.3.22
 - Refus assimilé à une démission volontaire, 18.3.46[2]
 - Arrêt *Farber*, 3.2.9, 3.2.16, 3.2.18, 18.3.12
 - Arrêt *St-Hilaire*, 3.2.18[1]
 - Assignment occasionnelle, 3.2.50
 - Caractère définitif, 18.3.12
 - Circonstances particulières, 3.2.18[1]
 - Clause de non-concurrence, 10.3.89, 18.3.22[1], 18.3.42
 - Clause restrictive, 16.3.26[1]
 - Comportement de l'employeur ou de ses représentants, 18.2.63, 18.3.3[1], 18.3.44, 42.1.27
 - Computation du délai, 2.5.7
 - Conditions essentielles, 3.2.11, 3.2.18[1]
 - Consentement implicite, 3.2.40[3]
 - Contexte d'abolition de poste et de réorganisation *Voir* Motifs économiques ou organisationnels
 - Défaut de versement de salaire, 18.3.41[1]
 - Diminution du rôle et des responsabilités, 3.2.25, 3.2.25[1], 3.2.25[2], 3.2.38[2], 18.3.30
 - Diminution du salaire, 3.2.23, 3.2.25[1], 3.2.25[2], 3.2.31[1], 3.2.38[1], 3.2.38[2], 18.2.64, 18.3.22, 18.3.22[2], 18.3.30
 - Employé cadre relevé de ses fonctions (révision du style de gestion), 3.2.19[1]
 - Fonctions et responsabilités, 3.2.24, 18.3.22, 18.3.22[1]
 - Fusion d'entreprises, 3.2.11, 3.2.18[1], 3.2.20, 3.2.21[1], 18.3.22[1]

- Harcèlement psychologique, 3.2.21[1], 18.3.44
- Horaire de travail, 18.3.22, 18.3.22[2], 18.3.26[1]
- Mesures disciplinaires, 3.2.30[1]
- Mode de calcul des commissions, 3.2.20[1], 3.2.23
- Modification au programme de bonis, 18.3.41
- Modification au sein de la clientèle, 18.3.38
- Modification du mode de rémunération, 3.2.26, 3.2.28[1], 18.3.35, 18.3.40
- Modifications économiques ou organisationnelles *Voir* Motifs économiques ou organisationnels
- Modifications mineures, 3.2.18, 3.2.18[1]
- Modifications substantielles, 3.2.11, 3.2.11[1], 3.2.20, 3.2.23, 3.2.24, 3.2.30, 3.2.30[1], 3.2.31[1], 3.2.31[2], 3.2.31[4], 6.2.48[1], 16.3.26[1], 18.2.96, 18.3.12, 18.3.22
- Motifs, 3.2.1, 3.2.13
- Motifs de rationalisation *Voir* Motifs économiques ou organisationnels
- Motifs économiques ou organisationnels, 3.2.17, 3.2.21[2], 3.2.22[3], 3.2.30[1], 18.2.91[2], 18.2.96, 18.3.12, 18.3.22, 18.3.22[1], 18.3.22[2], 18.3.23, 42.1.25[1]
- Mutation, 3.2.22[5], 3.2.24, 18.2.27
- Mutation latérale, 3.2.36, 3.2.37
- Obligation de fournir une série d'informations relativement à ses activités, 3.2.20[3]
- Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 3.2.25[5], 3.2.31[4], 3.2.36, 3.2.37
- Obligation de vaccination contre la COVID-19, 18.2.96[1]
- Obligation de suivre et de réussir une formation, 18.3.28
- Probation, 3.2.22[1], 18.3.12
- Programme académique, 3.2.30
- Réduction de la durée du congé annuel et de l'indemnité, 18.3.22[2]
- Réduction des jours ou heures de travail, 3.2.22[4], 3.2.23, 3.2.31[2], 18.3.22, 18.3.22[2]
- Réduction du boni, 3.2.23
- Réduction du salaire *Voir* **Diminution du salaire**
- Refus, 3.2.11[1], 3.2.28, 3.2.28[1], 3.2.32, 3.2.40[1], 3.2.41, 3.2.42
- Refus de permettre au salarié de devenir associé d'un cabinet d'avocats, 3.2.20[2]
- Refus de travailler pour le nouvel employeur, 3.2.31[4], 8.3.16
- Régime d'options d'achat d'actions, 3.2.11
- Rémunération, 3.2.23, 3.2.25[1], 18.3.11, 18.3.34
- Renonciation au droit d'obtenir une indemnité de délai de congé, 3.2.40[2]
- Restriction au droit de refuser, 3.2.38
- Rétrogradation, 3.2.7, 3.2.25[2], 3.2.26, 3.2.27, 3.2.31, 3.2.31[1], 3.2.38[2], 18.3.12, 18.3.17
- Substantielles *Voir* Modifications substantielles
- Surveillance, 18.3.29
- Tentative d'uniformisation, 3.2.29
- Vente d'un secteur d'activité de l'entreprise, 3.2.25[3]
- Non-rappel à la suite d'une mise à pied, 18.2.65
- Notion, 3.2.1, 18.3.1
- Perception erronée des demandes patronales, 18.3.15

Performance et attitude du salarié

- Avis écrit indiquant certains aspects à améliorer, 18.3.43

Pigiste, 18.3.45

Politique de l'employeur, 3.2.22[1]

Prescription du recours (art. 124 L.N.T.)

- Action civile pour congédiement déguisé durant une période de suspension d'enquête, 16.6.7[2]

Recours du salarié, 18.3.12, 18.3.47

Refus d'accepter un autre poste offert par l'employeur, 7.4.9, 7.4.9[1], 7.4.13

Refus de signer un nouveau contrat de travail, 3.2.28

- À la suite de l'acquisition par un tiers d'une partie de l'actif de l'employeur, 3.2.21

Régime de retraite, 3.2.31[1], 7.2.10[2]

Retrait du statut d'employé privilégié, 42.1.27

Salariée enceinte, 18.3.44

Simple appréhension, 3.2.18[1]

Suspension administrative avec solde, 3.2.19, 3.2.30[1], 18.2.95, 18.2.96

Suspension administrative sans solde, 3.2.19, 18.2.93, 18.2.94

Suspension à des fins d'enquête sans solde, 18.4.7

Suspension sans solde de longue durée ou pour une durée indéterminée, 3.2.30[1], 18.2.94, 18.2.96, 18.3.43, 18.4.7

Suspension suivie d'un déplacement, 18.3.43

Transfert ou relocalisation, 3.2.45

Travail en région éloignée

- Conditions de vie différentes de celles qui ont été convenues, 3.2.31[3]

Types de situations, 3.2.10

Violation du contrat de travail, 3.2.10

Congédiement disciplinaire

Voir Congédiement

Congédiement injuste

Salarié régi par le *Code canadien du travail*

- Absence sans autorisation, 42.1.8[1]
- Autre recours prévu par le Code ou une autre loi fédérale, 42.1.38
- Arbitrage par le Conseil (ou arbitre désigné), 42.1.49
- Changement d'attribution de compétence, 42.1.1[1], 42.1.55
- Compétence de l'arbitre, 42.1.5
 - Élection de for, 42.1.5[1]
- Conditions d'ouverture du recours, 42.1.1
- Congédiement (notion), 42.1.24
- Conseil canadien des relations industrielles
 - Arbitrage, 42.1.49
 - Compétence, 42.1.1[1], 42.1.49, 42.1.55
 - Enquête et audition, 42.1.53
 - Nomination d'un arbitre externe, 42.1.1[6], 42.1.50
 - Pouvoirs, 42.1.55
 - Programme du travail d'emploi et Développement social Canada, 42.1.1[3]
 - Rejet de la plainte, 42.1.1[4], 42.1.54, 42.1.55
- Débat jurisprudentiel, 41.0.13, 42.1.24[2]
- Directeur (exclusion), 42.1.14
- Directeur (interprétation restrictive), 42.1.16, 42.1.19, 42.1.21, 42.1.21[1]
- Dispositions dont les employés ne peuvent se prévaloir, 41.0.13[1]

- Distinction entre un « congédiement sans cause » et un « congédiement injuste », 41.0.13, 42.1.24[2]
- Domaine bancaire, 42.2.4
- Droit de contester son congédiement, 42.1.24[2]
- Droit de mettre fin à l'emploi, 41.0.13
- Fardeau de la preuve, 42.2.6
- Frais d'arbitrage, 43.4.7[2]
- Manque de travail ou suppression d'un poste, 42.1.29
- Modèle théorique accepté, 42.2.1
- Norme de contrôle de la décision arbitrale, 40.0.1, 42.1.7[1], 42.1.12, 42.1.24[1], 42.1.24[2], 42.1.30, 42.1.38[1], 42.2.9, 42.2.10
- Notion, 42.1.24[2], 42.2.1
- Préavis raisonnable ou indemnité en tenant lieu, 41.0.13, 42.1.24[2]
- Prescription, 2.5.4, 42.1.43
- Preuve, 42.2.1
 - Chose jugée, 42.2.7[1]
 - Découverte après le congédiement, 42.2.7
- Procédure pour déposer une plainte, 42.1.1[3], 42.1.1[5], 42.1.51
 - Programme du travail et de l'emploi, 42.1.1[3]
- Progression des sanctions, 41.0.4, 42.2.2[1], 42.2.8
- Réintégration, 43.2.1
- Salarié non syndiqué, 42.1.4, 42.1.24[2], 42.2.1
- Salarié régi par une convention collective, 42.1.37, 42.1.37[1]
- Service continu, 42.1.4, 42.1.7
- Statut d'employé, 42.1.12

Congédiement injustifié

Abus de droit, 2.1.1, 2.1.14

- Antécédents judiciaires, 4.2.56[2]
- Cumul du recours avec celui de l'article 82 L.N.T., 2.1.4
- Prescription, 2.5.1
- Recours contractuels, 2.1.1
- Recours en vertu des articles 2091 et s. du *Code civil du Québec*, 2.1.2, 2.1.3
- Recours en vertu du droit des contrats (*Code civil du Québec*), 2.1.1, 2.1.12
 - Condition préalable (mise en demeure), 2.1.13

Régime de retraite, 7.2.10, 7.2.10[2]

Voir aussi **Congédiement, Congédiement sans cause juste et suffisante**

Congédiement justifié

Voir **Congédiement pour motifs économiques, Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)**

Congédiement mixte

Voir **Congédiement**

Congédiement par induction

Voir **Congédiement déguisé**

Congédiement pour motifs économiques

- Abus de droit, 4.2.80
- Cas de force majeure, 26.3.3
- Cause juste et suffisante, 35.1
- Dommmages, 4.2.98, 4.2.99
- Droit au préavis, 4.2.77, 4.2.81, 4.2.94
 - Durée de recherche d'emploi, 4.2.89, 5.1.11
 - Employé favorisé malgré la situation de l'entreprise, 4.2.88
 - Facteurs à considérer, 4.2.82, 4.2.90, 4.2.94[2], 4.2.96
 - Rareté de l'emploi, 4.2.93

- Événements prévisibles et imprévisibles, 26.3.3
- Interprétation, 50.1.2
- Licenciement collectif, 4.2.79
- Mauvaise situation économique de l'entreprise *Voir* Situation économique de l'entreprise
- Preuve, 18.2.22, 50.1.4
- Récession économique, 4.2.83, 4.2.87, 4.2.92
- Crise forestière, 4.2.94[2]
 - Force majeure, 4.2.83
 - Interruption du financement autrefois obtenu par l'employeur, 4.2.86[1]
- Signes extérieurs constituant un préavis, 4.2.96
- Réduction de personnel, 4.2.97
- Situation économique de l'entreprise, 4.2.88, 4.2.91, 4.2.97
- Mauvaise situation, 4.2.78, 4.2.81
 - Situation précaire connue au moment de l'embauche, 2.1.36
- Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante),** 18.0.1, 18.4.1, 50.1.1
- Absence injustifiée, 4.2.64, 50.1.11
- Aliénation de l'entreprise
- Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 20.5.3
- Analyse en fonction des obligations du salarié, 4.1.20
- Autre motif d'emploi (licenciement ou fin du contrat), 4.1.12, 4.1.12[1]
- Avis du manquement reproché, 18.4.4, 18.4.5[4], 18.4.5[5]
- Devoir de l'employeur d'agir rapidement après le manquement du salarié, 18.4.5[4]
- Avis permettant à l'employé de modifier sa conduite, 4.2.2
- Avis relatif aux conséquences du comportement de l'employé, 4.1.9, 4.1.9[1]
- Cas de force majeure, 4.1.3
- Cas divers, 4.2.55
- Clause d'indemnité de départ, 5.5.5[1]
- Clause pénale, 4.2.56[6]
- Comportement du salarié, 4.1.12, 4.2.20, 18.4.5
- Comportement malhonnête, 4.2.45, 18.4.5
- Comportement menaçant, humiliant ou harcelant, 18.4.5[1], 18.4.5[2], 18.4.5[4]
- Harcèlement psychologique et de nature sexuelle, 18.4.5[1], 18.4.5[2]
- Conduite assimilable à un acte criminel, 18.1.2, 18.4.5[1]
- Conduite répréhensible ou prohibée, 4.1.20
- Conflit d'affaires et de négociations, 4.2.56[4]
- Critique de l'employeur, 4.2.55[3], 18.4.5[4]
- Défaut de produire un certificat médical pour justifier une absence pour cause de maladie, 18.4.9[1]
- Défaut de révéler l'existence d'accusations portées contre le salarié, 4.2.56[5]
- Défense de l'employeur, 2.1.43[8]
- Définition, 4.1.3, 18.4.2, 42.1.24[2]
- Délai d'imposition, 18.4.13
- Arrêt de travail pour « raisons médicales », 18.4.13
 - Congé de maladie, 18.4.13
 - Congé parental, 18.4.13
 - Date de connaissance des faits, 18.4.13
 - Délai raisonnable, 18.4.13
 - Suspension pour fins d'enquête, 18.4.13

- Trouble de santé mentale, 18.4.13
- Devoir de loyauté, 4.2.32
- Discrétion des parties, 4.1.11[1]
- Dispositions du *Code civil du Québec*, 4.1.20
- Double sanction, 18.4.7
- Droit de l'employeur, 4.1.1
- Employé cadre, 18.4.5[2], 18.4.5[4], 18.4.6, 18.4.13
- Enquête interne chez l'ex-employeur, 4.2.56[5], 18.4.13
- Enseignant, 18.4.6[1]
- Évaluation, 50.1.1
- Expertise médicale, 50.1.11
- Facteurs aggravants, 4.1.9[2], 18.4.13
- Facteurs atténuants, 4.1.9[2], 18.4.10
- Faits antérieurs à la période d'emploi, 4.1.3
- Faits postérieurs, 4.1.13
- Fardeau de la preuve, 4.1.4
- Faute de l'employé, 4.1.8, 4.1.14, 4.2.22
- Fraude ou activités incompatibles, 50.1.10
- Geste provoqué par l'employeur, 4.2.38, 4.2.56[7], 18.4.13
- Gravité des gestes, 4.2.56[7], 4.2.100, 18.4.5, 18.4.5[1], 18.4.5[3], 18.4.5[4], 18.4.13
- Harcèlement psychologique, 4.2.16[2]
- Harcèlement sexuel, 4.2.16, 18.4.13
- Impact de la pandémie de COVID-19, 4.2.100
 - Non-respect des règles, 4.2.100
- Incident culminant, 18.4.5
- Incompétence, 4.1.3, 4.2.23, 4.2.31, 35.2.1, 50.1.9
- Indemnité, 4.1.6, 4.1.19
- Information incomplète, 4.2.55[2]
- Insatisfaction du client, 4.2.31[1]
- Insouciance, 4.1.3
- Insubordination, 4.2.4, 4.2.14, 18.1.2, 18.4.5[4], 18.4.6[3], 18.4.9[1], 50.1.11
- Intégrité de l'employé, 4.1.7
- Ivresse, 50.1.11
- Juridiction de l'arbitre, 18.4.1
- Mise en demeure, 4.1.9, 4.1.9[1]
- Motif sérieux (notion), 2.1.3[1], 4.1.1, 4.1.2, 4.1.20, 4.2.18, 4.2.19, 4.2.20
- Motifs, 4.1.3, 4.1.20, 4.2.1, 4.2.3, 4.2.21, 4.2.39, 18.4.3, 50.1.11
- Motifs invoqués dans la lettre de congédiement, 4.1.10
- Motifs invoqués tardivement, 4.1.11
- Norme de contrôle, 18.4.1
- Obligation d'avoir un comportement exemplaire, 18.4.6[1]
- Perte d'assurabilité, 18.4.13
- Politiques et directives de l'entreprise, 4.2.100, 18.4.8, 18.4.9, 18.4.9[1]
 - Politique d'amnistie, 4.2.48[1]
- Progression des sanctions, 4.1.9[1], 4.2.100, 18.4.5
- Proportionnalité des sanctions, 4.1.9[1], 18.4.2
- Référence d'emploi, 13.0.3
- Refus d'exécuter une obligation résultant du contrat de travail, 18.4.5[4]
- Refus de donner suite à un ordre de l'employeur au retour d'une suspension, 18.4.7
- Refus de soumettre des certificats médicaux, 50.1.11, 50.1.12
- Règles de conformité (dérogation), 4.2.22[4]
- Relation tendue entre deux salariés, 18.4.5[2]
- Rendement de l'employé, 50.1.6
- Rupture du lien de confiance, 4.2.54[1], 4.2.54[4], 18.4.5[1], 18.4.5[3], 18.4.5[4]
- Salarié régi par le *Code canadien du travail*, 41.0.1, 41.0.4, 41.0.4[2], 41.0.8, 41.0.13, 41.0.13[1], 42.1.24[2]

- Sévérité de l'employeur, 18.4.11
- Suspension à des fins d'enquête, 18.4.7
- Téléchargement de matériel pornographique, 18.4.9
- Théorie de la répudiation du contrat de travail, 18.1.2
- Tolérance de l'employeur, 4.2.22[1], 4.2.56[7], 18.4.5[4], 18.4.10
- Utilisation répétée des systèmes de l'employeur (téléphone, ordinateur et télécopieur), 18.4.9
- Vol, 18.4.5, 18.4.5[1], 18.4.5[4]
- Clause pénale, 4.2.56[6]
 - Refus de collaborer à une enquête, 4.2.55[4]
- Voir aussi Congédiement pour motifs économiques*
- Congédiement sans cause juste et suffisante**
- Absence prolongée pour cause de maladie, 44.1.1
- Abus du droit de congédier, 2.1.21, 2.1.37[1]
- Administrateur, actionnaire et dirigeant
- Conflit de personnalités, 4.2.75[2], 6.2.34[5]
 - Responsabilité personnelle envers l'employé, 9.1.1
- Alcoolisme, 18.4.5[3]
- Analyse des faits, 18.2.15
- Apparence de droit, 10.3.20
- Aptitude ou inaptitude à travailler (expertise médicale), 51.0.1
- Délai de congé, 2.1.42
- Délai pour s'amender
- Congédiement à l'intérieur de cette période, 18.4.4
- Devoir de loyauté, 11.5.17
- Indemnité de délai de congé, 2.1.42[1], 2.1.42[2], 2.1.42[4], 5.5.8[1], 20.1.18[1]
- Probation, 2.6.5
- Interdiction de double emploi, 18.3.26[1]
- Mise à la retraite
- Période de transition, 18.3.8[2]
- Préavis de démission
- Réduction par l'employeur, 18.5.1
- Procédure de réparation, 16.4.1
- Recours (art. 124 L.N.T.)
- Absence de formalités au contenu de la plainte, 16.0.2
 - Acte introductif d'une affaire, 16.0.2
 - Admissibilité au recours, 16.0.1
 - Intention de mettre fin au lien d'emploi, 16.0.1
 - Assises juridiques, 16.0.1
 - Autres procédures de réparation, 16.4.1, 16.4.15
 - Critères, 16.4.3
 - Facteurs pertinents à l'analyse de l'équivalence des recours, 16.4.3
 - Norme applicable en matière d'irrecevabilité, 16.4.23, 16.4.23[1]
 - Obstacle pour que la procédure soit jugée équivalente, 16.4.6[2]
 - Procédure de réparation équivalente, 16.4.6[3]
 - Recours en vertu de la *Loi sur la fonction publique* (art. 33(3)), 16.4.21[2]
 - Recours en vertu du *Code du travail* (art. 15), 16.4.10
 - Recours en vertu du *Code du travail* (art. 59), 16.4.20
 - Recours prévu dans une convention collective, 16.4.9
 - Chose jugée, 16.5.5, 44.1.12
 - Dispositions de la *Loi sur les normes du travail* (L.N.T.), 14.0.1
 - Dommages moraux, 19.4.8
 - Employeur visé, 15.0.1

- Fardeau de la preuve, 16.0.1
- Forme de la plainte, 16.0.2
- Litispendance, 16.5.1
- Médiation (art. 123.3 et 125 L.N.T.), 17.1.1
- Mode de transmission de la plainte, 16.0.2
- Modifications législatives, 14.0.6
- Multiplicité des recours, 16.5.1
- Pouvoirs du juge administratif, 19.0.1
- Préavis de démission écourté unilatéralement par l'employeur, 3.3.9
- Prescription du recours
 - Action civile pour congédiement déguisé durant une période de suspension d'enquête, 16.6.7[2]
 - Avant le 1^{er} janvier 1991, 16.6.1, 16.6.2, 16.6.10
 - Date du refus de la demande d'être réintégré, 16.6.13[1]
 - Date effective du congédiement, 16.6.4, 16.6.10
 - Décision ferme de rompre le lien d'emploi, 16.6.7[1]
 - Depuis le 1^{er} janvier 1991, 16.6.3
 - Effet d'une erreur de destinataire, 16.6.3
 - Effet de l'avis de cessation d'emploi, 16.6.6
 - Effet de l'indemnité de départ, 16.6.8, 16.6.9
 - Effet du refus de recevoir la plainte, 16.6.3
 - Effet du paiement des avantages sociaux, 16.6.13
 - Erreur dans la désignation de l'employeur (amendement), 16.6.16, 16.6.17
 - Erreur de l'enquêteur de la CNESST, 16.6.3
 - Erreur du procureur, 16.6.3
 - Erreur manifestement déraisonnable, 16.6.3
 - Modifications substantielles aux conditions de travail assimilables à un congédiement déguisé, 16.6.5
 - Point de départ du calcul à l'égard d'un salarié suspendu indéfiniment (cure de désintoxication), 16.6.13[1]
 - Plainte réputée soumise au T.A.T., 16.6.3
 - Réclamation pour lésion professionnelle, 16.6.3
 - Recours rejeté sans qu'une décision soit rendue sur le fond (délai supplémentaire), 16.6.15
 - Suspension pour enquête avec solde, 16.6.13[2]
 - Théorie des « laches », 16.6.14
- Procédure de grief, 16.5.12
- Recours en vertu des articles 122 et 124 L.N.T., 16.5.9
- Recours en vertu du droit commun, 16.5.5
- Recours en vertu du droit des contrats prévu au *Code civil du Québec*, 2.1.12
 - Condition préalable (mise en demeure), 2.1.13
- Renonciation invalide, 16.4.6[3]
- Salarié ou employé (notion)
 - Actionnaire, 16.1.27
 - Administrateur, 16.1.15, 16.1.27
 - Agent immobilier, 16.1.9[1]
 - Cadre, 16.1.18, 16.1.28, 16.1.30
 - Cadre supérieur, 16.1.19
 - Conseiller financier, 16.1.9[1]
 - Constitution en personne morale, 16.1.12, 16.1.13
 - Déductions à la source, 16.1.14

- Détenteur d'une franchise, 16.1.13[1]
- Entrepreneur dépendant, 16.1.10
- Entrepreneur indépendant, 16.1.8
- Fardeau de la preuve, 16.1.1, 16.1.20[2]
- Juge administratif, 16.1.11
- Notion, 16.1.1, 16.1.27
- Personne morale *Voir* Constitution en personne morale
- Qualification, 16.1.33
- Représentant syndical régional, 16.1.11[1]
- Société servant de paravent, 16.1.13
- Travailleur autonome, 16.1.14
- Travailleur bénévole, 16.1.17
- Service continu, 14.0.6, 14.0.8, 16.1.2, 16.2.1
 - Ancienneté, 16.2.5
 - Avant le 1^{er} janvier 1991, 16.2.3
 - Contrat temporaire successif, non sujet à renouvellement et sans priorité de rappel, 16.2.22
 - Critères d'évaluation, 16.2.9
 - Emploi à caractère saisonnier, intermittent ou périodique, 16.2.12
 - Entente entre les parties, 16.2.6
 - Impact de l'aliénation ou de la concession de l'entreprise, 8.3.17, 16.3.1
 - Arrêt *Pétro-Canada*, 16.3.14, 16.3.15, 16.3.24
 - Changement de compétence législative des activités de l'entreprise, 16.2.4[1]
 - Cumul du service continu, 16.3.12
 - Disposition du *Code civil du Québec* (art. 2097), 16.3.2, 16.3.20
 - Exécution de la décision de la Commission relativement au versement d'indemnités, 16.3.31
 - Interruption du service continu, 16.3.16
 - Notion d'entreprise, 16.3.1
 - Notions d'aliénation et de concession de l'entreprise, 16.3.3
 - Obligation du nouvel employeur d'engager les salariés de l'employeur précédent, 16.3.21
 - Offre de conditions de travail jugée raisonnable, 16.3.26[1], 16.3.29[1]
 - Relativité des contrats, 16.3.14, 16.3.22, 16.3.23
 - Responsabilité de l'acquéreur, 16.3.21
 - Vente faite par le syndic à la faillite, 16.3.9
 - Incidence de l'article 122(5) L.N.T., 16.2.7, 16.2.8
 - Interprétation, 16.2.3, 16.2.9
 - Interruption causée par des congés de nature diverse, 16.2.15
 - Interruption de l'exécution du travail, 16.2.9
 - Interruption de la relation de travail, 16.2.9, 16.2.17
 - Mise à pied saisonnière, 16.2.14
 - Présomption légale, 16.2.8
 - Preuve, 16.2.8
 - Principes, 16.2.9
 - Remplacement ou suppléance, 16.2.16, 16.2.18

- Rétablissement du lien d'emploi par voie de règlement entre les parties, 16.2.16[1]
 - Rupture, 16.2.22
 - Source de droit, 14.0.1
 - Version des faits plus détaillée
 - Non transmise à l'employeur, 16.0.3
- Recrutement d'un employé ayant quitté un emploi certain et rémunérateur, 2.1.37, 5.2.16, 5.2.18, 5.2.19, 5.2.19[1], 5.2.22
- Tribunal administratif du travail (T.A.T.)
- Compétence de la division des relations du travail, 14.0.13
- Validité de la clause restrictive, 10.3.79
- Voir aussi* **Congédiement, Congédiement déguisé, Démission**
- Conseil canadien des relations industrielles**
- Appel en matière de recouvrement de salaire, 41.0.7[1]
- Arbitrage, 42.1.49
- Compétence, 41.0.7[1], 42.1.1[1], 42.1.49
- Changement d'attribution de compétence, 42.1.1[1], 42.1.55
- Enquête et audition, 42.1.53
- Décision rendue sans tenue d'audience, 42.1.1[5]
- Nomination d'un arbitre externe, 42.1.1[6], 42.1.50
- Procédure, 42.1.1[3], 42.1.1[5], 42.1.51
- Demande d'arbitrage, 42.1.1[3]
 - Dépôt de la plainte
 - Programme du travail d'emploi et Développement social Canada, 42.1.1[3]
 - Lettre du Conseil, 42.1.1[5], 42.1.51
- Pouvoirs, 42.1.1[4], 42.1.55, 43.1.1
- Pouvoir discrétionnaire en matière de redressement, 43.1.3[1]
 - Réintégration, 43.2.1
- Programme du travail d'emploi et Développement social Canada, 42.1.1[3]
- Rejet de la plainte, 42.1.1[4], 42.1.54, 42.1.55
- Représentations écrites des parties, 42.1.1[5]
- Conseiller financier**
- Statut de salarié, 16.1.9[1]
- Continuité de l'entreprise**
- Voir* **Aliénation de l'entreprise**
- Contrat**
- Relativité (principe), 28.1.3, 28.1.5
- Contrat d'adhésion**
- Clause de non-concurrence, 1.1.15, 10.1.67, 10.1.69, 10.1.70, 10.2.24, 10.2.25, 10.2.27, 10.2.27[1], 10.2.32, 10.2.40
- Clause de responsabilité, 1.1.15[1]
- Clause limitant la réclamation de commissions, 6.1.33[1]
- Clause restrictive, 10.2.23
- Contrat de travail, 1.1.14
- Transaction
- Clause assimilée à un contrat d'adhésion, 2.7.5
- Contrat d'emploi**
- Définition, 1.1.3
- Voir aussi* **Contrat de travail**
- Contrat d'entreprise ou de service**, 1.1.6, 42.1.13[2]
- Constitution en personne morale, 1.1.4, 1.1.6, 16.1.12, 16.1.13

- Définition, 1.1.3
- Distinction avec le contrat de travail, 1.1.3, 1.1.3[1]
- Contrat de service**
- Voir* **Contrat d'entreprise ou de service**
- Contrat de société**
- Définition, 1.1.3[3]
- Distinction avec le contrat de travail, 1.1.3[3]
- Dommages punitifs, 6.2.46
- Contrat de travail**
- Aliénation ou concession de l'entreprise, 8.1.1, 16.3.26[1], 18.3.22[1], 18.3.22[2], 28.2.1
- Caractère temporaire, 1.1.11, 1.1.11[1]
- Caractéristiques, 1.1.2, 1.1.13
- Clause de non-concurrence, 1.1.18
- Clause de préavis (délai de congé), 5.5.1, 21.1.4
- Abus de droit, 5.5.13
- Clause de responsabilité, 1.1.15[1]
- Clause interprétative, 1.1.3[2]
- Clause restrictive, 10.1.1
- Conclusion
- Fardeau de la preuve, 1.1.3[4], 1.1.19
- Conflit de dispositions d'ordre public, 1.2.2
- Contrat d'adhésion, 1.1.14
- Contrat de gré à gré dans le cas des cadres, 1.1.14
- Contre-lettre, 1.1.7
- Convention collective, 1.2.3
- Cumul du statut de salarié et d'actionnaire minoritaire et/ou d'administrateur, 1.1.9[1]
- Définition, 1.1.1
- Discussions ou sollicitations préembau-
che, 1.2.2[1]
- Dispositions de la *Charte des droits et libertés de la personne*, 1.2.2, 1.3.12
- Dispositions de la *Loi sur les normes du travail* (L.N.T.), 1.2.2, 1.3.11
- Dérogations (art. 124), 21.1.1
 - Loi d'ordre public (art. 93 L.N.T.), 15.0.2
- Dispositions des lois d'ordre public, 1.2.2, 1.3.10, 15.0.2
- Entente inférieure aux normes, 1.3.11
- Dispositions du *Code civil du Québec*, 1.1.3[4], 1.2.1, 1.2.2, 1.3.2
- Distinction avec le contrat d'entreprise ou de service, 1.1.3, 1.1.3[1]
- Distinction avec le contrat de société, 1.1.3[3]
- Durée, 1.1.2, 5.0.1
- Éléments déterminants, 1.1.3[2]
- Entente de principe, 1.1.18[1]
- Forme, 1.1.18, 1.1.18[1], 1.1.19
- Garantie d'emploi à vie, 1.1.11[1]
- Intention des parties, 1.2.2
- Lien de subordination, 1.1.3, 1.1.8, 16.1.10
- Modification des fonctions, 3.2.24
- Modification en contrat d'entreprise, 1.1.9
- Modification expresse, 3.2.28
- Modification sur accord des parties, 1.2.2
- Nature *intuitu personæ* (*personnelle*), 1.1.6, 1.1.7, 1.1.20
- Négociation des conditions de travail préalablement à la signature, 1.1.15[2], 16.3.26[1], 18.3.22[1]
- Obligations de l'employeur, 1.3.2
- Obligations du salarié, 1.3.6
- Priorité d'emploi pour un emploi sa-
sonnier, 5.4.22[1]

- Refus de renouveler son contrat d'emploi annuel
- Évaluation d'une démission, 18.3.4
- Rémunération, 1.1.12
- Renouvellement, 5.4.22[1]
- Représentations mensongères du salarié, 1.2.2[2], 1.2.2[3]
- Résiliation, 1.3.6, 3.1.1
- Délai de prescription supplémentaire (art. 2895 C.c.Q.), 42.1.23[1]
 - Dispositions du *Code civil du Québec*, 3.1.5, 3.1.6
 - Effet de l'aliénation de l'entreprise, 8.3.3
- Rupture
- Dommages contractuels et dommages moraux, 6.1.1
 - Geste « contractuel » abusif (interprétation erronée), 2.1.24
 - Rupture brutale ou intempestive, 2.1.15, 2.1.18, 2.1.20, 2.1.45, 3.3.5, 3.3.5[1]
- Salarié, 1.1.4, 1.1.6
- Sources du droit, 1.2.1
- Stipulations négociées entre les parties, 1.2.2
- Suspension administrative, 3.2.19
- Voir aussi* **Congédiement, Employeur, Salarié**
- Contrat de travail à durée déterminée**
- Absence de présomption, 24.1.3
- Avis de cessation d'emploi, 24.1.1
- Avis de non-renouvellement, 5.5.33
- Calcul du délai de congé, 5.4.14, 5.4.15
- Reconduction pour une durée indéterminée, 5.2.9[3], 5.4.23
- Clause, 1.2.2
- Clause de non-concurrence, 5.4.11
- Clause de préavis (délai de congé), 5.5.1, 5.5.19, 5.5.20, 5.5.32
- Abus de droit, 5.5.13
 - Clause prévoyant s'appliquer en sus du contrat de travail (rémunération à paiement différé), 5.5.9[1]
- Clause de probation, 5.5.33[1]
- Clause de réévaluation annuelle des conditions de travail, 5.4.6
- Clause de résiliation *Voir* Résiliation
- Courriel ultérieur, 5.4.12[3]
- Critères, 5.4.2
- Définition, 24.1.2[1]
- Dispositions applicables, 5.4.1
- Fin du contrat, 5.4.1
- Garantie d'emploi, 5.4.4, 5.4.8, 5.4.9
- Augmentation de salaire, 6.1.61
- Indemnité de délai de congé, 5.4.13
- Réclamation d'une indemnité supérieure à la partie non écoulée du contrat de travail, 5.4.13
 - Recours en vertu du droit des contrats prévu au *Code civil du Québec*, 2.1.12, 2.1.13
- Intention des parties, 24.1.2[1]
- Interprétation restrictive, 24.1.3
- Légitimité, 5.4.1
- Mise à pied, 5.4.1[1]
- Non-renouvellement, 5.4.27, 18.2.71, 46.0.1[1], 50.1.5[2]
- Milieu spécifique de la radiodiffusion, 5.4.28
 - Procédure d'avis, 5.4.13
- Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 5.4.18, 7.1.17
- Permanence d'emploi, 5.4.8, 5.4.10
- Réclamation pour perte, 5.4.7
- Qualification
- Termes non équivoques, 5.4.6
- Recours en dommages, 5.4.16

- Régime d'options d'achat d'actions, 5.4.12[1]
- Réintégration, 2.4.9
- Renouvellement, 5.4.19, 5.4.20, 5.4.22, 5.5.32
- Contexte de renouvellements successifs, 5.4.25
 - Continuation d'application des conditions essentielles du travail, 5.4.24
 - Dispositions du *Code civil du Québec*, 5.4.21
 - Négociation d'une forme additionnelle de rémunération, 5.4.24
 - Non-reconduction des clauses restrictives, 5.4.24
 - Notion de service continu, 5.4.1, 16.2.7
 - Reconduction pour une durée indéterminée, 5.2.9[3], 5.4.23
- Réserve d'un droit de mise à pied, 5.4.1[1]
- Résiliation, 5.5.32, 5.5.33
- Absence de préjudice direct et quantifiable, 5.4.17[3]
 - Calcul des dommages, 20.2.1
 - Clause de résiliation (à la discrétion de l'employeur), 5.4.1[1], 5.5.33
 - Dispositions du *Code civil du Québec*, 5.5.33
 - Indemnité, 5.4.13
 - Sans motif sérieux, 5.4.17[1]
- Sécurité d'emploi *Voir* Garantie d'emploi « Terme incompressible de cinq ans », 5.4.12
- Transformation en un contrat à durée indéterminée, 18.2.59[5]
- Vacances annuelles, 6.1.54
- Voir aussi* **Congédiement déguisé**
- Contrat de travail à durée fixe**, 50.1.5[1]
- Contrat de travail à durée indéterminée**
- Absence de sécurité d'emploi, 5.1.1
- Âge de la retraite, 5.4.5
- Calcul du délai de congé, 5.1.12, 5.2.25
- Employé ayant quitté un emploi certain et rémunérateur, 5.2.16
 - Importance du poste, 5.2.12
 - Incidence de l'aliénation de l'entreprise, 8.3.1, 8.3.2, 8.3.2[1]
- Caractère raisonnable du délai de congé, 5.1.8, 5.1.9, 5.1.10, 5.1.15
- Congédiement pour motifs économiques, 5.1.11
- Clause de préavis (délai de congé), 5.5.2, 5.5.28, 5.5.34
- Abus de droit, 5.5.14
- Congédiement, 3.2.9, 3.2.17, 5.1.1
- Démission, 3.3.2
- Employeur assujéti à la *Loi sur les normes du travail* (L.N.T.), 5.1.2
- Indemnité de délai de congé, 2.1.2, 2.1.10
- Tenant lieu de délai de congé, 5.1.13, 5.1.14, 5.2.2, 5.2.59, 5.5.2
- Indemnité de fin (ou cessation) d'emploi, 5.5.2
- Mise à pied temporaire
- Absence d'obligation de rémunérer, 18.2.31
- Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 7.1.17
- Point de départ du délai de congé, 5.1.5
- Absence pour cause de maladie, 5.1.7[2]
- Préavis, 5.1.2, 5.1.4, 5.1.12, 5.2.1
- Cadre supérieur, 5.1.3
 - Calcul *Voir* Calcul du délai de congé
 - Motif, 5.1.8

- Préavis insuffisant complété d'une indemnité additionnelle, 5.1.4, 5.1.7
 - Point de départ du délai de congé, 5.1.1
 - Présomption, 5.4.2, 5.4.2[1]
 - Prestation de travail à accomplir, 5.1.4, 5.1.6
 - Qualification, 5.4.3[1], 5.4.3[2]
 - Réintégration, 2.4.1, 2.4.9, 2.4.12
 - Résiliation
 - Calcul des dommages, 20.1.1
 - Cumul des indemnités, 20.1.7
 - Dispositions du *Code civil du Québec*, 2.1.2
 - Sans motif sérieux, 2.1.3, 5.1.1
 - Vacances annuelles, 6.1.55
- Contremaître**, 1.3.2
- Contrat individuel de travail**
Voir **Contrat de travail**
- Convention collective**
- Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, 44.1.9
 - Accident du travail et maladie professionnelle (art. 32 L.A.T.M.P.), 37.3.1
 - Défense de l'employeur, 37.8.1
 - Exercice d'un droit prévu à la convention collective, 37.1.9, 37.1.10
 - Aliénation de l'entreprise, 8.2.17, 8.2.22
 - Avis de cessation d'emploi, 24.1.3
 - Clause restrictive, 10.1.35
 - Contrat de travail, 1.2.3
 - Délai de congé, 5.5.30
 - Dommages moraux ou punitifs, 2.3.1
 - Employé à l'essai, 18.3.12
 - Exclusion, 16.4.9
 - Indemnité de fin (ou cessation) d'emploi, 31.1.1
 - Mise à pied
 - Droit de rappel, 29.1.5
 - Plainte en vertu de l'article 82 L.N.T. (préavis)
 - Recours prévu à la convention, 30.1.1
 - Plainte en vertu du *Code canadien du travail*, 42.1.37, 42.1.37[1]
 - Procédure de réparation en matière de congédiement sans cause juste et suffisante, 16.4.1
 - Recours (art. 124 L.N.T.)
 - Disposition incompatible réputée non écrite, 14.0.5
 - Préséance de la loi, 16.2.14
- Convention d'aide au transfert de la clientèle**
 Modification substantielle des conditions de travail, 3.2.23
- Convention d'aide au transfert de portefeuille d'actifs**
- Résiliation
 - Comportement abusif de l'employeur (dommages moraux), 2.1.30[1], 6.2.27[2]
 - Réclamation pour perte de commissions et perte de la valeur de revente d'actifs, 6.1.30[1]
- Conversion des devises**
- Clause de préavis (délai de congé), 5.5.9[3]
- Cotisation professionnelle**, 6.1.129[1], 20.4.24[6]
- D –
- Déboursés extrajudiciaires**, 6.1.134[2], 6.1.135, 6.1.135[1], 6.1.135[2], 6.2.28[2], 20.4.7

Définition

Administrateur de fait, 9.2.1, 9.2.1[1]
 Âge normal de la retraite, 33.2.1
 Aliénation de l'entreprise, 8.2.1, 16.3.8, 28.1.2
 Année, 16.2.4
 Autre cause juste et suffisante (plainte en vertu de l'art. 32 L.A.T.M.P.), 37.5.8, 37.5.10
 Cadre, 16.1.21
 Cadre supérieur, 16.1.21
 Cas de force majeure, 26.3.1
 Concession, 8.2.7
 Concession de l'entreprise, 16.3.8, 28.1.2
 Congédiement, 3.1.1, 3.2.2, 18.2.1, 42.1.24
 Congédiement déguisé, 3.2.1, 18.3.1
 Congédiement injuste (fédéral), 42.2.1
 Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 4.1.3, 18.4.2, 42.1.24[2]
 Contrat d'emploi, 1.1.3
 Contrat d'entreprise ou de service, 1.1.3
 Contrat de société, 1.1.3[3]
 Contrat de travail, 1.1.1
 Contrat de travail à durée déterminée, 24.1.2[1]
 Décision motivée, 21.2.4
 Démission forcée, 18.3.1
 Déplacement, 44.1.1, 46.0.10
 Devoir de loyauté, 4.2.32, 11.3.2
 Directeur (fédéral), 42.1.14
 Droits personnels, 2.5.1
 Entreprise, 8.2.4
 Épuiser les recours découlant de la convention collective, 30.1.6
 Établissement, 39.0.4
 Exploitation de l'entreprise, 8.2.4
 Faute grave, 26.2.1
 Licenciement, 18.2.2

Licenciement collectif, 22.1.5
 Mise à pied, 18.2.27
 Motif sérieux (congédiement), 4.1.1, 4.1.2, 4.1.20, 4.2.18
 Obligation de discrétion, 11.3.2
 Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 7.1.6
 Préjudice moral, 19.4.8[3]
 Rémunération, 1.1.12
 Salaire, 1.1.12
 Salarié, 1.1.4, 1.1.10, 16.1.1
 Service continu

- Avant le 1^{er} janvier 1991, 16.2.3
- Depuis le 1^{er} janvier 1991, 16.2.2, 16.3.16

 Sollicitation, 11.5.26
 Solliciter (clause de non-sollicitation), 10.2.125
 Travailleur, 37.2.1
 Vente en justice, 28.1.2

Délai de congé

Allongement (tendance récente des tribunaux), 5.2.85[5]
 Calcul, 5.2.1
 Contrat de société, 1.1.3[3]
 Contrat de travail à durée indéterminée, 5.1.1
 Convention collective, 5.5.30
 Double emploi avec les dommages moraux, 6.2.34[4], 9.1.5, 9.1.33[4]
 Licenciement collectif, 4.2.79
 Motif, 5.1.8
 Obligation de donner un délai de congé (réciprocité), 3.3.4
 Plafond, 5.2.85[9]
 Réduction, 3.2.29
 Salarié non syndiqué

- Employé à l'essai, 2.6.5

Voir aussi Avis de cessation d'emploi, Calcul du délai de congé, Clause

- de préavis (délai de congé),
Indemnité de délai de congé,
Préavis**
- Intention de démissionner à une date déterminée dans le futur, 22.2.8, 22.2.9
 - Intention de démissionner sur-le-champ, 22.2.9
 - Obligations de l'employeur, 22.2.8
 - Réduction par l'employeur du préavis de démission donné par l'employé, 41.0.11
 - Refus de travailler pendant la période du préavis (renonciation au droit de réclamer l'indemnité), 22.2.7
 - Renversement du courant jurisprudentiel, 22.2.8
- Délai de congédiement**
- Voir Délai de congé*
- Délai de préavis**
- Voir Clause de préavis (délai de congé), Délai de congé*
- Déloyauté**
- Voir Devoir de loyauté*
- Déménagement (frais)**
- Voir Frais de déménagement*
- Démission**
- Abandon du travail, 18.2.91[2], 18.3.6[1]
- Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, 18.3.6, 46.0.3
- Abus de droit, 3.3.5
- Acceptation d'un autre emploi
- Salarié régi par le *Code canadien du travail*, 41.0.10[1]
- Accident du travail et maladie professionnelle
- Recours, 37.6.5
- Appréciation, 18.3.4, 42.1.28[1], 46.0.5[1]
- Avantages sociaux et régime de retraite, 3.3.10
- Avis de cessation d'emploi, 22.2.7
- Aucun droit au préavis, 22.2.7
 - Droit de recevoir sa rémunération, 22.2.8
 - Droit de renoncer au préavis, 22.2.8
 - Fardeau de la preuve, 22.2.7
 - Faute grave, 22.2.10
- Avis de l'employé, 3.3.2, 3.3.4
- Indemnité compensatrice, 3.3.5, 3.3.5[1], 3.3.7
 - Obligation de donner un délai de congé (réciprocité), 3.3.4
 - Obligation de prudence, diligence et loyauté, 3.3.5
 - Préavis de démission écourté unilatéralement par l'employeur, 3.3.9
- Caractère libre et volontaire, 3.3.1[2], 3.3.1[3], 18.3.8[4], 22.2.7, 46.0.5[1]
- Cause juste et suffisante, 3.3.3
- Clause restrictive, 10.3.98, 10.3.99
- Concurrence déloyale, 3.3.5[1]
- Conditionnelle, 18.3.4, 18.3.8[2]
- Conduite de l'employé, 18.3.7
- Congé non autorisé, 18.3.6[1]
- Congédiement déguisé, 3.2.5, 3.2.6, 3.2.9, 3.2.23, 3.2.30[1], 3.2.31[1], 6.2.27[1], 16.3.31[1], 18.3.1, 20.5.3, 37.1.3, 42.1.27
- Congédiement par induction, 3.2.5, 3.2.23, 18.3.7
- Congédiement pendant la période de préavis, 3.3.8, 3.3.9
- Critères d'appréciation, 18.3.4, 18.3.11

- Délai de congé au bénéfice des deux parties, 3.3.8
 - Démission sur-le-champ, offre de rester un certain temps, 3.3.8
 - Durée déraisonnable du préavis de démission, 3.3.9
 - Options de l'employeur, 3.3.8
 - Préavis de démission au bénéfice de celui qui le reçoit, 3.3.8
 - Renonciation au droit de recevoir un préavis (date effective de la démission), 3.3.9
- Déception de ne pas avoir été nommé associé malgré des demandes répétées, 18.3.8[4]
- Démission concomitante de 3 employés, 3.3.5[2]
- Démission forcée, 3.2.2, 3.3.1, 18.3.3, 42.1.27
- Appréciation d'un congédiement déguisé, 18.3.11
 - Démission attribuable aux invectives du nouvel acquéreur, 3.2.21[1]
 - Pression morale induite de l'employeur, 18.3.4
- Domages-intérêts conventionnels, 1.1.17
- Évaluation, 18.3.49, 18.3.50
- Fardeau de la preuve, 3.3.1[1], 18.3.9
- Faute grave, 18.3.4
- Harcèlement psychologique (fausse croyance), 18.3.16[1]
- Impact de la couverture médiatique de la démission sur la réputation, 2.1.35
- Indemnité, 3.3.1, 3.3.8, 18.3.7, 41.0.10[1], 41.0.10[2], 41.0.11, 41.0.12
- Clause pénale, 3.3.6
 - Délai de préavis de démission écourté unilatéralement par l'employeur, 41.0.11
- Interprétation, 18.3.8
- Message texte, 18.3.8[1]
- Mode de calcul des commissions (démission durant le processus de négociation), 3.2.20[1]
- Non-disponibilité suite à un rappel, 18.3.5
- Offre de réintégration
- Assujettissement au désistement des plaintes, 18.3.7[1]
 - Défaut de donner suite, 18.3.7[1]
- Prestation de retraite, 18.3.7
- Rachat d'actions, 6.1.137
- Réaffectation d'emploi, 18.3.4
- Refus de l'employé, 18.3.46[2]
- Réduction par l'employeur du préavis de démission donné par l'employé
- Congédiement sans cause juste et suffisante, 18.5.1
 - Indemnité, 41.0.11
- Refus d'accepter un transfert
- Salarié régi par le *Code canadien du travail*, 41.0.10[2]
- Refus d'adhérer à la modification de la structure organisationnelle, 18.3.4
- Refus de renouveler son contrat d'emploi annuel, 18.3.4
- Refus de travailler à mi-temps ou en soirée, 18.3.22, 18.3.22[2]
- Refus de travailler la fin de semaine, 18.3.22
- Refus de travailler pour le nouvel employeur, 3.2.22[6], 3.2.31[4], 8.3.15, 8.3.16
- Refus des mesures contre la COVID-19, 18.3.8[4]
- Refus prévisible d'un employé de voir son salaire réduit de 40 %, 3.2.23
- Régime d'options d'achat d'actions
- Durée du droit d'exercice, 6.1.97
- Relevé d'emploi, 18.3.7
- Rétractation
- Consentement de l'employeur, 16.2.16[1], 18.3.4[1]

Rétrogradation, 18.3.20

Salarié régi par le *Code canadien du travail*

- Acceptation d'un autre emploi, 41.0.10[1]
- Préavis de démission, 41.0.9
- Refus d'accepter un transfert, 41.0.10[2]

Démission forcée

Voir Démission

Départ volontaire

Voir Démission

Dépendance économique

Lien de subordination, 1.1.3[1], 16.1.10

Déplacement

Interprétation, 44.1.1, 46.0.10

Licenciement, 18.2.61

Salarié régi par le *Code canadien du travail*

- Refus d'accepter un déplacement, 41.0.10

Dépression ou état dépressif, 2.1.28, 2.1.40, 5.1.7[2]

Congédiement déguisé, 3.2.31[1]

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)

- Délai d'imposition, 18.4.13

Transaction et quittance, 2.7.2, 3.2.31[1], 6.2.26[1]

Voir aussi Trouble de santé mentale, Trouble psychologique

Devoir d'accommodement

Voir Obligation d'accommodement

Devoir d'agir équitablement, 2.1.21, 4.2.2, 6.2.24

Devoir de loyauté, 1.3.7, 1.3.8, 10.1.12, 10.2.119

À la cessation d'emploi, 11.1.1

Absence de clause de non-concurrence, 11.5.70

Accident du travail et maladie professionnelle, 37.7.3

Antécédents judiciaires, 4.2.56[2]

Après la cessation d'emploi, 11.2.1

Bonne foi et fidélité, 4.2.33, 11.5.5

Clause de non-concurrence, 11.5.2

Clause restrictive, 10.1.11

Compétence de la Cour supérieure, 11.6.1[1]

Comportement de l'employeur, 11.5.20

- Résiliation d'une convention d'aide au transfert de portefeuille d'actifs, 2.1.30[1], 6.2.27[2]

Concept, 11.2.2

- Application, 11.3.4, 11.7.1

Concurrence, 4.2.33, 4.2.40, 11.5.10[2], 11.5.14[3]

Concurrence avec l'ancien employeur, 4.2.33, 11.5.51

- Complot, 11.5.14[1]
- Concurrence loyale, 11.5.71
- Domaine précis d'activités, 11.5.53
- Importance du poste occupé, 11.5.55
- Interdiction d'exploiter leur nouvelle entreprise, 11.5.55[1]
- Interdiction de faire affaire, 11.5.59

Conflit d'intérêts, 4.2.33, 4.2.45, 4.2.50

- Déclaration à l'employeur, 4.2.42
- Simple possibilité, 4.2.35

- Situation de faits incompatible avec son travail, 4.2.34

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 4.2.16[2], 4.2.32

- Congédiement sans cause juste et suffisante, 11.5.17
- Congédiement sans préavis, 4.1.9[1], 4.2.20, 4.2.56[3], 26.2.9
- Définition, 4.2.32, 11.3.2
- Délai de congé, 3.3.5
- Devoir de fiduciaire, 10.1.10
- Discussions avec un futur employeur, 11.5.16[1]
- Dispositions de la *Loi canadienne sur la société par actions*, 4.2.45
- Dispositions du *Code civil du Québec*, 4.2.45, 11.2.3, 11.3.1
- Doctrines de la divulgation inévitable, 11.5.72
- Durée des prohibitions, 11.6.15
- Employé concerné, 11.4.1, 11.4.8, 11.4.22
- Administrateur et dirigeant, 4.2.45, 11.1.33, 11.5.5
 - Distinction entre cadre et simple employé, 11.4.2, 11.4.3
 - Employé n'exerçant pas nécessairement une fonction d'autorité, 11.4.13
 - Importance de la relation contractuelle, 11.4.32
 - Importance du contrôle, 11.4.4
 - Importance du poste, 11.4.7
- En l'absence d'une clause de non-concurrence, 11.5.2, 11.5.5
- Étendue, 11.5.1
- Mauvaise foi, 11.5.4, 11.5.5, 11.5.10[2], 11.5.14[1], 11.5.14[3], 11.5.15
- Exclusivité, 1.1.3[2], 4.2.43
- Clause de consacrer « la totalité » de son temps de travail et de ses efforts à l'employeur, 4.2.44[1]
- Expiration, 11.5.78[1]
- Fondements, 11.2.6
- Arrêt *Canadian Aero*, 11.2.7, 11.4.2
 - Droit civil, 11.2.11
- Notion de *fiduciary duty*, 11.2.10
- Impact des gestes de l'employé, 11.3.3
- Importance des actes de concurrence, 11.4.18
- Incitation à quitter son emploi, 4.2.54[3]
- Libre concurrence, 11.1.24, 11.2.18, 11.3.2, 11.5.41, 11.6.15[2], 11.6.34
- Limites, 11.2.9
- Malhonnêteté, 4.2.45, 18.4.5
- Manquement grave, 4.2.56[3]
- Mode de calcul des commissions, 4.2.44[2]
- Non-exclusivité
- Tolérance par l'employeur, 4.2.44
- Non-respect, 4.2.32, 4.2.48, 26.2.9
- Occasion d'affaires (appropriation), 11.5.85
- Clause de non-concurrence, 11.5.86[3]
 - Information confidentielle, 11.5.85, 11.6.36
 - Occasion d'affaires en voie de réalisation, 11.5.86[2]
- Personne en autorité, 11.2.15
- Portée, 11.2.5, 11.2.8, 11.3.4, 11.4.29, 11.5.2, 11.5.24
- Interprétation restrictive, 11.5.5
- Post-contractuel, 11.5.2, 11.5.5
- Poursuite civile entre un client de l'employeur et le salarié, 4.2.56[1]
- Préjudice potentiel, 4.2.35
- Procédure judiciaire contre l'employeur, 4.2.56
- Protection de l'employeur, 11.2.4
- Recherche d'un autre emploi, 11.5.5
- Réciprocité, 1.3.5
- Recours de l'employeur, 11.6.1
- Contre le nouvel employeur, 11.6.44
 - Injonction, 11.6.2

- Recours en dommages, 11.1.14, 11.6.1, *11.6.33*
- Utilisation illégale d'informations confidentielles, 11.1.14
- Relation amoureuse, 4.2.39
- Résiliation du contrat sans motif sérieux, 11.5.19
- Situation floue ou ambiguë, 4.2.41
- Sollicitation de la clientèle de l'ancien employeur, 11.5.5, *11.5.8*, *11.5.25*
- Sollicitation des employés de l'ancien employeur, *11.5.73*
- Suspension pour fins d'enquête, 4.2.52
- Terminologie, 11.2.16
- Tolérance de l'employeur, 4.2.44
- Transmissibilité, 11.5.87, 11.5.88
- Voir aussi* **Clause restrictive, Concurrence avec l'ancien employeur, Concurrence déloyale, Expectative légitime, Fraude, Honnêteté, Malhonnêteté, Sollicitation de la clientèle, Vol**

- Diffamation**, 11.6.9[1]
- Preuve, 2.1.34[1]

- Dignité de la personne**
- Voir* **Droits et libertés fondamentaux**

- Diminution du salaire**
- Voir* **Salaire**

- Dirigeant**
- Voir* **Administrateur, actionnaire et dirigeant, Cadre**

- Discrimination**, 1.3.12
- Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, 44.1.1, 46.0.1
- Accident du travail et maladie professionnelle (recours), 37.6.6, 37.6.16
- Calcul du délai de congé, 5.2.13

- Congédiement pour motifs économiques, 4.2.80
- Licenciement ou mise à pied
 - Critères de sélection, 18.2.60
 - Respect de l'ancienneté, 18.2.44
- Mise à la retraite (art. 122.1 L.N.T.), 32.0.1, 34.0.1, 34.0.12
 - Présomption, 33.1.4, 33.1.5
- Recours (fédéral), *42.1.38*

- Division d'entreprise**, 8.2.5
- Voir aussi* **Aliénation de l'entreprise**

- Doctrine de l'expectative légitime**
- Voir* **Expectative légitime**

- Doctrine de la divulgation inévitable**
- Voir* **Devoir de loyauté**

- Document falsifié**
- Voir* **Faux document**

- Dommages causés aux biens de l'employeur**
- Congédiement sans préavis, 26.2.9

- Dommages contractuels**
- Abus du droit de congédier, 2.1.18, 2.1.43[7], 2.1.44, 6.1.6
 - Geste « contractuel » abusif, 2.1.24
- Congédiement pour motifs économiques, 4.2.98, 4.2.99
- Cumul du recours avec celui de l'article 82 L.N.T., *2.1.4*
- Obligation de diligence de l'employeur
 - Discussions ou sollicitations pré-embauche, 1.2.2[1]
- Recours en vertu du *Code civil du Québec*, *2.1.2*
- Voir aussi* **Calcul des dommages contractuels, Indemnité de délai**

- de congé, Obligation de réduire (minimiser) les dommages**
- Dommages directs et indirects, 6.1.4**
- Dommages exemplaires**
Voir Dommages punitifs
- Dommages extracontractuels, 2.2.2, 2.2.9, 5.2.3**
- Employé régi par une convention collective, 2.3.1, 2.3.4
- Arrêt *Agropur*, 2.3.6
 - Arrêt *Béliveau St-Jacques*, 2.3.7
 - Arrêt *Foisy*, 2.3.5
 - Arrêt *St. Anne Nackawic*, 2.3.2
 - Arrêt *Weber*, 2.3.3
- Recours (art. 124 L.N.T.)
- Pouvoirs de l'arbitre ou du juge administratif (art. 128 L.N.T.), 19.4.1
- Recours en vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne*, 2.2.9, 2.3.7
- Recours en vertu du *Code civil du Bas Canada*, 2.2.8
- Recours en vertu du *Code civil du Québec*, 2.2.1, 2.2.8, 2.2.10
- Voir aussi Dommages moraux*
- Dommages imprévisibles, 6.1.4**
- Dommages moraux**
- Abus du droit de congédier, 2.1.16, 2.1.20[1], 2.1.21, 2.1.24, 2.1.25, 2.1.26, 2.1.30, 2.1.30[3], 2.1.31, 2.1.31[2], 2.1.31[3], 2.1.35, 2.1.41, 2.1.42[1], 2.1.42[2], 2.1.44, 2.2.1, 6.2.23, 6.2.26[1], 6.2.27[3], 6.2.28, 6.2.28[2], 6.2.34[4]
- Atteinte à l'honneur, à la dignité et à l'intégrité professionnelle, 2.1.16, 2.1.30, 2.1.30[3], 6.2.27[3]
 - Clause de préavis (délai de congé), 2.1.42[1], 2.1.42[2]
 - Intention de nuire, 6.2.28[2]
 - Stratagème d'oppression, 6.2.34[4]
- Administrateur, actionnaire et dirigeant
- Responsabilité personnelle envers l'employé, 9.1.6, 9.1.9[1]
- Anxiété *Voir Trouble psychologique*
- Application, 6.2.16, 6.2.26
- Conduite de mauvaise foi (employeur), 2.1.21, 2.1.30[1], 2.1.30[2], 2.1.30[3], 2.1.33, 2.1.35, 3.2.31[1], 6.2.26[1], 6.2.27[1], 6.2.27[2], 6.2.33[1], 6.2.34[5], 43.4.22
- Conduite fautive du représentant de l'employeur, 6.2.34[8]
- Congédiement cavalier et humiliant, 2.1.31[1], 2.1.31[2], 2.1.31[3], 6.2.26[1], 6.2.30, 6.2.32, 6.2.34[5], 6.2.34[9]
- Congédiement sans motif sérieux, 6.2.34[3]
- Dommages indemnifiables sous une autre loi, 2.1.31[2]
- Dommages non attribuables au congédiement, 19.4.8[2]
- Double emploi avec le délai de congé, 6.2.34[4], 9.1.5, 9.1.33[4]
- Employé régi par une convention collective, 2.3
- Expectative légitime, 6.2.18, 6.2.24
- Fausse déclaration du salarié, 19.4.8[2]
- Faute déontologique, 6.2.23
- Faux motifs de congédiement, 2.1.43
- Fin d'emploi, 2.1.33
- Formes, 6.2.1
- Honoraires d'avocats, 6.1.132
- Humiliation *Voir Trouble psychologique*
- Indemnité additionnelle, 2.2.8
- Indemnité de délai de congé, 5.2.54, 6.2.24
- Quittance, 6.2.28[1]
 - Recours en vertu du *Code civil du Québec*, 5.2.11

- Interprétation, 19.4.8[3]
- Manque de considération, de clarté et de transparence, 6.2.34[9]
- Nouvelle tendance jurisprudentielle, 6.2.24
- Obligation déontologique
- Manquement, 6.2.23
- Partage de responsabilité, 2.1.40
- Pouvoirs du juge administratif (*Code civil du Québec*), 19.4.8
- Préjudice à la réputation, 2.2.2, 2.2.10, 6.2.26.2.23, 6.2.34[3]
- Refus, 6.2.3, 6.2.3[1], 6.2.9[1], 6.2.9[2]
- Preuve, 19.4.8, 19.4.8[1]
- Principes applicables, 6.2.10
- Arrêt de principe, 6.2.12
- Recours (art. 124 L.N.T.)
- Pouvoirs de l'arbitre (fédéral), 43.4.22
 - Pouvoirs de l'arbitre ou du juge administratif (art. 128 L.N.T.), 19.4.4, 19.4.11
 - Critères d'octroi, 19.4.6
- Réduction, 2.1.31[2], 19.4.8
- Facteurs extérieurs non pertinents avec l'emploi, 19.4.10
 - Fin d'emploi, 19.4.10
 - Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 19.4.9, 20.5.21
- Résiliation d'une convention d'aide au transfert de portefeuille d'actifs, 2.1.30[1], 6.2.27[2]
- Responsabilité de l'expert, 2.2.7
- Responsabilité du cadre, 2.2.6
- Traitement de l'employé avant sa fin d'emploi, 2.1.38[1]
- Traumatisme *Voir* Trouble psychologique
- Trouble psychologique, 2.1.24, 2.1.30[2], 2.1.31[2], 2.1.35, 6.2.10, 6.2.34[5]
- Voir aussi* **Dommages extracontractuels**
- Dommages prévisibles**, 6.1.4
- Dommages punitifs**, 2.2.9, 6.2.42
- Abus du droit de congédier, 2.1.21, 2.1.43[7], 2.1.44, 6.2.28[2], 6.2.41, 6.2.45
- Atteinte à l'honneur, à la dignité et à l'intégrité professionnelle, 2.1.16, 2.1.30, 6.2.40[2]
- Acte malhonnête, 4.2.51
- Capacité de payer, 6.2.48[1]
- Contrat de société, 6.2.46
- Critères d'appréciation, 6.2.48, 6.2.49
- Arrêt *Keays*, 6.2.49
- Délai de congé, 5.2.109[4]
- Diffusion intentionnelle de courriels à contenu cruel et menaçant par l'employeur, 2.1.30, 6.2.28[2], 6.2.45[2]
- Dignité de la personne, 6.2.48[1]
- Dispositions de la *Charte des droits et libertés de la personne*, 6.2.35, 6.2.36, 6.2.48
- Dispositions du *Code civil du Québec* (art. 1621), 6.2.48
- Double emploi, 6.2.49
- Droit de l'employé, 6.2.35
- Employé régi par une convention collective, 2.3
- Harcèlement, 6.2.33
- Harcèlement sexuel, 6.2.34[6], 6.2.47
- Lois à nature sociale, 6.2.35
- Modification substantielle des conditions de travail, 6.2.48[1]
- Objectifs, 6.2.49
- Octroi d'une indemnité manifestement exagérée, 6.2.48[1]

Préjudice à la réputation, 6.2.42,
6.2.45[1]

Preuve, 6.2.37

Recours (art. 124 L.N.T.)

- Pouvoirs de l'arbitre (fédéral),
43.4.22[1]
- Pouvoirs de l'arbitre ou du juge
administratif (art. 128 L.N.T.),
19.4.4, 19.4.11

Refus de fournir une lettre de recom-
mandation, 13.0.6[2]

Retard à fournir le relevé d'emploi,
6.2.43

Dommages-intérêts

Voir **Recours en dommages**

Don d'organes ou de tissus à des fins de greffe

Voir **Absence pour cause de maladie,
de don d'organes ou de tissus,
d'accident ou de violence conju-
gale ou à caractère sexuel**

Dormir au travail

Congédiement sans préavis, 26.2.9

Insubordination, 4.2.11[1]

Drogue, 4.2.57

Maladie, 4.2.59

Droit à la réintégration

Voir **Réintégration**

Droit de congédier

Abus du droit de congédier, 2.1.16

Droit de gérance

Voir **Abus de droit, Employeur**

Droit de rappel

Voir **Mise à pied**

Droits et libertés fondamentaux

Contrat de travail, 1.2.2, 1.3.12

Devoir de loyauté, 1.3.8

Dignité de la personne, 1.3.2, 6.2.27,
6.2.40[1], 6.2.45[1], 6.2.48[1]

Dommages extracontractuels, 2.2.9

Plainte en vertu de l'article 32
L.A.T.M.P.

- Mesure justifiée par une autre
cause juste et suffisante, 37.5.10

Réintégration, 2.4.4

Voir aussi **Discrimination**

Droits personnels

Définition, 2.5.1

Délai de prescription, 2.5.1

Durée du contrat de travail, 1.1.2

Voir aussi **Contrat de travail à durée
déterminée, Contrat de travail à
durée fixe, Contrat de travail à
durée indéterminée**

– E –

Écart de conduite, 4.2.14

Embauche

Fausse allégation, 37.8.18

Lettre d'embauche, 5.4.12[3], 18.3.42

Représentations mensongères, 1.2.2[2],
1.2.2[3]

Voir aussi **Préembauche**

**Emploi à caractère saisonnier,
intermittent ou périodique, 5.4.22[1],
16.2.12**

Avis de licenciement collectif, 22.1.5

Emploi continu

Voir **Service continu**

Employé

Voir **Employé à l'essai, Employé ayant quitté un emploi certain et rémunérateur, Employé qui part à son compte, Salarié**

Employé à l'essai

Accident du travail et maladie professionnelle, 37.7.3

Congédiement, 1.1.18[1], 2.6.1

- Avis de cessation d'emploi, 2.6.2
- Non syndiqué, 2.6.5
- Offre de réaffectation, 2.6.8
- Période d'essai, 2.6.7

Congédiement déguisé, 18.3.12

Exclusion en regard de la convention collective, 16.4.9

Progression des sanctions, 18.4.5

- Résiliation à l'expiration de la période d'essai, 2.6.6
- Tribunal compétent, 2.6.9, 2.6.10, 16.5.12[1]

Voir aussi **Probation**

Employé ayant quitté un emploi certain et rémunérateur, 5.2.16

Calcul du délai de congé, 5.2.19[1], 5.2.20[1], 5.2.24[1]

Congédiement sans cause, 2.1.37, 5.2.16, 5.2.18, 5.2.19, 5.2.19[1], 5.2.22

Critère de sollicitation, 5.2.17, 5.2.20, 5.2.24

Discussions ou sollicitations préembauche, 1.2.2[1]

Employé n'ayant occupé aucun emploi au moment de son embauche, 5.2.24[1]

Indemnité de délai de congé, 5.2.16, 5.2.85[14]

Motifs de l'employé, 5.2.23

Promesse de l'employeur, 5.2.16, 5.2.17, 5.2.18

Risques à soupeser par l'employé, 5.2.21

Employé cadre

Voir **Cadre**

Employé clé

Voir **Administrateur, actionnaire et dirigeant, Cadre**

Employé qui part à son compte

Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 7.6.1, 7.6.2

- État du droit dans les provinces canadiennes de common law, 7.6.2
- Indemnité tenant lieu de délai de congé, 7.6.2

Employé régi par le Code canadien du travail

Voir **Salarié régi par le Code canadien du travail**

Employeur

Abus du droit de congédier, 2.1.21, 5.5.15

Bonne foi, 1.3.5, 5.2.3

Clause restrictive au contrat de travail, 10.1.1

Congédiement

- Conduite de mauvaise foi, 2.1.21, 2.1.28, 2.1.29, 2.1.46, 2.2.5

Congédiement déguisé, 3.2.1, 18.3.1

- Conduite de mauvaise foi, 3.2.12
- Intention, 3.2.12

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 4.1.1

Congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)

- Juridiction, 15.0.1
- Recours du salarié, 15.0.1, 15.0.2

Défense de diligence raisonnable, 9.2.1

Devoir de loyauté

- Recours de l'employeur en cas de violation, 11.6.1

Dignité du salarié, 1.3.3

- Droit de gérance, 3.1.3[1], 3.2.18[1], 3.2.31[4], 4.2.99, 18.2.53, 18.2.61, 18.2.89, 18.3.8[3], 18.3.22[2], 18.3.24, 18.3.27, 18.4.9[1], 37.5.5, 37.6.8, 42.1.37, 49.1.5, 51.0.2
- Incitation à changer de travail
- Conduite de mauvaise foi, 2.1.36
- Licenciement ou mise à pied
- Critères de sélection, 18.2.35
- Modification unilatérale des tâches du salarié, 1.3.2, 18.3.17
- Obligation d'effectuer les retenues à la source sur le salaire des employés, 1.1.3
- Remboursement des sommes non prélevées, 1.1.3
- Obligation de bonne foi et de traitement équitable envers ses salariés, 2.1.21, 2.1.43
- Obligation de diligence, 1.2.2[1]
- Obligations envers un entrepreneur ou un prestataire de services, 1.1.3
- Obligations envers un salarié, 1.1.3, 1.3.2
- Plainte en vertu de l'article 32 L.A.T.M.P.
- Défense fondée sur la convention collective, 37.8.1
 - Fardeau de la preuve, 37.5.6
 - Mesure administrative, 37.8.12
 - Motifs, 37.5.6, 37.7, 37.7.3
- Politiques et directives, 4.2.100, 18.4.8, 18.4.9, 18.4.9[1]
- Politique d'amnistie, 4.2.48[1]
- Pouvoir de direction *Voir* Droit de gérance
- Recrutement d'un employé ayant quitté un emploi certain et rémunérateur, 5.2.16
- Référence d'emploi, 13.0.1
- Relation tripartite
- Critères permettant d'identifier le véritable employeur, 1.1.21
- Situation financière et licenciement, 18.2.22
- Situation précaire connue au moment de l'embauche, 2.1.36
- Suspension administrative sans rémunération, 1.3.2
- Théorie de l'osmose, 15.0.4
- Vie privée du salarié, 1.3.4
- Voir aussi* **Aliénation de l'entreprise**
- Enseignant(e)**, 4.2.18, 5.4.10, 5.4.27, 5.4.28, 16.2.21, 16.2.22, 18.2.91[1], 18.4.6[1]
- Entente de fin d'emploi**, 2.7
- Cessation des versements, 2.7.4
- Clause assimilée à un contrat d'adhésion, 2.7.5
- Enveloppe monétaire de fin d'emploi, 2.7.7
- Intention des parties, 9.1.33[3]
- Interprétation, 2.7.5
- Liberté contractuelle, 2.7.7
- Paiement d'une allocation de retraite, 2.7.6
- Quittance, 2.7.2, 3.2.31[1], 6.2.26[1], 9.1.33[3]
- Régime d'options d'achat d'actions
- Droit d'exercice, 2.7.4[1]
- Régime de bonification, 2.7.4[2]
- Renonciation à tout recours, 2.7.1, 2.7.7
- Renonciation au droit d'obtenir une indemnité (art. 2092 du *Code civil du Québec*), 2.7.5, 2.7.7
- Protection d'ordre public, 2.7.12, 2.7.13
- Transaction, 9.1.33[3]
- Entrepreneur**
- Statut, 1.1.3

Entrepreneur dépendant, 1.1.4,
1.1.10, 16.1.10, 42.1.13, 42.1.13[1]

Entrepreneur indépendant, 16.1.8,
42.1.12, 42.1.13, 42.1.13[2]

Entreprise

Compétence fédérale ou provinciale

- Lien nécessaire fondamental, essentiel et vital de l'entreprise, 40.0.1
- Norme de contrôle de la décision arbitrale, 40.0.1
- Organisation autochtone, 40.0.1
- Révision de la décision arbitrale par la Cour fédérale, 40.0.1

Définition, 8.2.4

Modification de la structure juridique,
8.2.5, 8.2.6, 8.3.0

Voir aussi **Aliénation de l'entreprise, Concession de l'entreprise, Contrat d'entreprise ou de service, Division d'entreprise, Employeur, Entreprise de compétence fédérale, Entreprise de petite taille, Restructuration de l'entreprise pour motifs économiques**

Entreprise de compétence fédérale,
37.8.25, 40.0.1

Compétence dérivée, 40.0.1

Décision arbitrale

- Norme de contrôle, 40.0.1
- Révision par la Cour fédérale, 40.0.1

Plainte en vertu de l'article 32
L.A.T.M.P., 37.8.25

Voir aussi **Salarié régi par le Code canadien du travail**

Entreprise de petite taille

Congédiement pour un motif sérieux
(cause juste et suffisante)

- Progression des sanctions, 18.4.5

Entreprise de réaffectation d'emploi
Voir **Service de réaffectation d'emploi**

Entreprise fédérale

Voir **Entreprise de compétence fédérale**

Entreprise personnelle

Voir **Employé qui part à son compte**

Enveloppe monétaire de fin d'emploi (*package*)

Voir **Transaction**

Équité de traitement

Voir **Obligation de traitement équitable**

Équité procédurale

Application, 18.4.4

Plainte en vertu de l'article 32
L.A.T.M.P., 38.1.5, 38.1.6

Voir aussi **Devoir d'agir équitablement**

Esthétique

Sollicitation de la clientèle, 11.5.39

État de santé

Perceptions, 18.2.88[4]

Réintégration impossible, 20.1.23

Transaction, 2.7.10, 2.7.10[1], 18.1.3

Validité d'une transaction, 18.1.3

État dépressif

Voir **Dépression ou état dépressif**

Évaluation médicale

Accident du travail et lésion professionnelle

- Mesure visée par l'article 32
L.A.T.M.P., 37.6.8

Voir aussi **Expertise médicale**

Événement prévisible et imprévisible

Voir **Cas de force majeure**

Exclusivité (clause)

Voir **Devoir de loyauté**

Expectative légitime

Calcul du délai de congé, 5.2.4

Dommages moraux, 6.2.24

– Probation, 6.2.18

Voir aussi **Devoir d’agir équitablement**

Expertise médicale, 50.1.11, 51.0.1

Refus de retourner au travail, 4.2.12

Responsabilité en matière de dommages moraux, 2.2.7

Voir aussi **Évaluation médicale**

– F –

Faillite ou liquidation

Ordonnance de paiement contre les administrateurs, 41.0.15

– Sommes reçues en vertu du Programme de protection des salariés (montant à soustraire), 41.0.15

Réintégration du salarié, 19.2.11, 19.2.12

Vente en justice, 8.2.23, 8.2.25

Falsification de document

Voir **Faux document**

Fatigue

Voir **Absence pour cause de maladie, de don d’organes ou de tissus, d’accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel**

Fausse accusation

Dommages moraux, 6.2.34[3], 6.2.42

Dommages punitifs, 6.2.44

Faute contractuelle, 2.1.15

Faute extracontractuelle, 2.1.15, 2.1.21, 2.2.1, 3.2.29

Voir aussi **Dommages extracontractuels**

Faute grave, 4.2.100, 18.4.5, 22.2.10, 26.1.1

Congédiement sans préavis, 4.1.9[1]

Exception au préavis, 26.2.1

Faute intentionnelle ou lourde

Recours en dommages, 6.1.5

Faux document, 4.2.48, 4.2.51, 4.2.56

Filiale, 15.0.4

Fin d’emploi

Voir **Entente de fin d’emploi, Indemnité de fin (ou cessation) d’emploi**

Fin du contrat

Congédiement, 4.1.12[1], 50.1.1[1]

Fonctions

Modification, 3.2.24

Force majeure

Voir **Cas de force majeure, Congédiement pour motifs économiques**

Formation, 5.2.15[1], 18.3.28

Frais d’arbitrage, 16.4.6[2], 43.4.1

Voir aussi **Honoraires extrajudiciaires**

Frais d’entreposage des outils, 6.1.129[3]

Frais d’expert, 20.4.20

Frais d’hébergement, 6.1.82, 6.1.85[1]

Frais de congrès, 20.4.24[5]

– G –

Frais de conseiller en réaffectation de carrière, 12.0.8

Gérant, 1.3.2

Frais de démarrage d'une nouvelle entreprise, 6.1.129[2]

Gradation des sanctions

Voir **Progression des sanctions**

Frais de déménagement, 6.1.78, 20.4.19

Gravité de la faute

Voir **Faute grave**

Frais de déplacement, 20.4.17

Grève

Congédiement sans préavis, 26.3.9

Frais de réaffectation d'emploi, 6.1.129

Grief

Congédiement sans cause juste et suffisante

– Chose jugée, 16.5.12

Frais de recherche d'emploi, 6.1.68

Abus de droit, 6.1.75

Calcul des dommages contractuels, 6.1.68, 6.1.75, 6.1.75[1], 20.4.5

Indemnité de délai de congé, 6.1.76, 6.1.77[1], 6.1.77[2], 6.1.77[3]

Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 6.1.69, 6.1.75[1], 20.4.5

Preuve, 6.1.72

Utilisation d'une agence de placement, 6.1.70

Voir aussi **Convention collective**

– H –

Frais de relocalisation

Voir **Transfert ou relocalisation**

Franchise, 15.0.3, 16.1.13[1]

Fraude

Congédiement sans préavis, 4.1.9[1], 4.2.45, 26.2.9

Enquête sérieuse de l'employeur, 4.2.52

Preuve d'intention, 4.2.46

Preuve incomplète, 4.2.53

Fusion d'entreprises, 3.2.11, 3.2.18[1], 3.2.20, 3.2.21[1], 8.2.5, 8.2.6, 18.3.22[1]

Voir aussi **Aliénation de l'entreprise**

Harcèlement

Accident du travail et maladie professionnelle, 37.6.7

Chose jugée, 16.5.11[1]

Cumul des recours, 37.3.16

Dommages moraux, 6.2.34[6], 6.2.34[7]

Dommages punitifs, 6.2.33

Obligations de l'employeur, 1.3.3

Réintégration, 19.2.11

Harcèlement psychologique, 2.1.37[1]

Abus de droit, 2.1.38[1]

Administrateur, actionnaire et dirigeant

– Responsabilité partielle envers l'employé, 9.1.20

Chose jugée, 16.5.11[1]

Congédiement déguisé, 18.3.44

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 4.2.16[2], 18.4.5

Cumul des recours, 16.5.4[1]

- Démission du salarié, 18.3.16[1]
- Mécontentement à l'égard du salarié,
3.2.21[1]
- Préretraite, 2.1.38[1]
- Progression des sanctions, 18.4.5,
18.4.6[4]
- Tribunal administratif du travail
(T.A.T.)
- Compétence de la division des relations du travail, 14.0.13
- Ultimatum à l'employeur, 18.3.8[3]
- Harcèlement sexuel**
- Congédiement pour un motif sérieux
(cause juste et suffisante), 4.2.16,
18.4.5, 18.4.13
- Dommages punitifs, 6.2.34[6], 6.2.47
- Heures supplémentaires**
Voir Temps supplémentaire
- Honnêteté**
- Obligation de l'employé, 4.2.44[2], 4.2.46
- Violation de l'obligation (sanction),
4.2.32
- Voir aussi Malhonnêteté*
- Honoraires d'avocats**, 6.1.101,
6.1.130, 10.3.7, 20.4.7, 43.4.1
- Honoraires extrajudiciaires**, 6.1.131,
6.1.133, 6.1.133[1], 6.1.134[1], 6.1.134[3],
10.3.7, 43.4.1
- Horaire de travail**, 18.3.22, 18.3.22[2],
18.3.26[1], 18.3.30, 46.0.10
- Humiliation**, 6.2.10
- Congédiement, 2.1.30, 2.1.30[3],
2.1.31[1]
- Geste « contractuel » abusif, 2.1.24
- Mutation, 7.4.3[2]
- Voir aussi Trouble psychologique*
- Ignorance de la loi**, 16.6.3
- Immunité de juridiction**, 15.0.1
- Impôt sur le revenu**, 20.1.19, 20.4.15
- Inaptitude au travail**
- Accident du travail et maladie profes-
sionnelle, 37.7.3
- Calcul de l'indemnité, 20.1.19[2]
- Incapacité d'occuper son poste
habituel (préjudice corporel grave
en raison d'un acte criminel)**
- Voir Absence pour cause de préju-
dice corporel grave à l'occasion
ou résultant d'un acte criminel*
- Incapacité de contracter**
- Fardeau de la preuve, 18.1.3
- Validité du consentement, 17.1.7
- Incapacité permanente**, 4.2.67
- Incompétence**
- Accident du travail et maladie profes-
sionnelle, 37.7.3
- Avis de l'employeur, 4.2.26, 18.2.89
- Congédiement administratif, 18.2.85,
18.2.89
- Congédiement pour un motif sérieux
(cause juste et suffisante), 4.1.3,
4.2.23, 4.2.31, 35.2.1, 50.1.9
- Délai de congé raisonnable, 4.2.25
- Mise à la retraite, 35.2.1
- Objectifs clairs, 4.2.31
- Plan d'amélioration de la performance,
18.2.89
- Aveuglement volontaire, 18.2.89
- Preuve, 18.2.89
- Réaffectation d'emploi, 18.2.89
- Test d'Edith Cavell, 18.2.89

Inconduite

Lettre de recommandation, 43.4.30

Motif de congédiement

- Analyse contextuelle, 4.2.47[1]
- Facteurs considérés par la jurisprudence, 4.2.47[1]

Objectifs clairs, 4.2.31

Incorporation d'une personne morale, 8.2.5*Voir aussi* **Aliénation de l'entreprise****Indemnité additionnelle**

Dommages moraux, 2.2.8

Indemnité compensatrice (art. 83 et 83.1 L.N.T. – préavis)*Voir* **Préavis****Indemnité de cessation d'emploi***Voir* **Indemnité de fin (ou cessation) d'emploi****Indemnité de délai de congé**, 1.1.4, 1.1.6, 6.1.1

Absence pour cause de maladie, 5.1.7[2], 7.1.11

Abus du droit de congédier, 2.1.15, 2.1.20[1], 2.1.21, 2.1.37, 2.1.42

- Arrêt *Bill Sayer Sales Agency*, 2.1.42[1], 2.1.43[8], 5.2.80
- Arrêt *Domtar*, 2.1.18

Administrateur, actionnaire et dirigeant

- Régime de responsabilité sans faute, 9.2.1

Aliénation de l'entreprise, 8.3.10

Allocation pour automobile, 6.1.87

Ball-park Justice (théorie), 5.3.1

Calcul, 5.2.1, 5.2.2, 5.4.1, 5.5.5

Congédiement sans cause juste et suffisante, 2.1.42[1], 2.1.42[2], 2.1.42[4], 5.5.8[1], 20.1.18[1]

- Probation, 2.6.5

Déduction des gains réalisés durant la période de délai de congé, 7.2.1, 7.6.3

- Exception, 7.2.2, 7.2.2[1]

Déduction des gains reçus d'un régime de retraite, 7.2.10

Déduction des sommes perçues de l'assurance-emploi, 6.1.7, 7.3.1, 7.3.2, 7.3.3

Dommages moraux, 5.2.11, 5.2.54, 6.2.24

Dommages punitifs, 6.2.39, 6.2.40

Employé à l'essai, 2.6.1, 2.6.5

Employé ayant quitté un emploi certain et rémunérateur, 5.2.16, 5.2.85[14]

Frais de recherche d'emploi, 6.1.76, 6.1.77[1], 6.1.77[2], 6.1.77[3]

Frais de relocalisation, 6.1.77

Incidence de l'article 82 L.N.T., 2.1.4, 2.1.7, 22.2.18, 22.2.20

- Droit des cadres inférieurs et intermédiaires, 2.1.10
- Droit des cadres supérieurs, 2.1.10
- Droit des employés non cadres, 2.1.10, 2.1.11

Juge administratif

- Pouvoir (art. 128 L.N.T.), 19.1.9

Nature particulière du poste, 5.2.86[1]

Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 5.2.52, 5.2.79, 7.1.2, 7.1.5, 7.1.12, 7.1.13, 7.1.13[3], 7.6.2, 7.6.3

Poste de fin de carrière, 5.2.85[10]

Préavis insuffisant, 5.1.4, 5.1.7, 5.2.11[2], 5.5.3, 7.2.2

Prestation d'assurance-invalidité, 5.1.7[2], 7.2.3

Rareté de l'emploi, 5.2.85[11], 5.2.85[16]

Recours en dommages, 2.1.42[6]

Recours en vertu du *Code civil du Québec*, 2.1.2

- Contrat de travail à durée déterminée, 5.4.13

- Contrat de travail à durée indéterminée, 2.1.2, 2.1.10
 - Théorie du délai de congé raisonnable, 2.1.2
 - Dommages moraux, 5.2.11
 - Réintégration impossible, 19.2.20
 - Résiliation du contrat de travail, 5.5.6
 - Retard à verser l'indemnité au salarié (sans motif raisonnable), 5.2.6[1]
 - Tenant lieu de délai de congé, 5.1.1, 5.1.13, 5.1.14, 5.2.3, 5.2.30, 5.2.35, 5.2.48, 5.2.52, 5.2.59
 - Au Québec, 5.2.60, 5.2.88
 - Autre province, 5.2.87
 - Indemnité trop généreuse, 5.2.85[8]
 - Plafond, 5.2.85[9]
 - Transaction de fin d'emploi, 2.7.8
 - Voir aussi Avis de cessation d'emploi, Calcul du délai de congé, Contrat de travail, Préavis*
- Indemnité de départ**
- Voir Clause d'indemnité de départ, Indemnité de fin (ou cessation) d'emploi*
- Indemnité de fin (ou cessation) d'emploi, 31.1.1**
- Âge, 5.1.7[1]
- Allocation pour automobile, 6.1.87
- Ball-park Justice* (théorie), 5.3.1
- But, 31.1.2
- Calcul, 5.1.12
 - Années de service non rémunérées, 5.2.85[6]
 - Computation de la durée de service, 5.2.9[4]
- Clause de « parachute doré », 5.5.8, 5.5.10
- Condition de travail plus généreuse, 31.1.6
- Contrat de travail à durée déterminée, 5.1.7[1]
- Contrat de travail à durée indéterminée, 5.5.2
- Disposition de la convention collective, 31.1.7
- Indemnité inadéquate, 5.2.6
- Lettre de recommandation
 - Refus de l'employeur, 13.0.7
- Notion de « salaire », 9.2.11
- Paiement *ex gratia*, 31.1.8, 31.1.9
- Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)
 - Effet sur la prescription du recours, 16.6.8
- Régime d'options d'achat d'actions, 6.1.107[1]
- Salarié régi par le *Code canadien du travail*, 41.0.3, 41.0.4, 41.0.4[1], 41.0.6, 41.0.13, 42.1.24[2]
- Indemnité de préavis**
- Voir Clause de préavis (délai de congé), Préavis*
- Indemnité de préavis (aliénation de l'entreprise)**
- Voir Aliénation de l'entreprise*
- Indemnité de rupture**
- Voir Clause d'indemnité de départ, Indemnité de délai de congé, Indemnité de fin (ou cessation) d'emploi*
- Indemnité de terminaison d'emploi**
- Voir Indemnité de fin (ou cessation) d'emploi*
- Indemnité de vacances**
- Voir Vacances annuelles*

Indemnité en cas de résiliation du contrat de travail

Voir **Clause d'indemnité de départ, Indemnité de fin (ou cessation) d'emploi**

Indemnité pour mauvaise foi

Voir **Conduite de mauvaise foi (employeur)**

Injonction

Clause pénale, *10.3.63*, 10.3.69, 10.3.70, 10.3.71

Clause restrictive, 10.1.25, 10.1.26, 10.2.29[1], 10.2.86[1], *10.3.1*, 10.3.9, *10.3.12*, 10.3.86

- Allégation de préjudice sérieux et irréparable, 10.3.36[1]
- Allégation des parties, 10.3.20
- Apparence du droit, *10.3.13*
- Caractère conservatoire ou préventif, 10.3.25, 10.3.33[1]
- Caractère raisonnable, 10.3.17[1], 10.3.39, 10.3.40
- Clause de non-concurrence, 10.2.30, 10.2.83[2], 10.2.83[3], 10.2.102[1], 10.2.105, 10.2.112, 10.2.119, 10.3.1[1], 10.3.38, 10.3.47, 10.3.48[2]
- Clause de non-sollicitation, 10.2.30, 10.2.135[1], 10.3.38, 10.3.46, 10.3.48[2], 10.3.110
- Délai pour intenter le recours (critère de l'urgence), *10.3.49*
- Difficultés financières de l'employeur, 10.3.36
- Durée de la prohibition, *10.3.45*
- Nature de l'industrie, 10.3.35
- Nature du préjudice, *10.3.27*, 10.3.38, *10.3.41*
- Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 10.3.51[2]
- Perte de clientèle, 10.3.37

- Préjudice déjà cristallisé, 10.3.33[1]
- Préjudice sérieux ou irréparable, *10.3.23*
- Prépondérance des inconvénients, *10.3.41*
- Preuve, 10.3.34
- Simple appréhension de préjudice, 10.3.34
- Violation ouverte et systématique, *10.3.21*

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)

- Décision en vertu de l'article 32 L.A.T.M.P., 38.1.22

Concurrence déloyale, 11.1.14, 11.1.15, 11.5.10[2], 11.5.14[3], 11.5.56[2], 11.5.64[1]

Devoir de loyauté, 11.6.1, 11.6.2, 11.6.5, 11.6.6, 11.6.7

- Comportement de l'employeur, 11.6.3
- Concurrence avec l'ancien employeur, 11.5.53, 11.5.54, 11.5.55[1], 11.5.58, 11.5.62, 11.5.64[1], *11.5.75*
- Contrat de distribution, 11.4.33
- Délai raisonnable, *11.6.10*
- Élargissement de la portée de l'ordonnance, 11.6.8[1]
- Imprécision de l'ordonnance, 11.6.7
- Information de nature confidentielle, 11.1.14, 11.1.15, 11.6.8[1]
- Ordonnance de type *Anton Piller*, *11.1.12*, 11.6.2
- Preuve, 11.6.4, 11.6.9, 11.6.10, 11.6.12[2]
- Recours contre le nouvel employeur, 10.3.7, *11.6.45*
- Sollicitation de la clientèle, 11.2.23, 11.5.46, 11.5.50[4], 11.5.50[7], 11.6.8[1]

- Sollicitation des employés de l'ancien employeur, 11.4.9, 11.4.10, 11.5.75, 11.5.77[1], 11.5.78[1], 11.5.78[3], 11.5.79, 11.5.82, 11.5.84
- Test de prépondérance des inconvénients, 11.6.8, 11.6.8[1]
- Utilisation des renseignements acquis, 11.2.15

Insubordination, 1.3.6

- Accident du travail et maladie professionnelle, 37.7.3
- Acte isolé de désobéissance, 4.2.10, 4.2.11
- Agir sans autorisation, 4.2.4
- Caractère raisonnable de l'ordre, 4.2.12
- Comportement du salarié, 4.2.17
- Congédiement, 18.4.9[1], 50.1.11
- Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 4.2.14, 18.1.2, 18.4.9[1], 50.1.11
- Congédiement sans préavis, 4.2.20, 26.2.9
- Contestation d'une réprimande, 4.2.20[1]
- Défaut d'avoir produit, dans les délais requis, un certificat médical pour justifier une absence pour cause de maladie, 18.4.9[1]
- Dormir au travail, 4.2.11[1]
- Écart de conduite, 4.2.14
- Gravité, 4.2.5, 4.2.7, 4.2.20
- Harcèlement sexuel, 4.2.16
- Insatisfaction du client, 4.2.13
- Obligation de civilité, 4.2.15
- Pratique tolérée par l'employeur, 4.2.4
- Principes applicables, 4.2.4
- Progression des sanctions, 18.4.6[3]
- Refus d'obéir, 4.2.4
- Refus de retourner au travail, 4.2.12
- Refus de se soumettre aux directives et politiques de l'employeur, 4.2.4

- Refus fondé sur un désaccord, 4.2.13
- Refus fondé sur une expertise médicale douteuse de l'employeur, 4.2.12

Intégrité

- Obligation de l'employé, 4.1.7

Intérêts, 20.4.1

- Capital indemnisé, 20.4.11

Internet

- Cause de congédiement, 18.4.9

Ivresse

- Calcul des dommages contractuels
 - Frais d'Internet, 20.1.19
- Congédiement, 50.1.11

– J –

Juge administratif

Congédiement

- Cause juste et suffisante, 18.4.1
- Limites au pouvoir d'intervention, 18.2.83
- Modification de la sanction, 19.3.1

Démission

- Absence de juridiction, 46.0.9

Erreur relative aux règles de justice naturelle

- Norme de contrôle, 18.1.3

Licenciement ou mise à pied, 18.2.61

- Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, 46.0.2
- Ancienneté, 18.2.48
- Choix des personnes, 18.2.37
 - Critères de sélection, 18.2.39
- Droit de regard sur l'application des critères de sélection, 18.2.53, 18.2.54

Membre du T.A.T.

- Mandat continué, 14.0.13

Mise à la retraite

- Cause juste et suffisante, 35.1.3
- Entente, 34.0.9
- Plainte, 33.4.5, 33.5.2, 33.5.3

Nouvelle désignation depuis 2009, 14.0.9

Plainte pour congédiement

- Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, 45.2.1

Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)

- Pouvoirs, 19.0.1
- Procédure de réparation prévue, 16.4.1

Pouvoirs (art. 128 L.N.T.)

- Constitutionnalité de la *Loi*, 19.1.1
- Dommages extracontractuels, 19.4.1
 - Calcul, 20.1.1, 20.4.1
 - Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 20.5.1
- Exercice, 19.2.1
 - Limites, 19.2.11
 - Réintégration provisoire, 19.2.22
 - Salariés cadres, 19.2.21
- Modification de la sanction imposée par l'employeur, 19.3.1
- Motivation de la décision, 21.2.1
 - Contrôle judiciaire, 21.2.6
- Pouvoir d'émettre des ordonnances de type interlocutoire, 19.2.22
- Pouvoir d'indemnisation, 19.1.9
- Pouvoir de redressement, 19.2.5
- Pouvoir de réintégration, 19.1.10, 19.2.1

- Résiliation d'un contrat de travail à durée déterminée

- Calcul des dommages, 20.2.1, 20.4.1
- Faute contributive du salarié, 20.3.1

- Résiliation d'un contrat de travail à durée indéterminée

- Calcul des dommages, 20.1.1, 20.1.20, 20.4.1
- Cumul des indemnités, 20.1.7
- Faute contributive du salarié, 20.3.1

Salarié ou employé (notion), 16.1.11

Voir aussi Tribunal administratif du travail (T.A.T.)

– L –

Lésion professionnelle

Voir Accident du travail et maladie professionnelle

Lettre d'embauche, 5.4.12[3], 18.3.42

Lettre de recommandation, 13.0.3, 13.0.5, 20.4.6, 43.4.29

Licenciement, 18.3.2

Abolition de poste, 18.2.21, 18.2.24[1], 18.2.59[6], 18.2.62, 18.2.63

Absence de difficultés économiques *Voir* Motifs économiques ou organisationnels

Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, 44.1.1, 46.0.2

Ancienneté, 18.2.42

Appréciation

- Rôle du juge administratif, 18.2.16, 18.2.61

Changements opérationnels et/ou technologiques, 18.2.6[1]

- Congédiement sans cause juste et suffisante
- Chose jugée, *16.5.9*
- Conjoncture économique liée à la pandémie de COVID-19, *18.2.23*, *18.2.34*[1]
- Controverse jurisprudentielle, *18.2.61*
- Critères de sélection, *18.2.35*
- Absence, *18.2.59*[6]
 - Droit de regard du juge administratif, *18.2.39*, *18.2.53*, *18.2.54*
 - Examen, *18.2.19*[2], *18.2.55*
 - Fardeau de démontrer le subterfuge, *18.2.60*
- Définition, *18.2.2*
- Distinction avec congédiement, *18.2.2*
- Durée d'au moins six mois, *29.1.1*
- Examen des motifs de l'employeur *Voir* Motifs économiques ou organisationnels
- Fardeau de la preuve, *18.2.22*, *18.2.61*, *18.2.62*
- Intérêt du salarié pour être replacé dans un poste disponible, *18.2.62*
- Manque de besoins en personnel, *16.3.29*[1]
- Manque de travail, *18.2.8*
- Modifications économiques ou organisationnelles *Voir* Motifs économiques ou organisationnels
- Motifs économiques ou organisationnels, *18.2.6*[1], *18.2.24*, *18.2.59*[3], *18.3.12*
- Absence de lien logique entre la situation financière et la rupture du lien d'emploi, *18.2.25*
 - Ignorance de la situation financière difficile de l'employeur, *18.2.26*
 - Recours à la sous-traitance, dans un contexte de rationalisation, *18.2.24*
- Restructuration de l'entreprise, *18.2.24*
 - Maximisation de l'efficacité, du rendement ou des profits, *18.2.24*
 - Retrait d'une source de financement, *18.2.24*[1]
- Notion, *34.0.1*
- Obligation de l'employeur, *18.2.62*
- Offre d'un poste disponible, *18.2.61*, *18.2.62*
- Obligation de réduire (minimiser) les dommages, *7.1.2*, *20.5.3*
- Préavis, *18.2.8*[1], *22.1.1*, *22.2.6*, *29.1.1*
- Motifs d'exonération, *26.1.1*
- Qualification, *18.2.9*
- Rétrogradation, *18.2.62*, *18.2.63*
- Salarié régi par le *Code canadien du travail*, *41.0.1*, *41.0.4*[1], *42.1.24*[2]
- Choix du salarié, *42.1.36*
 - Manque de travail ou suppression d'un poste, *42.1.29*
 - Recherche d'autres alternatives, *42.1.36*[1]
 - Refus de fournir sa prestation de travail pendant le préavis (aucun motif valable), *41.0.11*[1]
 - Test applicable, *42.1.29*[1]
- Supplantation, *18.2.61*, *18.2.62*
- Test applicable, *18.2.61*
- Transfert ou relocalisation, *18.2.61*, *18.3.23*
- Voir aussi* **Cessation d'emploi, Congédiement, Mise à pied, Préavis**
- Licenciement collectif**, *1.2.2*, *4.2.79*, *18.2.54*, *27.1.6*
- Avis (art. 84.0.1 à 84.0.15 L.N.T.), *22.1.5*
- Durée insuffisante, *22.1.5*
 - Emploi à caractère saisonnier, intermittent ou périodique, *22.1.5*
 - Indemnité compensatrice, *22.1.5*

- Interprétation restrictive, 22.1.5
- Manquement à l'obligation de donner l'avis, 22.1.5
- Obligation de l'employeur, 22.1.5
- Transmission au ministre du Travail, 22.1.5

Comité d'aide au reclassement, 22.1.5

Définition, 22.1.5

Période de transition et de formation, 18.2.62

Rendement d'un salarié

- Critère de sélection, 18.2.36

Salarié régi par le *Code canadien du travail*, 41.0.4[1]

Licenciement sans préavis, 3.1.3

Voir aussi **Préavis**

Lien de subordination, 1.1.3

Critères, 1.1.3[2]

Distinction entre la subordination juridique et la dépendance économique, 16.1.10

Notion de salarié, 16.1.5, 16.1.6, 16.1.9[1], 16.1.10, 16.1.13

Obligation du salarié d'exécuter le travail, 1.3.6

Liquidation

Voir **Faillite ou liquidation**

Liste de clients, 1.3.7, 10.2.86[1], 10.2.143[1], 11.1.7, 11.1.8, 11.1.10, 11.1.18, 11.5.9, 11.5.12, 11.5.13, 11.5.40, 11.5.41, 11.5.46, 11.5.50[2]

Voir aussi **Sollicitation de la clientèle**

Liste de rappel, 16.2.21, 42.1.11[1], 42.1.28

Lock-out

Congédiement sans préavis, 26.3.9

Louage d'ouvrage

Voir **Contrat de travail**

Loyauté

Voir **Devoir de loyauté**

– M –

Maison (vente)

Voir **Vente de la maison**

Maladie

Absence prolongée, 4.2.66, 4.2.68[1]

Absence temporaire, 4.2.65

Allocation de jours

- Dommages contractuels, 6.1.51, 6.1.52, 6.1.53

Congédiement, 4.2.69

Dispositions de la *Loi sur les normes du travail* (L.N.T.), 4.2.69, 4.2.70

Incapacité permanente, 4.2.67

Maladie incurable, 4.2.67

Plainte ou poursuite de l'employé, 4.2.68

Voir aussi **Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, Maladie professionnelle**

Maladie professionnelle, 36.0.1, 44.1.6

Voir aussi **Accident du travail et maladie professionnelle**

Malhonnêteté, 4.2.45

Complicité ou conspiration, 4.2.49, 4.2.50[1]

Conflit d'intérêts, 4.2.45, 4.2.50

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 4.2.45, 18.4.5

Données financières effacées, 4.2.51

Facteurs à considérer, 4.2.50

Faux document, 4.2.48, 4.2.51, 4.2.56
 Motif de congédiement, 4.1.2
 – Contexte de l'inconduite alléguée, 4.2.47
 Négligence, 4.2.50[1]
 Obligation de ne pas commettre d'actes malhonnêtes, 4.2.45
 Personne en autorité, 4.2.46, 4.2.50
 Preuve, 4.2.46, 4.2.50, 4.2.50[1]
 Progression des sanctions, 18.4.5
 Vol, 4.2.51

Voir aussi **Honnêteté**

Mandat, 1.1.4, 1.1.6

Manque d'intérêt, 18.2.36, 18.2.59[4], 18.2.91[5]

Manque de productivité

Voir **Rendement d'un employé**

Manque de travail ou suppression d'un poste, 42.1.29

Choix du salarié, 42.1.36

Recherche d'autres alternatives, 42.1.36[1]

Test applicable, 42.1.29[1]

Maraudage d'employés

Voir **Sollicitation des employés de l'ancien employeur**

Mauvaise foi (administrateur, actionnaire et dirigeant)

Voir **Conduite de mauvaise foi (administrateur, actionnaire et dirigeant)**

Mauvaise foi (employeur)

Voir **Conduite de mauvaise foi (employeur)**

Médiateur-décideur

Plainte en vertu de l'article 32
 L.A.T.M.P., 38.1.1

Médiation

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), 17.1.1

Milieu de travail hostile, 3.2.31[1]

Tribunal administratif du travail (T.A.T.), 17.2.1

Validité du consentement, 17.1.7

Mesure administrative

Voir **Accident du travail et maladie professionnelle**

Mesure disciplinaire

Imposition par l'employeur, 18.3.43

– Modification substantielle des conditions de travail, 3.2.30[1]

Mesure discriminatoire

Voir **Discrimination**

Mise à la retraite

Abolition de poste, 35.1.9

Âge normal de la retraite, 32.0.2, 33.2.1, 33.2.7

– Concomitant à la mise à la retraite forcée, 33.4.1

– Preuve de l'existence, 33.3.1, 33.4.4

Ancienneté, 35.1.4, 35.1.6

Cause juste et suffisante, 35.0.1

– Fardeau de la preuve, 35.1.3, 35.1.5, 35.1.7

– Motifs économiques, 35.1.1

Changement technologique, 35.3.1

Congédiement

– Distinction, 18.2.67, 34.0.1

Congédiement déguisé, 34.0.13

- Congédiement sans cause juste et suffisante
- Période de transition, 18.3.8[2]
- Dispositions de la *Loi sur les normes du travail* (L.N.T.), 32.0.1, 32.0.3
- Catégories de salariés exclus, 32.0.10
- Incompétence, 35.2.1
- Indemnité de départ à la retraite, 5.5.9[1], 7.1.5[3]
- Plainte, 33.4.5, 33.5.1, 33.5.2
- Chose jugée, 33.5.3
 - Délai, 32.0.9
- Présomption, 33.1.1
- Rachat d'actions, 6.1.137
- Rendement insatisfaisant, 35.2.1
- Retraite anticipée, 33.2.4
- Tribunal administratif du travail (T.A.T.)
- Compétence pour entendre la plainte d'un salarié, 33.1.1
- Mise à pied**
- Congédiement déguisé, 3.1.3[2], 3.1.4, 18.2.31[1], 18.2.32, 18.2.33
- Contrat de travail à durée déterminée, 5.4.1[1]
- Critères de sélection, 18.2.35
- Droit de regard du juge administratif, 18.2.53, 18.2.54
 - Examen, 18.2.19[2], 18.2.55
 - Fardeau de démontrer le subterfuge, 18.2.60
- Définition, 18.2.27
- Droit de rappel en vertu d'une convention collective, 29.1.5
- Durée d'au moins six mois
- Aucun droit au préavis, 3.1.3[2]
 - Prescription, 29.1.4
- Durée de six mois ou plus
- Aliénation ou concession de l'entreprise (service continu), 28.2.1
 - Avis de cessation d'emploi, 22.1.1, 22.2.6
- Durée déterminée, 3.1.2
- Durée indéterminée, 3.1.2, 29.1.1
- Prescription, 29.1.3, 29.1.4
- Mise à pied temporaire, 18.2.33, 29.1.2
- Absence d'obligation de rémunérer, 3.1.3[1], 4.2.99, 18.2.31
 - Distinction entre des employés sur la base de leur mode de rémunération, 3.1.3[2], 18.2.31[1]
 - Dommages pour troubles et inconvénients, 3.1.3[1], 4.2.99
 - Droit de gérance, 3.1.3[1], 4.2.99
 - Droit de recevoir sa rémunération, 3.1.3[1]
 - Expectative de retour au travail, 16.2.14
- Motifs économiques, 3.1.3[1], 4.2.77, 4.2.99, 18.2.31
- Cas de force majeure, 26.3.3
- Non-rappel, 18.2.65
- Plainte, 18.2.65[1], 18.2.66
- Notion, 34.0.1
- Préavis, 18.2.8[1], 22.1.1, 22.2.6, 29.1.1
- Exonération, 26.1.1
- Rappel suite à une plainte, 18.2.65[1]
- Temporaire *Voir* Mise à pied temporaire
- Transfert ou relocalisation, 29.1.7[1]
- Voir aussi* **Avis de cessation d'emploi, Licenciement, Préavis**
- Mise en demeure**
- Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 4.1.9, 4.1.9[1]

Mitigation des dommages

Voir **Obligation de réduire (minimiser) les dommages**

Modification de la structure juridique de l'entreprise, 8.2.5, 8.2.6, 8.3.0

Voir aussi **Aliénation de l'entreprise**

Modifications aux conditions de travail

Voir **Congédiement déguisé, Rétrogradation**

Motif d'exonération (préavis)

Voir **Préavis**

Motif de congédiement

Voir **Congédiement**

Motif économique

Voir **Congédiement pour motifs économiques, Restructuration de l'entreprise pour motifs économiques**

Motif sérieux (cause juste et suffisante)

Voir **Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)**

Mutation

Accident du travail et lésion professionnelle

- Mesure visée par l'article 32 L.A.T.M.P., 37.6.8

Modification substantielle des conditions de travail

- Congédiement déguisé, 3.2.22[5], 3.2.24

Refus d'accepter un autre poste offert par l'employeur, 7.4.3[2]

- Âge, 7.4.11[1]
- Humiliation, 7.4.3[2]

Mutation latérale, 3.2.36, 3.2.37

– N –

Négligence

Abus du droit de congédier, 2.1.37

Congédiement sans préavis, 4.1.9[1], 26.2.9

Normes du travail

Congédiement à la suite d'absence du salarié pour cause de maladie ou d'accident, 44.1.3

- Juridiction, 45.2
- Notions, 46.0.1
- Présomption, 45.1

Nouvel employeur

Voir **Clause restrictive**

Nouvelles exigences, 3.2.30

Nuire à la réputation

Voir **Préjudice à la réputation**

– O –

Obligation d'accommodement, 4.2.66, 13.0.3, 18.2.88[3], 18.2.89, 19.2.10, 20.1.19[1], 37.8.22, 49.1.2, 49.1.4, 49.1.5

Obligation d'agir avec loyauté

Voir **Devoir de loyauté**

Obligation d'agir équitablement

Voir **Devoir d'agir équitablement**

Obligation de bonne foi

Voir **Bonne foi**

Obligation de civilité

Voir **Salarié**

Obligation de diligence

Voir **Employeur, Salarié**

Obligation de loyauté

Voir **Devoir de loyauté**

Obligation de minimiser les dommages

Voir **Obligation de réduire (minimiser) les dommages**

Obligation de prudence

Voir **Employeur, Salarié**

Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 5.4.18, 7.1.1, 20.1.14, 20.1.19, 20.1.24, 20.5.1

Absence de l'employeur à l'audience, 20.5.3

Absence de recherche d'emploi, 5.4.18, 7.1.3, 20.5.3, 20.5.10

- Excuses, 7.1.8[1]
- Inscription à l'assurance-emploi, 7.1.10

Absence pour cause de maladie, 7.1.11

- Invalidité non attribuable aux faits et gestes de l'employeur, 5.4.18, 7.1.13[1], 7.1.13[2]

Acceptation d'un poste moins rémunérateur, 7.1.6

Accident du travail et maladie professionnelle

- Indemnité, 38.1.18

Âge, 7.1.10[1], 7.4.11[1]

Aggravation du préjudice, 7.1.3

Appréciation, 20.5.3

Assurance-vie, 6.1.18

Autonomie financière, 7.1.7[2]

Bonne foi, 5.4.18

Cessation d'emploi pour cause de licenciement, 20.5.3

Clause d'indemnité de départ, 5.5.1, 5.5.6, 5.5.7[1], 5.5.9[1], 7.1.17

Clause de préavis (délai de congé), 5.5.1, 5.5.7, 5.5.7[1], 5.5.9, 5.5.9[1], 5.5.9[2], 7.1.5[1]

Considération des effets du confinement lié à la pandémie de COVID-19, 20.5.11[1], 20.5.11[2]

Contrat de travail accessoire à la vente d'entreprise, 5.4.18

Crise financière, 7.1.6

Destitution d'un fonctionnaire municipal, 20.5.3

Domaine très pointu d'expertise, 7.1.10[1]

Dommmages moraux, 19.4.9

Double obligation, 20.5.3

Effort raisonnable, 7.1.3, 7.1.3[1]

Emploi à temps partiel, 20.5.4, 20.5.7

Employé qui part à son compte, 7.6.1, 7.6.2

Employeur qui omet de faire travailler et de rémunérer, 5.4.18, 7.1.5

Exception « d'avantage de non-mitigation », 7.1.5[1]

Fardeau de la preuve, 7.1.14, 7.1.15[1], 20.5.3

- Contre-preuve, 7.1.15, 7.1.16

Faute causale, 7.1.2

Formation d'une entreprise ou investissement, 20.5.9

Formation du salarié, 20.5.7

Gain réalisé durant la période du délai de congé, 5.4.18, 7.2.1, 7.2.2, 7.2.2[1], 7.6.3

Incapacité d'effectuer des recherches d'emploi

- Incapacité non attribuable au congédiement, 20.5.10[1]
- Lien suffisant avec le congédiement ou les événements l'ayant entouré, 20.5.10

Incidence sur l'évaluation des dommages, 7.1.1[1]

Indemnité de départ à la retraite, 7.1.5[3]

- Indemnité reçue d'un précédent employeur, 7.2.11, 7.2.11[1]
- Indemnité tenant lieu de délai de congé, 5.2.52, 5.2.79, 7.1.2, 7.1.5, 7.1.12, 7.1.13, 7.1.13[3], 7.6.2, 7.6.3
- Intensité, 7.1.6, 20.5.3[1]
- Interprétation, 7.1.6, 7.1.9
- Interprétation (fédéral), 43.3.8
- Licenciement, 7.1.2
- Modifications apportées aux conditions de travail, 3.2.25[5], 3.2.31[4], 3.2.36, 3.2.37
- Nature particulière du poste, 7.1.13[3]
- Nouvel emploi, 20.5.6
 - Réduction des heures de travail, 20.5.7
- Obligation de moyens, 5.4.18, 7.1.2, 7.1.7[1], 20.5.3
- Obligation de résultat de faire des démarches pour se retrouver un nouvel emploi, 20.5.3
- Prestation d'assurance-emploi, 6.1.7, 7.3.1, 7.3.2, 7.3.3
- Prestation d'assurance-invalidité, 7.1.13[1], 7.2.3, 7.2.10
- Prestation de santé et sécurité du travail, 7.3.4
- Principes, 7.1.1, 7.1.2, 7.1.8, 7.1.8[1], 7.1.17, 20.5.3
 - Province de common law, 7.1.4
- Recherche d'emploi, 6.1.69, 6.1.75[1], 7.1.5[2], 20.4.5, 20.5.2, 20.5.3, 20.5.7, 20.5.9, 20.5.11, 20.5.11[1], 20.5.11[2], 20.5.14
 - Démarche sérieuse et concrète, 7.1.7, 7.1.7[1], 7.6.3
 - Manifestation de peu d'empressement et de motivation, 7.1.7[2]
 - Passivité, 20.5.14
 - Travail de nature similaire, 20.5.3
- Recours (art. 124 L.N.T.), 20.5.1
 - Application des principes, 20.5.3, 20.5.12
 - Déduction, 20.5.17
 - Indemnité de remplacement du revenu, 20.5.19
 - Obligation moins onéreuse que dans le cadre d'un litige civil, 20.5.1, 20.5.3
 - Prestation d'assurance-emploi, 20.5.18, 20.5.19
 - Prestation d'assurance-salaire, 20.5.19
 - Prestation d'urgence, 20.5.19
 - Prestation de relance économique, 20.5.19
 - Principes, 20.5.2
- Refus d'accepter l'offre de l'employeur, 5.4.18, 20.5.4, 20.5.4[1], 20.5.16
- Refus d'accepter un autre emploi, 7.1.6, 7.5.1
- Refus d'accepter un autre emploi à temps partiel, 7.1.8
- Refus d'accepter un autre poste offert par l'employeur, 3.2.25[5], 7.4.1
- Refus d'accepter un emploi d'un nouvel employeur, 3.2.31[4], 8.3.15, 8.3.16
- Refus d'accepter un service de réaffectation d'emploi, 12.0.6
- Régime de retraite, 7.2.10, 20.4.4
- Réorientation de carrière, 7.1.8, 7.5.3, 7.6.3, 20.5.7
- Résiliation unilatérale du contrat de travail à durée indéterminée, 20.5.3
- Rétrogradation, 7.1.6
- Rupture du lien d'emploi, 7.1.5[4]
- Obligation de renseignement**
- Antécédents judiciaires, 4.2.56[2]
- Obligation de traitement équitable**, 2.1.21, 2.1.43

Occasion d'affaires (appropriation)

Voir **Devoir de loyauté**

Offre de transfert ou de relocalisation

Voir **Transfert ou relocalisation**

Option d'achat d'actions (régime)

Voir **Régime d'options d'achat d'actions**

Ordonnance de sauvegarde

Clause de non-concurrence, 10.2.82[1], 10.2.83[3], 10.2.102[1], 10.3.26[1], 10.3.48, 10.3.51

Clause restrictive, 10.3.12[2], 10.3.12[4], 10.3.17

Compétence du T.A.T., 38.1.22

- Critères appliqués en matière d'injonction interlocutoire, 38.1.22

Devoir de loyauté

- Doctrine de la divulgation inévitable, 11.5.72, 11.5.72[2]

Sollicitation de la clientèle, 11.5.50[5]

Outrage au tribunal, 19.2.12[3],

38.1.21, 38.1.22

– P –

Package (enveloppe monétaire de fin d'emploi)

Voir **Transaction**

Paie de séparation

Voir **Clause d'indemnité de départ, Indemnité de fin (ou cessation) d'emploi**

« **Parachute doré** »

Voir **Clause de préavis (délai de congé)**

Patrimoine d'affectation, 2.5.1

Période d'essai

Voir **Employé à l'essai**

Période de probation

Voir **Probation**

Perte d'investissement, 6.1.82[2]

Perte de clientèle, 5.2.11[2], 5.2.86[1], 7.1.13[3], 10.3.37, 11.5.10

Perte de revenus d'actions, 20.4.21

Voir aussi **Régime d'options d'achat d'actions**

Perte de salaire (calcul de l'indemnité)

Voir **Calcul des dommages contractuels**

Plainte

Transmission par courriel à partir du site de la CNESST, 16.0.3

Plainte pénale

Conduite fautive du représentant de l'employeur, 2.1.42[2]

Dommages non pécuniaires, 2.1.43[9]

Plainte pour congédiement injuste (salarié régi par le *Code canadien du travail*)

Voir **Congédiement injuste**

Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)

Voir **Congédiement sans cause juste et suffisante**

Pouvoirs du juge administratif

Voir **Juge administratif**

Préembauche, 1.2.2[1]

Préavis

Au salarié ou à son mandataire, 22.2.16

- Salarié régi par le *Code canadien du travail*, 41.0.1, 41.0.2, 41.0.4, 41.0.4[1], 41.0.6, 41.0.7, 41.0.9

Au syndicat, 22.2.16

But, 22.2.1

Congédiement

- Avis du risque de congédiement, à défaut de s'amender, 18.2.89, 18.3.34
- Période additionnelle, 2.1.44

Congédiement pour motifs économiques

- Droit au préavis, 4.2.77, 4.2.81, 4.2.82, 4.2.88, 4.2.89, 4.2.90, 4.2.93, 5.1.11

Contenu, 22.2.12

Date du licenciement ou de la mise à pied, 22.2.13, 22.2.14, 22.2.14[1]

Démission, 18.3.5

Disposition applicable, 22.1.1

Employé visé, 22.2.17

Exceptions, 22.1.2, 26.1.1

Formalité, 22.2.12

Indemnité compensatrice (art. 83 et 83.1 L.N.T.), 22.1.3, 22.1.5

- Cadre, 16.1.29
- Cadre supérieur, 16.1.29
- Calcul, 27.1.1
- Cumul des indemnités, 27.1.6
- Objectif, 22.2.3[1]
- Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)
 - Chose jugée, 16.5.9
 - Effet sur la prescription du recours, 16.6.10
- Remplacement par une indemnité de fin (ou cessation) d'emploi, 31.1.1
- Salarié qui reçoit ou bénéficie de pourboires, 27.1.5[2]

Licenciement collectif (art. 84.0.1 à 84.0.15 L.N.T.), 22.1.5

Modification du régime de rémunération, 18.3.35

Motifs d'exonération, 26.1.1

- Cas de force majeure, 26.3.1
 - Conditions climatiques, 26.3.8
 - Décision de l'employeur, 26.3.8[1], 26.3.8[3]
 - Grève ou lock-out, 26.3.9
 - Incendie, 26.3.7
 - Motifs économiques, 26.3.3
 - Pandémie de la COVID-19, 26.3.8[3]
 - Participation à la survenance de l'évènement, 26.3.8[2]
 - Type d'industrie, 26.3.8[1]
- Faute grave, 26.2.1
 - Définition, 26.2.1
 - Évaluation de la gravité, 26.2.9

Normes distinctes applicables pour certaines catégories de salariés (art. 83.2 L.N.T.), 22.1.4

Obligation de l'employeur, 22.1.5, 22.2.13

Ordre public, 22.2.18, 22.2.19

Réclamation de l'indemnité, 28.1.1

Recours prévu à la convention collective, 30.1.1

Situation visée

- Cessation d'emploi, 22.1.1, 22.2.4
- Congédiement administratif, disciplinaire ou mixte, 18.2.89
- Démission, 22.2.7
- Licenciement collectif, 22.1.5
- Mise à pied pour plus de six mois, 22.1.1, 22.2.6
- Salarié congédié dont le Tribunal ordonne la réintégration, 22.2.11

Voir aussi Avis de cessation d'emploi

Préavis de résiliation (clause)

Voir Clause de préavis (délai de congé)

Préjudice à la réputation

Abus du droit de congédier, 2.1.31[2]

Condamnation criminelle, 18.2.91[4]

Congédiement, 2.1.20, 2.1.29, 2.1.31[1]

- Impact de la couverture médiatique, 2.1.35

Conséquence normale et ordinaire du congédiement, 6.2.5

Déclaration de l'employeur

- Annonce du départ d'un employé (note remise aux employés), 6.2.3[2]

Devoir de loyauté

- Manquement, 4.2.48

Dommages moraux, 2.2.2, 2.2.10, 6.2.2, 6.2.23, 6.2.34[3]

- Refus, 6.2.3, 6.2.3[1], 6.2.9[1], 6.2.9[2]

Dommages punitifs, 6.2.45[1]

Montant forfaitaire, 6.2.4

Preuve, 6.2.2, 6.2.3

Référence d'emploi, 13.0.4

Refus de fournir une lettre de recommandation, 13.0.5

Préjudice corporel grave à l'occasion ou résultant directement d'un acte criminel

Voir Absence pour cause de préjudice corporel grave à l'occasion ou résultant d'un acte criminel

Préjudice d'agrément

Voir Dommages moraux

Préjudice esthétique

Voir Dommages moraux

Préjudice fiscal, 20.1.19, 20.4.15

Préjudice moral

Voir Dommages moraux

Préretraite

Abus de droit, 2.1.38

Dommages, 2.1.38[1]

Prescription

Computation du délai, 2.5.6, 2.5.7

Dispositions du *Code civil du Québec*, 2.1.11, 2.5.1

Mise à pied

- Durée d'au moins six mois, 29.1.4
- Durée indéterminée, 29.1.3, 29.1.4

Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.), 16.6.1

- Avant le 1^{er} janvier 1991, 16.6.1, 16.6.2

- Depuis le 1^{er} janvier 1991, 16.6.3

Réclamation de salaire, 2.1.11, 2.5.2

Recours en vertu de la *Loi sur l'assurance-emploi*

- Absence d'effet sur la prescription d'un recours fondé sur un contrat de travail, 2.5.5

Recours en vertu du *Code canadien du travail*, 2.5.4, 41.0.7, 41.0.7[1], 42.1.43

Prestataire de services

Statut, 1.1.3

Prestation d'assurance-emploi

Voir Assurance-emploi

Prestation d'assurance-invalidité

Voir Assurance-invalidité

Preuve

Abus du droit de congédier, 2.1.15, 2.1.21, 2.1.43[1], 2.1.43[8]

Âge normal de la retraite, 33.3.1

Calcul des commissions, 6.1.30

- Clause de préavis (délai de congé), 5.5.4
- Clause restrictive, 10.1.23, 10.1.25, 10.1.26
- Concurrence déloyale, 11.1.14, 11.6.8
- Préjudice, 11.1.15, 11.1.16, 11.6.4
- Congédiement, 18.1.1
- Congédiement déguisé, 18.3.10
- Congédiement injuste (fédéral), 42.2.6
- Congédiement pour absence à cause de maladie ou d'accident, 47.0.2, 47.0.3
- Congédiement pour des motifs économiques, 50.1.4
- Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 4.1.4
- Demande de réintégration, 19.2.4
- Démission, 3.3.1[1], 18.3.9
- Dommages contractuels, 6.1.9
- Dommages punitifs, 6.2.37
- Frais de recherche d'emploi (dommages), 6.1.72, 6.1.75
- Fraude, 4.2.46
- Honnêteté, 4.2.46, 4.2.50, 4.2.50[1]
- Incapacité de contracter, 18.1.3
- Incompétence, 18.2.89
- Indemnité de vacances (dommages), 6.1.59
- Influence induite, 11.5.10
- Licenciement ou mise à pied, 18.2.22
- Critères de sélection, 18.2.60
- Mise à la retraite, 35.1.3
- Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 7.1.14, 7.1.15, 7.1.15[1], 7.6.1
- Au niveau fédéral, 43.3.13
- Perte de clientèle, 11.5.10
- Plainte en vertu de l'article 32 L.A.T.M.P.
- Mesure justifiée par une autre cause juste et suffisante, 37.5.6
 - Objection de tardiveté, 37.4.5
- Présomption en faveur du travailleur, 37.5.2
 - Travailleur qui ne bénéficie pas de la présomption, 37.5.16
- Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.), 16.0.1, 16.2.7, 16.3.26[3]
- Service continu, 16.2.8
- Préjudice à la réputation, 6.2.2, 6.2.3
- Preuve médicale, 50.1.11, 50.1.12, 51.0.1
- Certificat médical incomplet (sans diagnostic), 51.0.3
 - Contre-expertise, 51.0.2
 - Droit de gérance, 51.0.2
 - Expertises contradictoires, 51.0.3
 - Restrictions médicales énoncées au certificat médical, 51.0.3
 - Risques importants pour la santé, 51.0.3
- Sollicitation active de l'employé, 10.2.127
- Sollicitation de la clientèle, 11.5.10, 11.5.41, 11.5.45, 11.5.48[1]
- Prime de performance**
- Voir Boni*
- Probation**, 2.6.5, 3.2.22[1], 5.5.33[1], 6.2.18, 18.2.89, 18.2.91[3], 18.3.12, 18.3.30, 42.2.4[1], 50.1.1, 50.1.7
- Voir aussi Employé à l'essai*
- Productivité**
- Voir Rendement d'un employé*
- Programme du travail d'emploi et Développement social Canada (EDSC)**
- Voir Conseil canadien des relations industrielles*
- Progression des sanctions**
- Application aux employés cadres, 18.4.6

Application jurisprudentielle, 18.4.5[3],
18.4.5[4], 18.4.5[5]
Avis requis, 18.4.5[5]
Comportement du salarié, 18.4.6[4]
Congédiement injuste, 41.0.4, 42.2.2[1],
42.2.8
Entreprise de petite taille, 18.4.5[4]
Fardeau de la preuve, 18.4.5[1]
Faute grave, 4.2.100, 18.4.5, 18.4.5[1],
18.4.5[2], 18.4.5[3], 18.4.5[4]
Harcèlement psychologique, 18.4.5[1],
18.4.5[2], 18.4.6[4]
Insubordination, 18.4.5[4], 18.4.6[3]
Non-application, 18.4.5, 18.4.5[1],
18.4.5[3], 18.4.5[4]
Non-respect des règles de la pandémie
de COVID-19, 4.2.100
Objectif, 18.4.5[1]
Période d'essai, 18.4.5[4]
Travailleur autonome, 18.4.5[4]

– Q –

Quantum des indemnités

Voir **Calcul des dommages contrac-
tuels**

– R –

Rachat d'actions, 6.1.137

Rappel

Accident du travail et lésion profes-
sionnelle

- Mesure visée par l'article 32
L.A.T.M.P., 37.6.8

Voir aussi **Liste de rappel**

Rappel (droit)

Voir **Mise à pied**

Réaffectation d'emploi

Démission, 18.3.4

Incompétence, 18.2.89

Période d'essai, 2.6.8

Voir aussi **Service de réaffectation
d'emploi**

Recherche d'emploi

Voir **Frais de recherche d'emploi,
Obligation de réduire (minimiser)
les dommages**

Recours contractuels, 2.1.1

**Recours d'un salarié régi par le
Code canadien du travail**

Voir **Salarié régi par le Code cana-
dien du travail**

**Recours en cas d'accident du travail
et de maladie professionnelle**

Voir **Accident du travail et maladie
professionnelle**

**Recours en cas de congédiement
injuste (salarié régi par le Code
canadien du travail)**

Voir **Congédiement injuste**

**Recours en cas de congédiement
injustifié**

Voir **Congédiement injustifié**

**Recours en cas de congédiement
sans cause juste et suffisante (art.
124 L.N.T.)**

Voir **Congédiement sans cause juste
et suffisante**

**Recours en cas de maladie, de don
d'organes ou de tissus à des fins de
greffe ou d'accident**

Voir **Absence pour cause de maladie,
de don d'organes ou de tissus,
d'accident ou de violence conju-
gale ou à caractère sexuel**

Recours en dommages

Abus du droit de congédier

- Clause de préavis (délai de congé), 2.1.42[5]

Clause restrictive, 10.3.1

Concurrence déloyale, 11.1.14[1]

Congédiement sans cause juste et suffisante, 16.5.1

- Chose jugée, 16.5.5
- Coexistence des recours, 16.5.14
- Litispendance, 16.5.2

Devoir de loyauté, 11.6.1, 11.6.33

- Utilisation illégale d'informations confidentielles, 11.1.14

Référence d'emploi, 13.0.5[1], 13.0.6, 13.0.6[2], 13.0.7

Sollicitation de la clientèle, 11.5.47, 11.5.48, 11.5.48[3]

Sollicitation des employés de l'ancien employeur, 11.5.79[1], 11.5.84[1], 11.5.84[2]

Recours extracontractuels, 2.2.1

Voir aussi Dommages extracontractuels

Recrutement des employés de l'ancien employeur

Voir Sollicitation des employés de l'ancien employeur

Référence d'emploi, 13.0.1

Absence d'obligation statutaire, 13.0.2, 13.0.6[1]

Abus du droit de congédier, 2.1.34, 2.1.34[1]

Calcul des dommages contractuels, 20.4.6

Calcul du délai de congé, 13.0.6[2]

Conduite non vexatoire, 13.0.6[3]

Congédiement justifié, 13.0.3

Disposition de la *Loi sur les normes du travail* (L.N.T.) (art. 84), 13.0.2

Disposition du *Code civil du Québec*, 13.0.2

Mauvaises références fournies par l'employeur, 13.0.3[1]

Obligation d'accommodement, 13.0.3

Politique de neutralité, 13.0.1

Pouvoir de l'arbitre (fédéral), 13.0.7, 13.0.8, 13.0.9, 43.4.29

Pouvoir de l'arbitre ou du juge administratif, 13.0.7, 13.0.9

Préjudice à la réputation, 13.0.4, 13.0.5

Recours en dommages, 13.0.5[1], 13.0.6, 13.0.6[2], 13.0.7

Référence favorable, trompeuse ou fautive, 13.0.3[1], 13.0.5[1]

Refus, 13.0.6

Renseignements personnels, 13.0.3

Respect de la vie privée du salarié, 13.0.3

Salarié régi par le *Code canadien du travail* (recours), 43.4.29

Refus d'accepter un autre emploi

Caractère raisonnable de l'offre, 7.5.3

Caractéristiques du poste, 7.4.9, 7.4.9[1], 7.5.4

Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 7.5.1

Refus d'accepter un autre poste offert par l'employeur

Âge, 7.4.11[1]

Caractère déraisonnable de l'offre, 7.4.11, 7.4.14[1], 7.4.17

Délai de l'offre, 7.4.15

Emploi analogue ou même emploi, 7.4.15, 7.4.16

Emploi qui convient aux qualifications de l'employé, 7.4.8

Facteurs à considérer, 7.4.3[1], 7.4.14

Motif valable, 7.4.10

Mutation, 7.4.3[2], 7.4.11[1]

Nouvel employeur, 3.2.22[6], 3.2.31[4],
7.4.13, 8.3.16

Obligation de réduire (minimiser) les
dommages, 3.2.25[5], 7.4.1

Poste à temps partiel, 7.4.4

Poste alternatif, 7.4.3[4]

Poste distinct, 7.4.3[3]

Réclamation salariale en suspens,
7.4.14[2]

Responsabilités et conditions salariales
moindres, 7.4.3[2]

Rétrogradation, 3.2.31[1], 7.4.9, 7.4.12,
7.4.13

Refus d'accepter un déplacement

Salarié régi par le *Code canadien du
travail*

- Indemnité ou préavis, 41.0.10,
41.0.10[2]

Refus d'accepter un emploi d'un nouvel employeur

Aliénation de l'entreprise, 8.3.15

- Congédiement déguisé, 3.2.31[4],
8.3.16
- Continuité d'emploi avec le nouvel
employeur, 8.3.16
- Nature *intuitu personæ* (person-
nelle) du contrat de travail, 8.3.15
- Non-effet de contraindre le salarié
à « suivre » chez l'acquéreur, 8.3.16
- Nouvel employeur, 3.2.22[5], 8.3.16
- Obligation de réduire (minimiser)
les dommages, 3.2.31[4], 8.3.15,
8.3.16
- Recours (art. 124 L.N.T.), 8.3.17
- Refus assimilé à une démission
volontaire, 3.2.22[6], 3.2.31[4],
8.3.15, 8.3.16

Refus d'exécuter une obligation résultant du contrat de travail

Congédiement pour un motif sérieux
(cause juste et suffisante)

- Progression des sanctions, 18.4.5[4]

Refus d'obéir, 4.2.4

Refus de permettre de devenir partenaire, 2.1.39

Refus de se soumettre aux directives et politiques de l'employeur, 4.2.4

Refus de soumettre des certificats médicaux, 18.2.91[2], 18.4.9[1], 50.1.11

Régime collectif de travail

Voir Convention collective

Régime d'assurance-collective

*Voir Assurance-invalidité, Assu-
rance maladie, Assurance-vie,
Avantages sociaux*

Régime d'intéressement

Boni, 2.7.4[2], 6.1.24[1], 6.1.24[4],
6.1.24[5], 6.1.25

Refus d'indemniser (absence de preuve),
6.1.25, 6.1.94

Régime d'options d'achat d'actions

Aliénation de l'entreprise, 8.3.0

Calcul de l'indemnité de délai de congé,
6.1.123

Calcul des dommages contractuels,
6.1.97, 20.1.19, 20.4.21

Cessation d'emploi

- Clause restreignant les droits des
salariés, 6.1.122
- Délai fixé par un comité pour
permettre au salarié de lever les
options déjà acquises, 6.1.108

- Réclamation pour perte subie par l'exercice forcé des options déjà acquises, 6.1.123
- Clause d'indemnité de départ, 6.1.108
- Clause de préavis (délai de congé), 6.1.100, 6.1.100[1], 6.1.123[1]
- Contrat de travail à durée déterminée, 5.4.12[1]
- Entente de fin d'emploi
 - Quittance, 2.7.4[1]
- Indemnité de fin (ou cessation) d'emploi, 6.1.107[1]
- Modes de calcul retenus par les tribunaux de common law, 6.1.113
- Modifications apportées aux conditions de travail, 3.2.11
- Motif d'acceptation de l'emploi, 6.1.123[2]
- Nature juridique, 6.1.97[1]
- Preuve de la réclamation du salarié, 6.1.123[2]
- Recours en redressement en vertu de l'article 241 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*
 - Non-application aux options d'achat octroyées dans un contrat de travail, 6.1.124
- Régime de fidélisation, 6.1.123
- Régime de bonification**
Voir Boni, Régime d'intéressement
- Régime de participation aux profits**, 6.1.93, 20.4.16
- Régime de responsabilité sans faute en matière d'indemnité**
Conditions d'exercice, 9.2.16
Disposition de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, 9.2.1, 9.2.8, 9.2.9[1], 9.2.10, 9.2.16
Disposition de la *Loi sur l'assurance-chômage* (maintenant la *Loi sur l'assurance-emploi*), 9.2.18
- Disposition de la *Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales* (maintenant la *Loi sur la publicité légale des entreprises*), 9.2.1, 9.2.17
- Disposition de la *Loi sur les sociétés par actions* (ancien article 96 de la *Loi sur les compagnies*), 9.2.1, 9.2.11
- Nature de l'indemnité, 9.2.2
- Responsabilité de portée limitée (solution de dernier recours), 9.2.1
- Régime de retraite**, 6.1.40, 7.2.10, 20.1.19[2], 43.4.23
- Calcul des dommages contractuels, 6.1.40, 6.1.50, 20.4.4
 - Congé de préretraite ou de retraite, 6.1.47[1], 6.1.47[2]
 - Diminution des bénéfices de retraite, 6.1.46, 6.1.47
 - Régime spécial de bonification, 6.1.47[2]
- Congédiement injustifié, 7.2.10, 7.2.10[2]
- Dispositions de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, 6.1.48
- Modifications apportées au contrat, 6.1.40
- Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 7.2.10, 20.4.4
- Perte de bénéfices, 6.1.41, 6.1.44
 - Durée du délai de congé, 6.1.43
 - Évaluation, 6.1.42
 - Insuffisance des calculs pour établir la valeur des prestations, 6.1.45[1]
- Régime de rentes d'appoint, 6.1.45[2]
- Renonciation de l'employé, 6.1.45
- Régime de soins dentaires**, 6.1.11
- Région éloignée**
Voir Travail en région éloignée

Règlement à l'amiable

Assurance-emploi

- Déduction des sommes reçues (à la suite d'un règlement à l'amiable), 7.3.1, 7.3.2

*Voir aussi Entente de fin d'emploi***Réintégration**

Abolition de poste, 19.2.7, 19.2.11

Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, 44.1.1, 44.1.10, 49.1.1, 50.1.5

- Congédiement illégal, 19.2.10

Accident du travail et maladie professionnelle, 36.0.2, 37.8.22, 38.1.1

Accusation de vol non fondée, 19.2.13

Aliénation de l'entreprise, 8.3.7

Annulation du congédiement par l'employeur, 20.5.16

Arrêt *Dupré Quarries Ltd.*, 2.4.9Arrêt *Zucker*, 2.4.10

Cadre, 19.2.21

Comportement de l'employeur, 19.2.13

Congédiement déguisé, 3.2.34

Congédiement pour motif faux ou discriminatoire, 19.2.13

Congédiement sans motif, 2.4.1

Contrat de travail à durée indéterminée, 2.4.1, 2.4.9, 2.4.12

Défaut de l'employeur d'avoir offert un accommodement raisonnable

- Calcul de la perte de salaire, 20.1.19[1]

Dispositions du *Code civil du Québec*, 2.4.9, 2.4.10

Droit, 16.4.6

Effets négatifs, 19.2.13

Encadrement particulier, 19.2.9

Exceptions, 19.2.14

- Application d'une loi particulière, 19.2.19

- Circonstances particulières, 19.2.6, 19.2.11, 19.2.12

- Climat de travail, 19.2.16, 19.2.21

- Comportement des parties, 19.2.16

- Craintes relatives à la sécurité, 19.2.18[1]

- Évolution du temps et des circonstances, 19.2.6[2]

- Impossibilité de réintégrer le salarié, 19.2.11, 19.2.16, 19.2.20, 19.2.21

- Motifs, 19.2.6

- Nature familiale de l'entreprise, 19.2.18

- Rupture du lien de confiance, 19.2.16, 19.2.21, 20.5.16

- Taille de l'entreprise, 19.2.17

Facteurs à considérer, 2.4.11

Faillite ou liquidation de l'entreprise, 19.2.11, 19.2.12

Forme, 19.2.7

Garantie d'emploi à vie, 2.4.13

Harcèlement, 19.2.11

Indemnisation, 19.2.20, 20.1.2, 20.1.10

- Faute contributive du salarié, 20.3.1

- Indemnité pour perte d'emploi en cas de renonciation à la réintégration, 20.1.7, 20.1.23

- Indemnité pour perte d'emploi substituée à la réintégration, 19.2.12[1], 20.5.6

- Refus d'octroyer l'indemnité pour perte d'emploi, 20.3.5

- Refus injustifié de la part du salarié, 20.1.1

- Réintégration impossible en raison de l'état de santé du salarié, 20.1.23

- Responsabilité partagée de parties, 19.2.6[1]

Interprétation

- Sens dynamique, 19.2.6[2]

- Juge administratif
- Décision n’ayant pas à être motivée (ordonnance de réintégration), 21.2.3
 - Pouvoirs (art. 128 L.N.T.), 19.1.10, 19.2.1, 19.2.22, 19.3.4
 - Question théorique, 19.2.6[2]
- Lien familial, 19.2.13
- Limites au pouvoir de réintégration, 19.2.11
- Modification des tâches du salarié, 19.2.11
- Nouveaux recours, 2.4.4
- Obligation d’accommodement
- Maladie ou handicap, 19.2.10
- Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 20.5
- Offre de réintégration
- Assujettissement au désistement des plaintes, 18.3.7[1]
 - Défaut de donner suite, 18.3.7[1]
- Ordonnance de réintégration, 19.2.11
- Mécontentement qui subsiste (compétence du juge administratif), 19.2.12[2]
 - Obligation du salarié de collaborer avec l’employeur, 19.2.6[1]
 - Obligations de l’employeur, 19.2.6[1]
 - Requête visant à préciser les modalités d’une ordonnance, 19.2.12[1]
- Période d’adaptation, 19.2.10
- Poste nouvellement syndiqué, 19.2.7
- Pouvoirs de l’arbitre (fédéral), 43.2.1
- Réclamation, 2.4.1, 2.4.3, 2.4.5
- Refus d’ordonner la réintégration, 19.2.3, 19.2.12
- Réintégration « dans son emploi »
- Poste occupé antérieurement dans la même division, 19.2.12[3]
- Réintégration provisoire, 19.2.22
- Réorganisation de l’entreprise, 19.2.7
- Restitution intégrale, 19.2.6[2]
- Salarié régi par le *Code canadien du travail*, 43.2.1
- Absence de motifs de réintégration, 43.2.1
 - Autre succursale de l’entreprise, 43.2.5[1]
 - Compensation additionnelle, 43.2.5
 - Congédiement injuste, 43.2.1
 - Motifs de non-réintégration, 43.2.2
 - Motifs déraisonnables de réintégration, 43.2.1[1], 43.2.2
 - Ordonnance de réintégration annulée pour cause de parjure, 42.1.58[1]
 - Réintégration conditionnelle, 43.2.6
 - Relation entre le pouvoir de réintégration et la nature du recours en congédiement injuste, 43.2.1, 43.2.2
 - Réparation non possible en vertu du *Code civil du Québec*, 42.1.23[1]
 - Rôle de l’arbitre, 43.2.2
- Source de mécontentement, 19.2.12[1]
- Relocalisation**
- Voir Transfert ou relocalisation*
- Remboursement des dépenses**
- Voir Compte de dépenses*
- Remplacement**, 2.1.30[2], 2.1.32, 2.1.32[1], 16.2.16, 16.2.18
- Rémunération**
- Définition, 1.1.12
- Mise à pied temporaire
- Absence d’obligation de rémunérer, 3.1.3[1], 4.2.99, 18.2.31
 - Droit de recevoir sa rémunération, 3.1.3[1]

- Modification, 3.2.23, 3.2.25[1], 18.3.11, 18.3.34
- Avis du risque de congédiement, à défaut de signer une nouvelle entente de rémunération, 18.3.34
 - Compréhension erronée du salarié, 18.3.41
 - Formule de rémunération précaire, 7.4.9[1]
 - Mode de rémunération (contrat à durée déterminée), 3.2.28[1]
 - Mode de rémunération (rémunération non garantie), 18.3.40
 - Nécessité de l'accord des parties, 1.2.2
 - Préavis de l'employeur, 18.3.35
 - Rétrogradation impliquant une modification du mode de rémunération, 3.2.26
- Obligation de l'employeur envers un salarié, 1.3.2, 1.3.4
- Rémunération différée**, 6.1.136
- Rendement d'un employé**, 4.1.4, 4.2.23
- Accident du travail et maladie professionnelle, 37.7.3
- Analyse, 18.2.55
- Avis de correction, 4.2.29, 18.2.89, 18.2.91[6]
- Avis verbal, 4.2.28
- Congédiement, 35.2.1, 42.2.8[5], 50.1.6
- Dommages moraux, 6.2.34[9]
- Congédiement administratif, 18.2.89, 18.2.91[6]
- Congédiement sans préavis, 26.2.9
- Critères, 4.2.27, 4.2.31
- Incompétence, 18.2.55, 50.1.9
- Licenciement collectif
- Critère de sélection, 18.2.36
- Mise à la retraite, 35.2.1
- Obligations de l'employeur, 4.2.27
- Probation, 50.1.7
- Renseignement confidentiel ou privilégié**
- Devoir de loyauté, 1.3.7, 11.1.6, 11.1.9, 11.1.11, 11.1.14
- Voir aussi* **Devoir de loyauté**
- Renseignement personnel**
- Obligations de l'employeur, 1.3.4
- Référence d'emploi, 13.0.3
- Renseignement privilégié**
- Voir* **Renseignement confidentiel ou privilégié**
- Rente de retraite**
- Voir* **Régime de retraite**
- Représailles envers un salarié**
- Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, 44.1.1, 46.0.1, 46.0.12, 46.0.13
- Mise à la retraite (art. 122.1 L.N.T.), 32.0.1, 34.0.1, 34.0.12
- Présomption, 33.1.4, 33.1.5
- Plainte pour congédiement injuste, 42.1.1[2]
- Représentant syndical régional**
- Salarié ou employé (notion), 16.1.11[1]
- Reprise de possession**
- Vente de la maison, 20.4.13
- Réputation (préjudice)**
- Voir* **Préjudice à la réputation**
- Réseaux sociaux**
- Perceptions sur l'état de santé, 18.2.88[4]

Résiliation

Convention d'aide au transfert de portefeuille d'actifs

- Dommages moraux, 2.1.30[1], 6.2.27[2]
- Réclamation pour perte de commissions et perte de la valeur de revente d'actifs, 6.1.30[1]

Sans délai, 2.1.17

Voir aussi **Contrat de travail à durée déterminée, Contrat de travail à durée indéterminée**

Résiliation (clause de préavis)

Voir **Clause de préavis (délai de congé)**

Responsabilité pénale et criminelle

Non-respect des procédures et politiques en matière de santé et sécurité du travail, 18.4.9[1]

Responsabilités

Modification, 3.2.24

- Diminution, 3.2.25, 3.2.25[1], 3.2.25[2], 3.2.38[2], 18.3.30

Restructuration administrative

Ancienneté, 18.2.42

Congédiement, 50.1.1[1]

Restructuration de l'entreprise pour motifs économiques

Abus de droit, 4.2.80

Accident du travail, 37.7.3

Congédiement déguisé, 3.2.17

Fin de l'emploi, 50.1.1[1]

Licenciement

- Choix de l'employé pour être licencié, 50.1.4

Mise à la retraite, 35.1.1

Retrait d'une source de financement, 18.2.24[1]

Transfert ou relocalisation, 3.2.46

Voir aussi **Congédiement pour motifs économiques**

Retard injustifié, 4.2.64

Retard répété au travail

Congédiement sans préavis, 26.2.9

Retenues à la source sur le salaire

Voir **Salaire**

Retour au travail

Voir **Accident du travail et maladie professionnelle**

Retraite / Retraite anticipée

Voir **Mise à la retraite**

Rétrogradation

Âge normal de la retraite, 34.0.6

Changement dans la désignation d'un poste, 18.3.17

Congédiement déguisé, 3.2.7, 3.2.25[2], 3.2.26, 3.2.27, 3.2.31, 3.2.31[1], 3.2.38[2], 18.3.12, 18.3.19, 18.3.20

Démission forcée, 18.3.17

Forme de déplacement, 18.3.19

Licenciement, 18.2.63

Modification de conditions d'emploi, 18.3.21

Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 7.1.6

Recours du salarié, 18.3.17, 18.3.18

Refus d'accepter un autre poste offert par l'employeur, 3.2.31[1], 7.4.9, 7.4.12, 7.4.13

Sans perte pécuniaire, 3.2.36, 3.2.37

- S -

Salaire

Augmentation, 20.4.12

- Calcul de l'indemnité (art. 128(2) L.N.T.), 20.1.19
- Durant la période de préavis, 6.1.60
- Garantie d'emploi, 6.1.61

Définition, 1.1.12

Diminution, 3.2.23, 3.2.25[1], 3.2.25[2], 3.2.31[1], 3.2.38[1], 3.2.38[2], 18.2.64, 18.3.22[2], 18.3.30

Exigibilité au moment du congédiement

- Réclamation, 2.1.11, 2.5.2

Licenciement au motif que le salarié détient le plus haut salaire

- Absence de proposition alternative de l'employeur, 18.2.64

Modification importante

- Congédiement déguisé, 3.2.25[1]

Réclamation de salaire à l'encontre des administrateurs

- Moyens d'exonération de responsabilité, 9.2.1

Réduction *Voir* Diminution

Refus d'accepter un autre poste offert par l'employeur

- Réclamation en suspens, 7.4.14[2]

Retenues à la source

- Obligation de l'employeur, 1.1.3
- Remboursement des sommes non prélevées, 1.1.3

Voir aussi Assurance salaire, Rémunération

Salaire minimum, 1.3.11

Salarié

Avantages fiscaux, 1.1.6, 1.1.8

Constitution en personne morale, 1.1.4, 1.1.6, 16.1.12, 16.1.13

- Avantages fiscaux, 1.1.6

- Levée du voile corporatif, 1.1.7, 1.1.8, 16.1.13

- Lien de subordination, 16.1.13

- Perte du statut de salarié, 1.1.6

Décès, 1.1.6, 1.1.7, 1.1.20

Définition selon la *Loi sur les normes du travail* (L.N.T.), 1.1.4, 1.1.10

Définition selon le *Code du travail*, 1.1.10

Devoir de loyauté, 1.3.7, 3.3.5, 4.2.32, 4.2.48, 10.1.11

- À la cessation d'emploi, 11.1.1

Exécution du travail, 1.3.6

Faute contributive du salarié, 20.3.1

Notion, 16.1.1

Obligation, 1.3.2, 4.2.45

Obligation de civilité, 4.2.15, 26.2.9

Obligation de diligence, 1.3.6, 3.3.5, 4.2.16[2]

Obligation de prudence, 1.3.6, 3.3.5, 4.2.16[2]

Personne morale *Voir* Constitution en personne morale

Personne physique, 1.1.6, 1.1.7

Préavis (art. 82 L.N.T.)

- Réclamation, 28.1.1

Rattachement physique avec le Québec, 15.0.2

Recours, 2.1.1

Rémunération à commission, 1.1.3, 1.2.2

Rémunération à montant forfaitaire, 16.1.9

Représentations mensongères au moment de l'embauche, 1.2.2[2], 1.2.2[3]

Salarié syndiqué, 1.2.3

Statut, 1.1.3

- Cumul du statut de salarié et d'actionnaire minoritaire et/ou d'administrateur, 1.1.9[1]

- Perte, 1.1.6

- Principes juridiques applicables en l’absence d’un subterfuge pour dépouiller le salarié de son statut, 1.1.9
 - Salarié en grève ou en lock-out, 26.3.9, 26.3.10
- Travailleur autonome, 1.1.6
- Ultimatum à l’employeur, 18.3.8[3]
- Voir aussi Congédiement, Congédiement sans cause juste et suffisante, Devoir de loyauté, Employé à l’essai, Représailles envers un salarié, Salarié régi par le Code canadien du travail*
- Salarié régi par le Code canadien du travail**
- Application, 40.0.1
- Portée extraterritoriale, 40.0.1
- Compétence dérivée, 40.0.1
- Compétence fédérale ou provinciale d’une entreprise, 40.0.1
- Congédiement justifié, 41.0.1, 41.0.4, 41.0.4[2], 41.0.8, 41.0.13, 41.0.13[1], 42.1.24[2]
- Délai de congé additionnel, 41.0.5
- Emploi continu *Voir* Service continu
- Indemnité de départ, 41.0.3, 41.0.4, 41.0.4[1], 41.0.6, 42.1.24[2]
- Licenciement, 41.0.1, 41.0.4[1], 41.0.11[1], 42.1.24[2]
- Licenciement collectif, 41.0.4[1]
- Norme minimale de licenciement, 41.0.5
- Ordonnance de paiement contre les administrateurs (société en faillite), 41.0.15
- Sommes reçues en vertu du Programme de protection des salariés (montant à soustraire), 41.0.15
- Ordonnance de rembourser une partie des frais engagés pour se défendre (obstruction délibérée à la preuve), 41.0.14
- Préavis, 41.0.1, 41.0.2, 41.0.4, 41.0.4[1], 41.0.6, 41.0.7, 41.0.9
- Prescription, 41.0.6
- Recours
- Absence sans autorisation, 42.1.8[1]
 - Affichage de la décision, 43.4.33
 - Audition, 42.1.53
 - Audience publique, 42.1.59
 - Huis clos, 42.1.59
 - Nouvelle preuve, 42.1.58, 42.1.58[1]
 - Preuve contraire, 42.1.58[2]
 - Preuve pertinente, 42.1.57
 - Production de documents, 42.1.55
 - Réouverture d’enquête, 42.1.58[1]
 - Scission d’instance, 42.1.56[1]
 - Suspension des procédures, 42.1.57[1]
 - Arbitrage par le Conseil canadien des relations industrielles, 42.1.49
 - Autre recours prévu, 42.1.38
 - Coexistence des recours, 42.1.40
 - Existence ou non d’un autre recours (courants jurisprudentiels), 42.1.39
 - Interprétation de l’expression « autre recours », 42.1.39
 - Norme de contrôle, 42.1.38[1]
 - Avertissement écrit, 43.4.32[2]
 - Cadre, 42.1.14
 - Clémence de l’arbitre, 42.2.4[1]
 - Compensation pécuniaire, 43.3.1
 - Assurance, 43.4.21
 - Déduction, 43.3.7, 43.3.15, 43.3.16
 - Dépens, 43.4.1
 - Honoraires extrajudiciaires, 43.4.1

- Impôt supplémentaire, 43.4.27
- Indemnité, 42.1.5, 43.3.4
- Indemnité additionnelle, 43.4.26
- Intérêt, 43.4.12
- Non-réintégration du salarié, 43.3.3
- Régime de retraite, 43.4.23
- Salaire perdu, 43.3.6
- Vente de la maison, 43.4.24
- Congédiement, 42.1.24
- Congédiement administratif, 42.1.26, 42.2.8[4]
- Congédiement déguisé ou par induction, 42.1.27, 42.1.30, 42.1.47
- Congédiement injuste, 42.2.1
 - Fardeau de la preuve, 42.2.6
- Contrat de cessation d'emploi, 42.1.6
 - Validité des ententes écrites, 42.1.6
- Convention collective, 42.1.37, 42.1.37[1]
- Défaut de l'employeur de se conformer à la décision, 43.4.34
 - Dépôt de la décision à la Cour fédérale, 43.4.34
- Défaut de respecter une condition de son offre d'emploi, 42.2.8[3]
- Directeur, 42.1.14
 - Recours en vertu de l'article 2895 du *Code civil du Québec*, 42.1.23[1]
- Dommages moraux, 43.4.22
- Dommages punitifs, 43.4.22[1]
- Emploi continu *Voir* Service continu
- Employé d'une agence, 42.1.11[4]
- Lettre de recommandation, 43.4.29
- Licenciement, 42.1.33
 - Choix du salarié, 42.1.36
 - Manque de travail ou suppression d'un poste, 42.1.29
 - Recherche d'autres alternatives, 42.1.36[1]
 - Test applicable, 42.1.29[1]
- Liste de rappel, 42.1.11[1]
- Mention au dossier, 43.4.28
- Non-renouvellement d'un contrat à durée déterminée, 42.1.11[2]
- Norme de contrôle de la décision arbitrale, 40.0.1, 42.1.7[1], 42.1.12, 42.1.24[1], 42.1.24[2], 42.1.30, 42.1.38[1], 42.2.9, 42.2.10
- Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 43.3.8
 - Fardeau de la preuve, 43.3.13
 - Frais engagés, 43.4.17
- Ordonnance provisoire, 42.1.56[2]
- Perte du contrat de son employeur (employé embauché, par la suite, par l'entreprise soumissionnaire), 42.1.11[3]
- Plainte, 42.1.1
 - Arbitrage par le Conseil canadien des relations industrielles, 42.1.49
 - Changement d'attribution de compétence, 42.1.1[1], 42.1.55
 - Chose jugée, 42.1.42[2], 42.2.7[1]
 - Compétence du Conseil canadien des relations industrielles, 41.0.7[1], 42.1.1[1]
 - Conditions d'ouverture du recours, 42.1.1
 - Nature de l'interrogatoire et type de questions posées par l'employeur, 42.1.56
 - Nomination d'un arbitre externe, 42.1.1[6], 42.1.50
 - Pouvoirs du Conseil (ou de l'arbitre désigné), 41.0.7[1], 42.1.1[4], 42.1.1[5], 42.1.1[6], 42.1.53, 43.1.1

- Procédure, 42.1.1[3], 42.1.1[5], 42.1.51
 - Programme du travail d'emploi et Développement social Canada, 42.1.1[3]
 - Recours civil après l'expiration du délai de prescription (art. 2895 C.c.Q.), 42.1.23[1]
 - Refus d'entendre la plainte (arbitre), 42.1.42[2]
 - Rejet de la plainte, 42.1.54
 - Représentations écrites des parties, 42.1.1[5]
 - Retrait, 42.1.59[1]
 - Prescription, 2.5.4, 41.0.7, 42.1.43
 - Congédiement déguisé, 42.1.47
 - Date de computation du délai, 42.1.44
 - Délai de 90 jours, 42.1.43
 - Délai entre le dépôt de la plainte et la demande de nomination de l'arbitre, 42.1.48
 - Plainte mise à la poste à l'intérieur du délai et reçue quelques jours après son expiration, 42.1.46
 - Prorogation du délai, 42.1.23[1], 42.1.43
 - Problème de rendement (congédiement), 42.2.8[5]
 - Critères, 42.2.8[5]
 - Processus de révision d'une ordonnance de paiement rendue par un inspecteur, 41.0.7
 - Progression des sanctions, 41.0.4, 42.2.2[1], 42.2.8
 - Quittance, 42.1.6
 - Règlement d'une plainte, 42.1.6
 - Réintégration, 43.2.1
 - Absence de motifs de réintégration, 43.2.1
 - Autre succursale de l'entreprise, 43.2.5[1]
 - Compensation additionnelle, 43.2.5
 - Congédiement injuste, 43.2.1
 - Motifs de non-réintégration, 43.2.2
 - Motifs déraisonnables de réintégration, 43.2.1[1], 43.2.2
 - Ordonnance de réintégration annulée pour cause de parjure, 42.1.58[1]
 - Réintégration conditionnelle, 43.2.6
 - Relation entre le pouvoir de réintégration et la nature du recours en congédiement injuste, 43.2.1, 43.2.2
 - Réparation non possible en vertu du *Code civil du Québec*, 42.1.23[1]
 - Rôle de l'arbitre, 43.2.2
 - Rétrogradation au dernier rang de la liste de rappel, 42.1.28
 - Service continu, 42.1.4, 42.1.7
 - Statut d'employé, 42.1.7, 42.1.27, 42.1.35
- Service continu, 41.0.1
- Voir aussi* **Congédiement injuste**
- Santé et sécurité du travail**, 1.3.2, 1.3.12
- Milieu de travail, 1.3.3
- Non-respect d'un règlement de l'entreprise, 37.7.3
- Non-respect des procédures et politiques, 18.4.9[1]
- Non-respect des règles de la pandémie de COVID-19, 4.2.100
- Obligations du salarié, 1.3.6
- Prestation, 7.3.4

Tribunal administratif du travail
(T.A.T.)

- Compétence de la division de la santé et de la sécurité du travail, 14.0.13

Voir aussi **Accident du travail et maladie professionnelle**

Secret commercial, 1.3.7, 1.3.8, 11.1.5

Voir aussi **Devoir de loyauté**

Service continu

Aliénation de l'entreprise, 16.2.4[1]

Aliénation ou concession de l'entreprise, 28.2.1

- Plainte (art. 124 L.N.T.), 16.3.1

Ancienneté, 16.2.5, 18.2.45

Calcul, 16.2.4

Computation de la durée, 5.2.9[4], 16.2.4

Congédiement injuste, 42.1.4, 42.1.7

Congédiement pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus à des fins de greffe ou d'accident, 44.1.1

Congédiement sans cause juste et suffisante, 14.0.6, 16.2.1, 16.2.7, 16.2.9

Contrat de travail à durée déterminée, 16.2.3

Contrat temporaire successif, non sujet à renouvellement et sans priorité de rappel, 16.2.22

Contrôle judiciaire, 16.2.10

Définition, 16.2.2, 16.2.3, 16.3.16

Dernière journée, 16.2.4

Durée, 16.2.1, 42.1.7

Entente entre les parties, 16.2.6

Exclusion du calcul, 16.2.1

Indemnité de préavis (art. 82 L.N.T.), 28.2.1

Interprétation, 16.2.3

Interruption

- Cas divers, 16.2.22

- Remplacement ou suppléance, 16.2.18, 16.2.21

Liste de rappel, 16.2.21, 42.1.11[1]

Preuve, 16.2.8

Voir aussi **Congédiement sans cause juste et suffisante**

Service de réaffectation d'emploi

Calcul du délai de congé, 12.0.1

Frais de conseiller en réaffectation de carrière

- Réclamation pour dommages découlant du caractère fautif du congédiement, 12.0.8

Obligation de réduire (minimiser) les dommages, 12.0.6

Service non fourni par l'employeur, 12.0.7

Services essentiels

Tribunal administratif du travail
(T.A.T.)

- Compétence de la division des services essentiels, 14.0.13

Services financiers

Sollicitation de la clientèle, 11.5.39

Situation de force majeure

Voir **Cas de force majeure**

Sollicitation de la clientèle

Acte de concurrence ordinaire, 11.5.5, 11.5.44

Activité d'expansion commerciale, 10.2.143[4]

Ciblée et active, 11.5.25, 11.5.37, 11.5.39, 11.5.40, 11.5.46, 11.5.47, 11.5.50[5]

Clause restrictive, 11.5.42, 11.5.50[8]

Clientèle de l'ancien employeur, 11.5.5, 11.5.8, 11.5.25

Comportement de l'employé, 11.5.14, 11.5.14[1], 11.5.14[2]

- Conditions, 11.5.8
- Définition, 11.5.26
- Devoir de loyauté, 11.5.5, 11.5.8, 11.5.25
- Durée des prohibitions, 11.6.15
- État du droit, 11.5.41
- Générale, 11.5.12
- Injonction, 11.2.23, 11.5.46, 11.5.50[4], 11.5.50[7], 11.6.8[1]
- Libre choix de la clientèle, 11.5.11, 11.5.50[8]
- Lien avec la concurrence déloyale, 11.1.14[1], 11.5.9, 11.5.38, 11.5.39, 11.5.41, 11.5.50[1]
- Liste de clients, 11.5.9, 11.5.12, 11.5.13, 11.5.40, 11.5.41, 11.5.46, 11.5.50[2], 11.5.50[5]
- Offre de conservation de la clientèle 11.5.47
- Ordonnance, 11.5.37, 11.5.39, 11.5.45, 11.5.49
- Outil de concurrence, 10.2.143[3]
- Preuve, 11.5.10, 11.5.41, 11.5.45, 11.5.48[1]
- Protection judiciaire, 11.5.40, 11.5.50
- Publicité générale, 11.5.34, 11.5.37
- Recours en dommages, 11.5.47, 11.5.48, 11.5.48[3]
- Restriction, 11.5.25, 11.5.48[2], 11.5.50[8]
- Utilisation des connaissances acquises, 11.5.9, 11.5.10[2], 11.5.10[3]
- Voir aussi* **Clause de non-sollicitation, Devoir de loyauté**
- Sollicitation des employés de l'ancien employeur**
- Clause restrictive, 11.5.78[2]
- Complot, 11.5.73, 11.5.75, 11.5.83
- Contexte, 11.5.79
- Démarches préalables à l'exploitation de sa propre entreprise, 11.5.77[1]
- Devoir de loyauté, 11.5.73
- Expiration, 11.5.78[1]
- Injonction, 11.4.9, 11.4.10, 11.5.75, 11.5.77[1], 11.5.78[1], 11.5.78[3], 11.5.79, 11.5.82, 11.5.84
- Lien avec la concurrence déloyale, 11.5.77[1], 11.5.84[2]
- Manœuvres de désorganisation, 11.5.78[3]
- Obligation de fiduciaire, 11.5.77, 11.5.84[1]
- Preuve, 11.5.81
- Recours en dommages, 11.5.79[1], 11.5.84[1], 11.5.84[2]
- Types d'ordonnances, 11.5.78, 11.5.78[1]
- Voir aussi* **Devoir de loyauté**
- Sollicitation des fournisseurs,** 11.5.15
- Sommeil**
- Accident du travail et maladie professionnelle, 37.7.3
- Souffrance physique et psychologique**
- Voir* **Dommages moraux**
- Sous-traitance,** 8.2.8, 16.3.8, 18.2.24, 18.2.63, 42.1.13[2]
- Stipulation de non-concurrence**
- Voir* **Clause de non-concurrence**
- Stock option plan**
- Voir* **Régime d'options d'achat d'actions**
- Stress et humiliation**
- Voir* **Humiliation, Trouble psychologique**
- Stress post-traumatique**
- Harcèlement, 16.5.11[1]

Subordination juridique

Voir Lien de subordination

Supplantation

Licenciement, 18.2.61, 18.2.62

Suppléance, 16.2.16, 16.2.18, 16.2.21

Suprématie de la Charte

Plainte en vertu de l'article 32
L.A.T.M.P.

- Mesure justifiée par une autre cause juste et suffisante, 37.5.10

Suspension

Voir Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, Congédiement, Congédiement déguisé

Suspension administrative, 3.2.19, 3.2.30[1], 18.2.93

– T –

Taux de change

Voir Conversion des devises

Télétravail, 18.3.24

Temps supplémentaire, 1.3.11, 6.1.129[3], 18.3.22, 20.1.19, 20.4.18

Terminaison d'emploi

Voir Entente de fin d'emploi, Indemnité de fin (ou cessation) d'emploi

Théorie de l'osmose, 15.0.4, 16.3.15[1]

Théorie de la divulgation inévitable

Voir Devoir de loyauté

Théorie de la progression des sanctions

Voir Progression des sanctions

Théorie de la répudiation du contrat de travail, 18.1.2

Théorie des « laches »

Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)

- Effet sur la prescription du recours, 16.6.14

Théorie du « *Ball-park Justice* »

*Voir « *Ball-park Justice* » (théorie)*

Traitement équitable

Voir Obligation de traitement équitable

Transaction

Absence d'accord sur les éléments essentiels, 17.1.7[1], 18.1.3

Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel, 44.1.8

Âge de la retraite

- Changement technologique (congédiement avec cause juste et suffisante), 35.3.1
- Conditions de travail (modification), 34.0.4, 34.0.9

Aliénation de l'entreprise, 28.1.3

Allocation de retraite, 2.7.6, 18.1.3

Capacité de consentir (présomption), 2.7.10

Chèque de l'employeur portant la mention « paiement final », 2.7.3

Clause

- Contrat d'adhésion, 2.7.5

Concessions réciproques, 18.1.3

Conditions, 18.1.3

- Congédiement, 18.1.3
- Contrat de travail à durée déterminée, 24.1.3
- Crainte, 2.7.11
- Crainte de refus de paiement, 18.1.3
- Démission, 46.0.9
- Dérogation à la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (L.A.T.M.P.)
- Défense de l'employeur fondée sur la convention collective, 37.8.1
- Dol, 2.7.10[1]
- Échange de consentement entre les avocats, 18.1.3
- Entente de règlement, 17.1.7, 17.1.7[1], 18.1.3
- Enveloppe monétaire de fin d'emploi (*package*), 2.7.7
- État de santé, 2.7.10, 2.7.10[1], 18.1.3
- Fin à tout litige, 18.1.3
- Fin d'emploi, 2.7.1, 18.1.3
- Intention des parties, 9.1.33[3]
- Fin des versements si nouvel emploi, 2.7.4
- Incapacité de contracter
- Fardeau de la preuve, 18.1.3
- Interprétation, 2.7.5
- Légalité, 2.7.2
- Plainte à la CNESST (processus de médiation), 38.1.2, 38.1.3
- Indemnité, 38.1.15
- Plainte pour congédiement injuste (salarié régi par le *Code canadien du travail*)
- Concessions et réserves réciproques, 42.1.6[1]
 - Contrat de cessation d'emploi, 42.1.6
 - Entente de règlement, 42.1.6, 42.1.6[2]
 - Exécution du règlement d'une plainte, 42.1.6[4]
 - Indemnité et services de réaffectation, 42.1.6
 - Lettre de désistement, 42.1.6[3]
- Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.), 18.1.3
- Service continu, 16.2.6
- Préavis de mise à pied, 30.1.2, 30.1.4, 30.1.5
- Preuve, 18.1.3
- Renonciation au droit à l'indemnité, 2.7.5, 2.7.7
- Protection d'ordre public, 2.7.12, 2.7.13
- Renonciation future à invoquer des droits, 17.1.7, 18.1.3
- Validité du consentement
- Moment de l'évaluation, 17.1.7
- Transfert ou relocalisation**
- Caractère raisonnable de la demande, 3.2.48
- Circonstances inférant la nécessité d'un transfert, 3.2.49
- Frais, 6.1.68, 6.1.77
- Imposition à l'employé, 3.2.43, 3.2.45
- Licenciement, 18.2.61, 18.3.23
- Mise à pied, 29.1.7[1]
- Motifs économiques, 3.2.46, 3.2.47
- Refus
- Justification, 3.2.49
 - Salarié régi par le *Code canadien du travail*, 41.0.10[2]
- Traumatisme, 6.2.10**
- Voir aussi Trouble psychologique*
- Travail à domicile**
- Fin de l'entente, 18.3.24

- Travail en région éloignée**, 3.2.31[3], 6.1.82, 7.5.4, 38.1.16
- Travailleur autonome**
- Agent immobilier, 1.1.3[2], 16.1.9[1]
- Avantages fiscaux, 1.1.6
- Calcul du délai de congé, 5.2.7[1]
- Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)
- Progression des sanctions, 18.4.5[4]
- Modification des conditions de travail (interprétation), 18.3.24
- Statut de salarié, 16.1.14, 42.1.12
- Voir aussi* **Entrepreneur indépendant**
- Tribunal du travail**
- Voir* **Tribunal administratif du travail (T.A.T.)**
- Tribunal administratif du travail (T.A.T.)**, 37.3.14, 37.4.6, 38.1.9, 38.1.12
- Acte introductif d'instance, 38.2.4
- Aliénation de l'entreprise, 16.3.31
- Audition, 38.2.8
- Compétences, 14.0.13, 16.3.31, 17.1.6, 33.1.1, 38.2.3, 38.1.22
- Conciliation, 17.2.1, 38.2.10
- Congédiement
- Norme de contrôle, 18.1.3
- Congédiement déguisé, 18.3.23
- Constitution, 14.0.13, 38.2.3
- Contestation d'une décision du CNESST, 38.2.1
- Décision, 38.2.11
- Décision à caractère déclaratoire n'ayant aucun effet pratique, 38.2.3
- Décision appropriée, 16.3.31
- Décision ayant refusé une demande de réouverture d'enquête
- Norme d'intervention, 18.1.3
- Décision juste et raisonnable (art. 128(3) L.N.T.), 20.4.7
- Démission
- Évaluation (juridiction), 18.3.49, 18.3.50
- Divisions
- Construction et qualification professionnelle, 14.0.13
 - Mandat, 14.0.13
 - Nombre de divisions, 14.0.13
 - Relations du travail, 14.0.13
 - Santé et sécurité du travail, 14.0.13
 - Services essentiels, 14.0.13
- Dossier, 38.2.7
- Exécution de la décision
- Recours ultérieur (absence de juridiction), 16.3.31
- Honoraires d'avocats, 20.4.7
- Interprétation de sa loi constitutive ou d'une loi étroitement liée à son mandat
- Déférence judiciaire, 16.4.23[1]
- Licenciement, 18.2.61
- Mandat continué des juges administratifs, 14.0.13
- Plainte pour congédiement pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus à des fins de greffe ou d'accident, 44.1.7
- Plainte pour congédiement sans cause juste et suffisante (art. 124 L.N.T.)
- Licenciement, 18.3.23
 - Processus de médiation (art. 123.3 et 125 L.N.T.), 17.1.8
- Plainte pour harcèlement psychologique
- Cumul des recours, 16.5.4[1]
- Plainte pour mise à la retraite illégale
- Compétence, 33.1.1
- Pouvoir et immunité des juges, 38.2.2

Règles de preuve et de procédure, 14.0.9, 14.0.14, 16.0.2, 38.2.9

- Anciennes règles, 14.0.14
- Application immédiate, 14.0.14

Remboursement du salaire dû pour la période antérieure au congédiement (recours civils)

- Absence de juridiction, 20.1.19[2]

Réunion des plaintes, 14.0.15

- Représentation des plaignants, 14.0.15

Transaction

- Assignation des témoins (médiation), 17.1.4
- Compétence, 17.1.6

Trouble de santé mentale

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante)

- Délai d'imposition, 18.4.13

Voir aussi **Dépression ou état dépressif**

Trouble psychologique

Dommages moraux, 2.1.24, 6.2.10

- Abus de droit, 6.2.15, 6.2.23, 6.2.25, 6.2.33, 6.2.34
- Aspect « humain » du congédiement, 2.1.24, 6.2.16
- Bonne foi de l'employeur, 6.2.17, 6.2.25, 6.2.34[1], 6.2.34[2]
- Comportement inadéquat de l'employeur, 6.2.17, 6.2.34[1], 6.2.34[3], 6.2.34[5]
- Expectative légitime, 6.2.24
- Fausses accusations de complot envers le salarié, 6.2.34[3]
- Harcèlement, 6.2.34[6], 6.2.34[7]
- Humiliation, 2.1.30, 2.1.30[2], 2.1.31[1], 2.1.35, 6.2.8, 6.2.16, 6.2.17, 6.2.28[2], 6.2.34[1], 6.2.34[2], 6.2.34[5], 6.2.41
- Partage de responsabilité, 2.1.40

- Propos désobligeants de l'employeur, 6.2.34[3]

Voir aussi **Dépression ou état dépressif, Harcèlement psychologique**

– V –

Vacances annuelles

Calcul de l'indemnité, 6.1.54

Contrat de travail à durée déterminée, 6.1.54

Contrat de travail à durée indéterminée, 6.1.55

Droit aux vacances impayées, 6.1.58

Insubordination, 4.2.13

Nombre minimal de journées, 6.1.56

Non-réclamation, 6.1.58

Preuve des dommages, 6.1.59

Refus, 6.1.57

Vandalisme

Congédiement sans préavis, 26.2.9

Véhicule automobile

Voir **Automobile**

Vente d'un des secteurs d'activité de l'entreprise

Voir **Aliénation de l'entreprise**

Vente de l'entreprise

Voir **Aliénation de l'entreprise**

Vente de la maison, 20.4.13

Vente en justice

Voir **Aliénation de l'entreprise**

Vie privée

Devoir de loyauté, 1.3.8

Dommages extracontractuels, 2.2.10

Obligations de l'employeur, 1.3.4

Violence à caractère sexuel

Voir **Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel**

Violence conjugale

Voir **Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus, d'accident ou de violence conjugale ou à caractère sexuel**

Voies de fait

Congédiement sans préavis, 26.2.9

Voiture

Voir **Automobile**

Vol, 4.2.45

Congédiement déguisé

- Interrogatoire enregistré par vidéoconférence (enquête pour vol), 3.2.22[2]

Congédiement pour un motif sérieux (cause juste et suffisante), 4.2.51

- Dommages punitifs, 4.2.51
- Refus de collaborer à une enquête, 4.2.55[4]

Congédiement sans préavis, 4.1.9[1], 26.2.9

- Acquittement au criminel, 4.2.54[2]
- Jugement pénal, 4.2.54[2]

Délai pour invoquer la rupture du lien de confiance, 4.2.54

Enquête sérieuse et complète de l'employeur, 4.2.52

Préjudice à la réputation, 6.2.3[1]

Voyage

Perte, 20.4.23

Sollicitation de la clientèle, 11.5.39